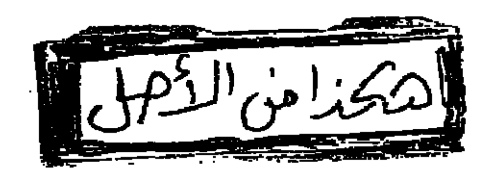


Le Monde

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE – Nº 16317 – 7,50 F

MARDI 15 JUILLET 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Le peuple espagnol manifeste sa colère contre les actes terroristes de l'ETA

Immense rassemblement à Madrid après l'exécution d'un otage

MANIFESTATIONS, veillées, prières collectives : l'Espagne restait mobilisée, lundi 14 juillet, pour dire sa colère après l'assassinat, samedi, d'un jeune conseiller municipal, Miguel Angel Blanco Garrido, enlevé deux jours plus tôt par l'ETA, l'organisation séparatiste basque. Rarement le pays aura été aussi uni dans la réprobation du terrorisme basque. L'enterrement, lundi après midi, de Miguel Angel Blanco Garrido (vingt-neuf ans) à Ermua, son village de Biscayne, devait être l'occasion de nouvelles manifestations contre l'ETA et sa branche politique, Herri Batasuna, comme il y en a eu, spontanément, samedi et dimanche dans toute l'Espagne et, particulièrement, au Pays basque.

Samedi, avant la nouvelle de l'assassinat, un demi-million de personnes s'étaient rassemblées à Bilbao pour faire pression sur l'ETA. Lundi, une nouvelle manifestation, toutes opinions politiques confondues, devaient rassembler plusieurs centaines de milliers de personnes à Madrid.

Lire pages 2 et 10



Jacques Chirac souhaite une « cohabitation constructive »

Il se porte garant du budget de la défense

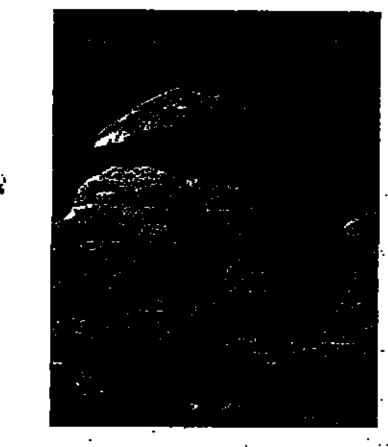
APRÈS AVOIR assisté, à l'occasion de la fête nationale, au traditionnel défilé militaire du 14 juillet sur les Champs-Elysées dont le char Leclerc, pour sa première apparition publique, était la vedette, Jacques Chirac devait accorder un entretien télévisé à TF 1 et France 2. Contrairement à l'année dernière où il s'était exprimé dans les jardins de l'Elysée, le chef de l'Etat a choisi, comme son prédécesseur François Mitterrand en 1986 – lors de la première cohabitation –, le cadre solennel du bureau présidentiel.

Le président de la République devait développer sa conception du rôle du chef de l'Etat en période de cohabitation. Sa mission, estime-t-il, est de maintenir le rang de la France dans le monde, pas seulement dans les domaines de la défense et de la diplomatie mais aussi, et surtout, dans la technologie, la recherche, et la formation. Il a donc, en affirmant sa volonté de jouer un rôle dans ces domaines, affiché son intention d'élargir le terrain d'action du président de la République en période de cohabitation. Cela suppose, dans son esprit, une coopération étroite avec le premier ministre pour élaborarer une *« cohabitation constructive »*.

M. Chirac s'est adressé, dimanche 13 juillet, aux chefs militaires réunis par le ministre de la défense, Alain Richard, à l'hôtel de Brienne. *« En tant que chef des armées,* a-t-il dit, *je veillerai à ce que nos forces continuent de disposer des ressources nécessaires tant à leur rénovation qu'au maintien de leurs capacités et de leur entraînement. »* Le budget de l'Etat et, notamment, la dérive des déficits publics, qui rend difficile le respect des critères de Maastricht, devaient également être évoqués par M. Chirac.

A l'occasion de la fête nationale, le président de la République a promu dans l'ordre national de la Légion d'honneur cinq anciens ministres du dernier gouvernement Juppé et une vingtaine de députés de droite battus aux législatives.

Lire page 22 et notre éditorial page 10



Blueberry ressuscité

DANS *Mister Blueberry*, le célèbre lieutenant de BD était devenu joueur professionnel à Tombstone, ville minière. Cette situation sociale étant excessivement dangereuse, notre héros fut laissé pour mort au beau milieu d'un saloon. *Le Monde* le ressuscite aujourd'hui, en trois planches, dans sa première livraison du nouvel album de Giraud, *Ombres sur Tombstone*, dont la publication quotidienne nous conduira juqu'au 8 août.

Lire pages 20 et 21

■ Crises monétaires en Asie

Les devises de Malaisie, d'Indonésie et de Birmanie sont attaquées à leur tour, après les dévaluations forcées des Philippines et de la Thaïlande. p. 11

■ Attentats à Cuba

Après l'explosion de deux bombes dans le centre de La Havane, le ministre de l'intérieur cubain a mis en cause les Etats-Unis. p. 3

■ Turquie : fragilité du gouvernement

L'Assemblée turque a voté, samedi 12 juillet, la confiance au nouveau gouvernement de Mesut Yilmaz, mais, dans la société, le fossé subsiste entre laïques et islamistes. p. 3

■ Polémique à Dreux

L'arrêté du maire Gérard Hamel, interdisant aux enfants de moins de douze ans d'être seuls dans les rues après minuit, provoque de vives réactions. p. 7

■ Montpellier sans « Midi libre »

La non-parution du quotidien régional depuis trois semaines perturbe la vie des habitants de la ville mais surtout des campagnes. Reportage. p. 15

■ Après Hongkong, Macao

La rétrocession de la colonie portugaise à la Chine, en 1999, ne devrait être qu'une formalité : les Chinois y ont toujours été chez eux. p. 9

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 400 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 715 - 7,50 F





On n'achève plus les chevaux de la Garde

CAEN
de notre correspondant

« Eddy, c'était le timbalier de la Garde républicaine, c'était le premier qu'on ait pu sauver de la boucherie au printemps 1988. Il est mort brutalement le 7 septembre 1996 à l'âge de vingt-sept ans. On lui a fait une tombe derrière la maison. » Une vraie tombe entourée d'un jardinet dans le domaine du Coty-Briard, à Saint-Ouen-le-Pin (Calvados). Avec cette épitaphe gravée sur la dalle funéraire : *« C'était le plus affectueux. On ne l'oubliera jamais. »*

Eddy était le premier d'une longue série : ils sont aujourd'hui 202 chevaux réformés de la Garde républicaine à passer leur retraite dans les boxes de Lyne Guéroult, au cœur du pays d'Auge. Depuis dix ans, une quarantaine y sont morts *« de leur belle mort »*. *« Je les sauve de la boucherie ! Mon mari et moi nous sommes tous les deux tout seuls. Nos enfants, ce sont les chevaux,* raconte la présidente-fondatrice de l'association d'utilité publique. *Pour eux, nous ne sortons que quatre jours par an, pour les Portes ouvertes de la Garde républicaine, où nous avons un petit stand, et pour le Salon du cheval. »*

Quant aux chevaux retraités de la Garde, *« avant, je les achetais, maintenant ils restent propriété de l'Etat »*. Dany et Lyne, aidés d'une douzaine de palefreniers employés en contrat emploi-solidarité, travaillent beaucoup : 90 tonnes de paille par mois, 20 tonnes de foin, 800 kilos de granulés chaque jour, et des carottes en dessert... *« Il faut les nourrir, les sortir, les soigner, être à leur écoute en permanence, nettoyer les boxes tous les jours. Je ne suis pas deux heures sans passer dans les écuries. Orion de Bois, quel bandit celui-là, il réussit toujours à ouvrir la porte de son box pour s'échapper. »*

Le rêve d'enfance de Lyne lui coûte une belle petite fortune. *« J'ai économisé toute ma vie pour cela. Un jour, à un dîner, j'avais huit ans, j'ai entendu les adultes parler des chevaux de la Garde républicaine qui finissaient à l'abattoir. J'étais petite, ce fut le déclic. Toute ma vie, j'ai pensé à cette idée d'une maison de retraite pour eux. »* Avant de s'installer dans le pays d'Auge en 1988, Lyne Guéroult a vendu une propriété qu'elle possédait à Saint-Tropez. *« Mon mari l'avait parfaitement restaurée. C'est devenu un hôtel chic. »* Le pécule amassé lui a permis de construire ce « quatre étoiles » des chevaux de la Garde républicaine. *« C'est le seul régiment monté de France, le prestige de la France, et on ne faisait rien pour ces valeureux chevaux ! »* Alors Lyne, amoureuse de sa patrie et admiratrice du général de Gaulle, s'est lancée. *« Mais, aujourd'hui, l'avenir est sombre. »* Les réformés, une trentaine de chevaux par an, gonflent régulièrement les effectifs des pensionnaires. *« L'an dernier, nous avons acheté une deuxième ferme, l'Astragale. Maintenant, tout est complet. La catastrophe nous guette. L'Etat pourrait faire un effort. Au défilé du 14-Juillet, ce sont les chevaux de la Garde qui sont le plus applaudis. Les Français les adorent. »*

Lundi, Lyne devait être derrière son poste de télévision. *« L'an dernier, j'ai eu un choc. Quand ils sont passés, le speaker s'est mis à parler de mon association ! Il a bien fait, car les gens me prennent souvent pour une folle. Les chevaux, c'est souvent le commerce, l'argent, les courses. Que le monde du cheval ne me comprenne pas, c'est un peu normal. »*

Jean-Jacques Lerosier

Esclaves au XX[e] siècle

DES DOMESTIQUES étrangers travaillent en France dans des conditions inhumaines. Les victimes sont le plus souvent des femmes, parfois des couples, originaires de pays en développement. Le Comité France contre l'esclavage moderne, association constituée par Dominique Torrès, journaliste à France 2, dénonce *« des situations intolérables »*.

Une dizaine d'affaires ont été portées à sa connaissance, dont la moitié font l'objet de procédures en justice. Les victimes, souvent en situation irrégulière, hésitent à déposer plainte. Lorsque les employeurs bénéficient de l'immunité diplomatique, le ministère des affaires étrangères tente une conciliation à l'amiable.

Lire page 6

POINT DE VUE

Malentendus et malentendants *par Pierre Boulez*

A l'occasion d'un changement de gouvernement, spécialement d'un changement de majorité, se manifeste une tendance à faire des inventaires de toutes sortes et de toutes natures. On ne peut éviter un certain côté artificiel de ces bilans, qui font penser aux tracés de frontières géographiques dans une région qui ne les appelle pas vraiment. Le plus souvent, d'ailleurs, il s'agit d'une démolition plus ou moins camouflée, plus ou moins élégante, des actions antérieures, même dans le cas où la continuité devrait prévaloir. Faut-il vraiment que ce qu'a commencé le prédécesseur soit obligatoirement renié par le successeur ?

Dans un passé relativement récent, on a vu ainsi l'existence de certains projets culturels remise en cause de façon toute gratuite et irraisonnée, avec des conséquences budgétaires qui, elles, n'étaient pas du tout gratuites. On hésite, on change de directive, le calendrier se distend, le budget se gonfle inutilement, le projet artistique va à vau-l'eau. La compétence n'est plus le critère de décision, alors que l'intervention purement politique joue son rôle le plus néfaste.

A l'étranger, l'ampleur des projets relatifs à la musique en France a suscité l'envie ; leurs avatars, le plus souvent engendrés par des revirements abrupts et inconséquents, ont plutôt provoqué le doute, sinon le sarcasme. On ne cesse, ici, de passer d'un pessimisme injustifié à l'espoir infondé, deux « absolus » qui omettent le pragmatisme et supposent un recours automatique, presque exclusif, à l'Etat dès lors que surgissent des problèmes réels ou présumés. On semble oublier que l'Etat peut donner, en effet, des moyens, énoncer une proposition d'action, mais que l'action elle-même dépend avant tout des qualités humaines et des définitions personnelles, et qu'au niveau des choix des individus l'interférence politique peut se révéler nuisible.

Les choses devraient être, de ce point de vue, tout à fait claires. Ce n'est pas d'aujourd'hui, ni même d'hier ou d'avant-hier, que surgissent les problèmes : la vie musicale ne s'effondre pas à perpétuité et, surtout, on ne peut pas dater cet effondrement supposé.

La culture, spécialement la musique, est considérée par beaucoup de politiques comme un territoire exotique dont l'étrangeté et l'inaccessibilité s'accroissent dès lors qu'il s'agit d'expressions contemporaines. Il faut reconnaître que le mode d'éducation même le plus exigeant prépare dans ce domaine beaucoup d'illettrés. C'est par hasard que, dans le milieu ayant bénéficié du niveau le plus élevé de l'enseignement, on trouve des marginaux, des *« excentriques »* qui s'intéressent à ce que leur époque veut exprimer. Au mieux, on se réfugie dans le passé le plus sûr, le plus aisé, sur lequel on n'a aucun risque de se tromper.

Cette liaison purement administrative entre responsables de l'Etat et responsables artistiques serait-elle à la source du manque de rayonnement international de notre vie musicale que l'on peut constater en la comparant à celle de plusieurs pays étrangers ?

Lire la suite page 10

Pierre Boulez *est compositeur et chef d'orchestre*

Le Tour aux sommets

ENFIN les Pyrénées ! Après neuf jours dans les plaines, les coureurs du Tour de France 1997 se sont attaqués à la montagne, lundi 14 juillet. Au menu de l'étape Pau-Loudenvielle, 182 km de course et quatre cols parmi les plus redoutables : le Soulor (1 474 m), le Tourmalet (2 114 m), Aspin (1 489 m) et Val-Louron-Azet (1 580 m). De quoi dérouiller les jambes des grimpeurs, lassés des arrivées au sprint où ils n'ont rien à faire. Quant aux sprinters, ils s'en sont donné à cœur joie, samedi 12 juillet, à Bordeaux, et dimanche 13 juillet, à Pau, où l'Allemand Erik Zabel (Telekom) s'est adjugé les deux arrivées.

Lire pages 12 et 13


TEMPSPORT

En haut de l'affiche


CHARLES AZNAVOUR

LE FESTIVAL de jazz de Montreux rend hommage à Charles Aznavour. Sous la houlette de George Duke et de sa rythmique californienne, le Big Band de la Radio de Cologne, Rachelle Ferrell, Patti Austin, Manu Dibango, Mino Cinelu, Lambert Wilson, Effel Jones, David Soul, Jonathan Butler et Bobby McFerrin ont repris, le 12 juillet, les chansons du plus international des chanteurs français, à l'occasion de ses cinquante ans de carrière.

Lire page 17

BASQUES Des dizaines de milliers de personnes, dont le chef du gouvernement, José Maria Aznar, devaient assister, lundi après-midi 14 juillet à Ermua (Biscaye), aux obsèques de Miguel Angel Blanco, assassiné, deux jours plus tôt, par l'organisation séparatiste basque ETA. ● **500 000 PERSONNES** avaient défilé, samedi, dans les rues de Bilbao pour dénoncer la violence politique de l'ETA qui réclamait, en échange de la libération du jeune conseiller municipal, le regroupement au Pays basque des six cents détenus de l'organisation dispersés aujourd'hui dans divers pénitenciers d'Espagne. ● **UNE NOUVELLE MANIFESTATION** devait se dérouler, dans la soirée du 14 juillet, à Madrid, à l'appel de tous les partis politiques, à l'exception de Herri Batasuna, considérée comme la « vitrine politique » de l'ETA et dont certains demandent aujourd'hui la dissolution.

L'Espagne réprouve dans la colère l'assassinat commis par l'ETA

La mort de Miguel Angel Blanco, conseiller municipal d'Ermua, en Biscaye, tué de deux balles dans la nuque par l'organisation séparatiste a provoqué une formidable vague d'indignation dans un pays las de la violence politique

MADRID
de notre correspondante

Rien n'y a fait. La ferveur des longues veillées de milliers d'Espagnols dans les rues, les manifestations de masse, dignes et silencieuses, les prières émouvantes d'une famille meurtrie, l'unité de la classe politique ou les appels du pape à la clémence ont été vains : cinquante minutes à peine après l'expiration de l'utimatum, fixé samedi 12 juillet à 16 heures, l'organisation séparatiste basque ETA a exécuté son otage de deux balles dans la nuque. Miguel Angel Blanco Garrido, conseiller municipal d'Ermua, était âgé de vingt-neuf ans. Ce sont des chasseurs, à Lasarte, près de Saint-Sébastien, qui, entendant les détonations, ont découvert le corps du jeune homme, mains liées, les yeux révulsés, dans une flaque de sang et respirant encore. Pour l'Espagne, unie comme jamais, qui retenait son souffle depuis l'annonce de l'enlèvement, quarante-huit heures auparavant, le choc a été terrible.

Peu à peu, au cours de cette longue nuit d'agonie, de samedi à dimanche, *où sur chaque place de* village des bougies brûlaient et parfois même des badauds, réunis spontanément, veillaient jusqu'à la mort de l'otage, entré depuis la veille dans *« un coma neurologique irréversible »*, l'accablement et la surprise ont cédé la place à la colère et à la détermination.

La surprise, d'abord. Elle a éclaté jeudi après-midi, à l'annonce du nouvel enlèvement, avec une brutalité d'autant plus blessante que le gouvernement de José Maria Aznar recevait, le même jour, la guardia civil pour la féliciter d'avoir *réussi à libérer, neuf jours* plus tôt, le fonctionnaire de prison José Antonio Ortega Lara, « enterré vivant » depuis plus d'un an dans une cache exiguë. Et l'Espagne, qui depuis plus d'un an aussi affichait sur ses murs ou à ses boutonnières le ruban bleu symbolique de la solidarité avec les otages, respirait enfin. Un an de manifestations continues, chaque dimanche ; un an d'angoisse pour un pays qui à l'heure de l'entrée en Europe se sent pris au piège d'un conflit d'un autre âge.

« BASTA ! »

L'espoir revenu fut bruquement brisé par l'enlèvement de Miguel Angel Blanco Garrido, d'origine modeste et plutôt débutant en politique, membre du Parti populaire au pouvoir. C'était presque un arrêt de mort annoncé, puisque l'organisation séparatiste donnait à peine quarante-huit heures au gouvernement pour opérer le regroupement des prisonniers de l'ETA au Pays basque – une de ses vieilles revendications. Dans le passé, en 1981 et 1983 déjà, l'ETA avait tué deux otages après avoir posé deux ultimatums du même genre.

Cette fois, face à cette sentence destinée, comme le dira un commentateur, *« à punir toute une société de s'être réjouie trop vite »*, l'ensemble du pays s'est mobilisé. C'était trop. L'émotion était rendue d'autant plus vive que les images de José Antonio Ortega Lara, barbu, hagard, amaigri de 23 kilos et luttant visiblement pour se réinsérer dans la vie réelle étaient présentes dans tous les regards. Le soir même, des Baléares à la Castille en passant par la Manche ou la Galice, l'Espagne s'est comptée. Et beaucoup ont répondu présent, dans les rues à nouveau tristement pavoisées de rubans bleus et de mains de papier blanc découpé destinées à dire basta ! Ce fut, dans l'ensemble, une nuit silencieuse : même les télévisions avaient remplacé leur logo par le ruban bleu, et les circuits d'Internet étaient saturés de messages de solidarité. Une solidarité qui devait culminer, vendredi soir, Puerta del Sol à Madrid, par un rassemblement de 50 000 personnes.

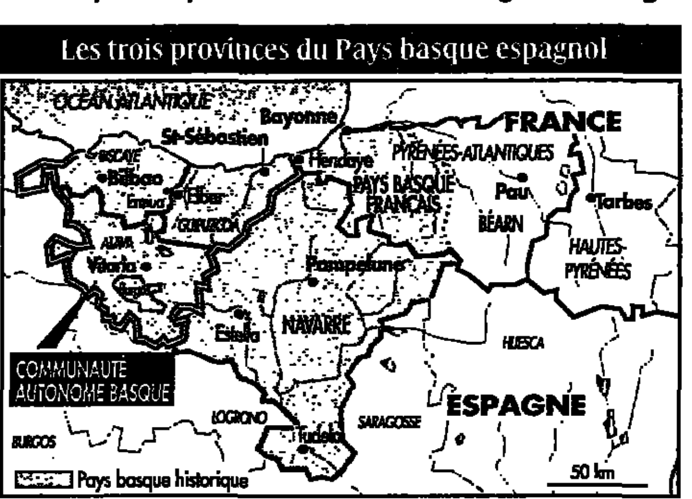
Samedi, en revanche, à quelques heures de l'expiration de l'ultimatum, la tension montait. Tandis que cinq mille agents des forces de sécurité passaient le Pays basque au peigne fin, un demi-million de personnes, menées par le chef du gouvernement, José Maria Aznar, parcouraient les rues de Bilbao, à l'appel de toutes les forces politiques et syndicales du pays (excepté Herri Batasuna, la « vitrine politique » de l'ETA). La manifestation s'achèvera par cinq longues et émouvantes minutes de silence. Tout ce que l'Espagne compte d'important était présent. En vain.

Les journaux – comme *El País* – ont été les premiers à stigmatiser les dirigeants de Herri Batasuna, *« complices de l'ETA »*, et à poser la question *« Comment être tolérant avec les intolérants ? »*. Et tandis que les télévisions, qui avaient toutes bousculé leurs programmes, alternaient les reportages sur la clinique de Saint-Sébastien où l'homme que les Espagnols n'appelaient plus que *« Miguel Angel »* luttait sans espoir contre la mort et sur les manifestations, toujours plus nombreuses et spontanées, les premiers cris de frustration ont éclaté. Dans la soirée, des incidents entre jeunes pro-ETA et manifestants étaient à déplorer, notamment à Pampelune. A Ermua, un café, siège social de Herri Batasuna, était incendié. Ailleurs, la police a dû intervenir pour protéger les bâtiments de ce parti et ses militants, assiégés par des jeunes qui criaient : *« Lâches ! Complices d'assassins ! Voici notre nuque, tirez, si vous l'osez ! »* Et, événement inédit, il fallut, dit-on, protéger dans les prisons certains détenus de l'ETA de la colère des autres détenus.

Enfin, la mère d'un prisonnier de l'ETA a lu à la radio une lettre destinée à son fils : *« Quand vous vous battiez contre Franco*, a-t-elle lancé, *vous étiez contre la peine de mort appliquée à vos compagnons. Mais que faites-vous vous-mêmes aujourd'hui ? »* Devant les risques de débordement, le ministre de l'Intérieur, Jaime Mayor Oreja, tentera de calmer le jeu. *« Nous sommes fiers de ne pas être comme eux »*, dira-t-il à l'adresse des manifestants, en recommandant de répondre *« par la loi à la violence »*. La journée de dimanche, qui s'est achevée par des dizaines de défilés et de rassemblements dans tout le pays, aura été à cet égard particulièrement significative. *« C'était*, dira un jeune manifestant du Pays basque à la radio, *comme si un voile se déchirait : celui de la peur. La majorité silencieuse prenait enfin la parole. Puisse la minorité séparatiste prendre conscience de ses actes ! »* L'enterrement du jeune conseiller municipal assassiné devait avoir lieu ce lundi, à la mi-journée. Une grève générale d'une heure a été décrétée à midi. Enfin, dans la soirée, une nouvelle manifestation, à laquelle sont attendues plusieurs centaines de milliers de personnes, guidées par l'ensemble des forces politiques et du gouvernement, est prévue Puerta del Sol, à Madrid. Pour ne pas oublier. Pour que l'élan ne retombe pas tout à fait.

Marie-Claude Decamps

Les trois provinces du Pays basque espagnol



Le Pays basque espagnol, « Euskadi » en basque, est depuis 1979 une communauté autonome d'Espagne, constituée de trois provinces, la Biscaye, l'Alava et la Guipùzcoa, qui ont approuvé ce statut par référendum. La capitale administrative est Vitoria et la population compte plus de 2 millions d'habitants environ.

Des réactions indignées en Europe

La mort de l'otage de l'ETA, Miguel Angel Blanco Garrido, a provoqué, dimanche 13 juillet, des réactions indignées à travers l'Europe. *« C'est avec horreur et indignation que les Français ont appris le lâche assassinat de Miguel Angel Blanco. Dans cette épreuve, la France se tient aux côtés de l'Espagne »*, a déclaré Jacques Chirac dans un message adressé au chef du gouvernement espagnol, José Maria Aznar. Le président portugais, Jorge Sampaio, a de son côté qualifié l'acte de l'ETA de *« barbare et absolument inqualifiable »*. A Londres, le Foreign Office a condamné *« de manière absolue le brutal assassinat »* de l'otage. En Belgique, le ministre des affaires étrangères, Erik Derycke, s'est déclaré *« profondément bouleversé »*, avant d'exprimer *« l'admiration »* du gouvernement belge *« pour la façon avec laquelle la société espagnole tout entière s'est dressée avec dignité, courage et détermination contre cet acte de violence aveugle, cruel et lâche »*. – (AFP.)

La dispersion des prisonniers divise les forces politiques

INITIÉE sous le précédent gouvernement socialiste, la dispersion des prisonniers de l'ETA, à l'origine du dernier enlèvement de l'organisation séparatiste *basque, divise les forces politiques* du Pays basque.

Selon des sources pénitentiaires, 425 des prisonniers de l'ETA – sur un total de près de 600, sans compter les détenus en France – purgent leur peine dans des centres situés à plus de 300 kilomètres des frontières du Pays basque.

L'ETA a voulu, en enlevant, jeudi, le conseiller municipal du Parti populaire Miguel Angel Blanco Garrido, forcer le gouvernement central à les regrouper dans des prisons du Pays basque.

Pour les mêmes raisons, l'ETA avait détenu pendant 532 jours – dans une cave de 7 mètres carrés – le fonctionnaire de prison José Antonio Ortega Lara, libéré le 1er juillet par la Guardia Civil.

La Commission des droits de l'homme du Parlement autonome basque avait décidé mercredi de dénoncer devant une *« instance européenne »* – sans doute le Conseil de l'Europe – la politique pénitentiaire de l'Espagne.

Le Parti nationaliste basque (PNV, modéré), Herri Batasuna (HB, bras politique de l'ETA) et Izquierda Unida (IU, rassemblement autour des communistes) *avaient soutenu cette décision*, contre l'avis des conservateurs du Parti populaire et des socialistes.

AU NOM DES DROITS DE L'HOMME

Le document de la Commission des droits de l'homme soulignait que *« toute personne privée de liberté doit purger sa peine dans le centre pénitentiaire le plus proche de son lieu d'origine. Il s'agit d'un principe fondamental pour éviter le déracinement social des personnes »*.

Le ministre de l'intérieur, Jaime Mayor Oreja, a récemment rejeté la demande du Parlement régional basque qui lui avait soumis un *« plan »* de regroupement des prisonniers basques près de leur région d'origine.

M. Mayor Oreja avait insisté sur la nécessité de maintenir la politique de dispersion tout en mettant l'accent sur le traitement individualisé qui consiste à rapprocher du Pays basque les seuls détenus ayant donné des gages de réinsertion. – *(AFP)*

Des élus demandent le rapprochement des détenus des prisons françaises

Des élus du Pays basque français demandent à l'Etat de transférer les détenus basques dans des prisons plus proches de leur domicile. *« La campagne pour le rapprochement des prisonniers politiques basques »* a été lancée par l'association Anai Artea (Entre frères), créée en 1969. Trente-quatre maires et 336 conseillers municipaux du Sud-Ouest, représentant un très large éventail politique, ont signé un *« texte avant tout humanitaire »*, explique Michel Mendibourre, vice-président d'Anai Artea.

On compte soixante-dix prisonniers basques sur le territoire français (de nationalité française ou espagnole), dont soixante sont dans les centres de détention parisiens, les autres étant à Arras, Rennes, Uzerche, Saint-Martin-de-Ré, etc., mais aucun dans la région de Bayonne. – *(Corresp.)*

Pour le Pays basque français, qui craint une situation sans issue, la politique répressive a atteint ses limites

BAYONNE
de notre correspondant

Malgré la proximité géographique, il n'y a guère eu, au Pays basque français, de manifestations *publiques pour dénoncer la fin tragique* de Miguel Angel Blanco. Week-end du 14 juillet oblige et parce que, comme souvent, les Basques du nord ressentent ce qui se passe au sud des Pyrénées comme un monde différent, c'est par médias interposés qu'à Bayonne et alentours on s'est tenu informé et qu'on a réagi.

L'indignation et la réprobation dominent dans les déclarations. *« L'horreur n'a donc pas de limite »*, constate la branche du Parti nationaliste basque (PNV) en France – la formation au pouvoir dans la communauté autonome basque d'Espagne. *« L'ETA qui se prétend* « le sauveur du peuple basque » *vient de démontrer, une fois de plus, sa barbarie et sa folie (...) Il n'y a pas plus de frontière pour les Basques que pour les démocrates*, poursuit le PNV. *Cet assassinat perpétré à 80 kilomètres d'ici nous atteint en plein cœur »*.

Même dénonciation chez la socialiste Nicole Péry, qui a participé à plusieurs reprises par le passé à des manifestations silencieuses à Saint-Sébastien contre les séquestrations, au côté de ses collègues du Parti socialiste et ouvrier espagnol PSOE. La députée PS, élue le 1er juin à Bayonne, s'interroge : *« Quel est le sens, la terrible logique cet acte qui fait régresser le dialogue et met en danger la pacification du Pays basque sud souhaitée pourtant par la très grande majorité de la population ? Aucune démocratie ne peut accepter un rapport de forces imposé par le terrorisme. Aujourd'hui, l'ETA a perdu la bataille de l'opinion publique. Il faudra beaucoup de maturité, de courage, de maîtrise pour rendre possible la réconciliation tant attendue au Pays basque »*. Beaucoup parmi les responsables politiques à Bayonne pensent que la situation des détenus dans les établissements en Espagne comme en France ne va pas s'améliorer, au contraire : *« Les balles ont tué tout espoir pour les prisonniers basques »*, estiment les Verts du Pays basque.

UN ACTE « REGRETTABLE »

Et devant cette impasse, un candidat nationaliste aux dernières élections législatives françaises, Richard Irazusta, estime devoir lancer un appel : *« L'événement est dramatique. Mais, au-delà de l'émotion, il appartient maintenant à la France de prendre une initiative pour réamorcer ce qui ce passe au sud. Durant quinze ans, les pouvoirs publics français ont collaboré régulièrement avec les différents gouvernements espagnols. La France peut donc prendre la parole et dire que cette politique répressive a atteint ses limites. Avec tous ces prisonniers de part et d'autre, il est temps de trouver une autre issue, une autre façon de faire »*, conclut ce militant de la coalition nationaliste de gauche, Abertzaleen Batasuna.

Dans le petit Bayonne, point traditionnel de ralliement de la mouvance nationaliste basque, le meurtre du conseiller municipal d'Ermua est qualifié pour le moins de *« regrettable »*. Le conflit entre Madrid et le Pays basque y apparaît plus que jamais dans une impasse alors que, estime un militant nationaliste, le gouvernement espagnol aurait dû depuis longtemps faire un geste pour rapprocher les prisonniers basques de leur foyer et relâcher ceux qui sont malades, tout simplement parce que la loi espagnole le prévoit.

Mais tous les interlocuteurs pourraient se retrouver dans ce point de vue suivant : *« Avec des actes de ce genre, nous venons de perdre des mois d'efforts*, souligne un chef d'entreprise d'Hendaye. *L'image du Pays basque vient d'en prendre un sacré coup. C'est comme si, 365 jours par an, il n'y avait ici que de la violence »*.

Michel Garicoix

Trente-huit ans de lutte contre le gouvernement espagnol

L'ETA (Euskadi ta Askatasuna, *« Pays basque et Liberté »*) est, avec l'Armée républicaine irlandaise (IRA), l'une des deux grandes organisations clandestines en Europe de l'Ouest, menant une lutte armée contre un gouvernement central. Elle revendique essentiellement le droit à l'autodétermination du Pays basque (Euskadi), le rattachement de la province de Navarre à l'Euskadi et le départ de cette région des forces de sécurité espagnoles. Tenue pour responsable d'environ 750 morts depuis le début de sa lutte armée, l'ETA est appuyée par la coalition Herri Batasuna, qui représente entre 12 et 15 % de l'électorat basque.

● 31 juillet 1959 : l'ETA, dont le symbole est une hache entrelacée d'un serpent; est fondée par un petit groupe d'étudiants en rupture avec le Parti nationaliste basque (PNV, démocrate chrétien).

● 7 juin 1968 : premier attentat mortel de l'ETA.

● 1987 : le plus grave attentat de l'ETA fait vingt et un morts, lorsqu'une bombe explose dans un supermarché de Barcelone.

● 1989 : l'ETA annonce une trêve unilatérale. Des négociations s'engagent à Alger entre des représentants du gouvernement socialiste espagnol et l'organisation clandestine. Elles échouent peu après.

● 1992 : l'ETA subit un sérieux revers avec l'arrestation en France de son chef, Francisco Mugica Garmendia, dit « Artapalo », suivie de nombreux coups de filet dans ses rangs de part et d'autre de la frontière franco-espagnole.

Célébrations protestantes dans le calme en Ulster

Le mérite en revient à la décision des orangistes de changer l'itinéraire de certaines de leurs traditionnelles parades pour éviter qu'elles ne dégénèrent en conflit

A travers toute l'Irlande du Nord, les protestants ont célébré, samedi 12 juillet, l'anniversaire de la victoire de Guillaume d'Orange sur les catholiques, en 1690 à la bataille de Boyne. Alors que cette journée est habituellement source de tensions et d'affrontements, l'Ulster n'a, cette fois, connu que quelques rares violences dans certains quartiers nationalistes. Le mérite en revient largement à la décision de l'ordre d'Orange d'annuler ou de modifier le trajet des défilés les plus controversés, là où ils pouvaient dégénérer en conflit, ou passer pour des provocations, dans les quartiers catholiques. La tension s'est déplacée au sein de la communauté protestante entre modérés et extrémistes. Des accrochages ont eu lieu entre orangistes, en particulier à Derry, après que le défilé habituel eut été déplacé vers la ville voisine de Limavady.

PORTGLENONE
de notre envoyé spécial

Dans ce bourg situé entre Belfast et Derry, les militants de l'ordre d'Orange ont défilé sous le crachin. Jeunes et vieux en complet sombre, chapeau melon vissé sur la tête, étole orange autour du cou et parapluie ou sabre brandi martialement, ils marchaient derrière leur fanfare et leur bannière. Les responsables se distinguaient par leurs insignes, tablier, manchettes ou marteau en bois. Les dirigeants des loges étaient en voiture, souvent un taxi anglais noir agrémenté de drapeaux britanniques. Beaucoup avaient le visage rubicond témoignant des bières avalées en chemin.

L'atmosphère était cérémonieuse, compassée. Ni sourires ni applaudissements mais la sensation du devoir accompli. Avec les uniformes bon marché collés par la pluie, la parade faisait figure de triste carnaval. Pourtant, en Irlande du Nord, la saison des marches est, chaque année, celle de tous les dangers. Ceux qui peuvent l'éviter, et voter avec leurs pieds, prennent la voiture ou l'avion, abandonnant la province à une minorité de politiciens et de militants.

Ce qui fait aujourd'hui la différence a été la décision des chefs orangistes de rerouter les marches les plus provocatrices – en particulier à Belfast et Derry – pour éviter la répétition des graves incidents de la semaine précédente.

La détermination des orangistes à parader le 6 juillet à travers le quartier catholique de Drumcree en dépit de l'opposition déterminée de ses habitants, et l'accord qu'ils avaient obtenu à cette occasion du ministre des affaires d'Irlande du Nord, Mme Mo Mowlam, avaient suscité une vague de colère. Les catholiques les plus modérés, comme les sociaux-démocrates du SDLP, s'étaient sentis outragés par cette prise de position du gouvernement de Tony Blair, dans lequel ils avaient mis tant d'espoir. La région semblait à nouveau au bord de l'abîme, le fossé entre les deux communautés ne cessait de s'élargir.

TENSIONS

Mais le week-end s'est passé sans incidents graves. En dehors des lieux de parades, rues et villages sont restés déserts. La tension s'est déplacée au sein de la communauté protestante entre modérés, qui soutiennent le grand-maître orangiste, et extrémistes, qui, comme le révérend Ian Paisley, dénoncent ce nouveau Munich. Des accrochages ont eu lieu entre orangistes, en particulier à Derry après que le défilé habituel eut été déplacé vers la ville voisine de Limavady.

Les dirigeants du principal mouvement unioniste, le Parti unifié (UUP), s'inquiètent de la nouvelle situation. Il semble que le geste des orangistes ait suivi une sévère mise en garde des autorités, menaçant de ne pas assurer la protection des manifestants. La pression des extrémistes pour un retrait des pourparlers de paix s'est accentuée. Il faut, dans ce contexte, prendre très au sérieux les propos du chef de l'UUP et orangiste, David Trimble, dénonçant l'*« illusion »* d'un cessez-le-feu de l'IRA, les républicains étant, selon lui, *« incapables de changer de caractère et d'abandonner la violence »*. Il a donc proposé que les négociations se poursuivent sans eux.

Ce n'est pas la position de M. Blair, qui veut que toutes les parties participent aux négociations qui reprendront à la mi-septembre et qui doivent s'achever fin mai 1998. Il a mis toutefois comme condition à la présence du Sinn Fein – branche politique de l'IRA – un cessez-le-feu *« sans équivoque »* pendant au moins six semaines. Le compte à rebours est donc fort avancé.

Mais on voit mal l'IRA déposer les armes malgré la menace de Londres de laisser dans ce cas le Sinn Fein sur le quai. Les propos de Martin McGuinness n'incitent guère à l'optimisme, même si celui-ci affirme être prêt à négocier *(voir ci-contre)*. Plus préoccupant encore, les terroristes loyalistes protestants semblent sur le point de mettre fin à un cessez-le-feu qu'ils ont déjà ouvertement violé à plusieurs reprises. A chaque fois qu'apparaît un rayon d'espoir au Nord, il semble se trouver quelqu'un pour jeter de l'huile sur le feu.

Patrice de Beer

« L'IRA ne rendra pas la moindre balle », affirme le numéro deux du Sinn Fein

LONDONDERRY
de notre envoyé spécial

Numéro deux officiel du Sinn Fein mais en réalité son principal intermédiaire avec le gouvernement britannique et l'IRA, Martin McGuinness se sent parfaitement en sécurité dans son quartier du Bogside à Londonderry, Derry pour les catholiques.

Dans son petit bureau de Cable Street, il se réjouit de la décision des orangistes de modifier le tracé des marches les plus contestées. *« Le week-end précédent, les nationalistes étaient furieux (...), la situation était très grave avec des émeutes dans la rue. Le Sinn Fein a joué de son influence pour tenter de ramener le calme. Aujourd'hui, la situation est très différente. La décision de l'ordre d'Orange a considérablement changé l'atmosphère. »* Il estime que cette décision a été prise sous la pression des *« nationalistes, qui étaient préparés à descendre dans la rue »*. Interrogé sur le cessez-le-feu que toutes les autres parties au conflit réclament à l'IRA, M. McGuinness répond : *« Il en faut trois : celui de l'IRA, celui des loyalistes protestants et celui du gouvernement britannique. Quant à nous, nous demandons la cessation de toutes les actions armées. »*

Le Sinn Fein n'a pas l'intention de transmettre à sa branche militaire un *« paquet »* qui ne serait pas satisfaisant pour obtenir une cessation des hostilités, et demande *« des mesures pour rétablir la confiance »*, comme *« la libération des prisonniers, l'égalité de traitement pour les nationalistes et une solution par le gouvernement de la question des marches orangistes »*. En attendant, *« tant qu'il n'y a pas de cessez-le-feu, l'IRA peut attaquer l'armée et la police »*.

M. McGuinness ajoute : *« L'IRA ne rendra pas la moindre balle. Le Sinn Fein n'a pas le pouvoir d'obtenir le désarmement et la reddition de l'IRA. »*

P. de B.

Le nouveau gouvernement laïque turc paraît fragile et instable

ISTANBUL
de notre correspondante

C'est à une confortable majorité de 281 voix contre 256 que le gouvernement de Mesut Yilmaz a obtenu, le samedi 12 juin, la confiance de l'Assemblée nationale turque. *« Une ère nouvelle commence en Turquie*, a annoncé le premier ministre. *Notre première étape sera de retourner à la normalité. Notre nation est fatiguée des disputes. »* Toutefois, les échanges d'insultes et le pugilat entre députés laïques et islamistes démontrent que, malgré *« l'atmosphère de réconciliation »* dont parle la presse nationale laïque, des divisions profondes subsistent au Parlement comme dans la société.

Les vacances parlementaires devraient offrir une période de grâce au nouveau gouvernement, mais la stabilité de la coalition, compte tenu de sa composition, est loin d'être assurée. Pour rétablir les finances de l'Etat, Mesut Yilmaz compte sur les revenus des privatisations auxquelles son nouveau partenaire, le Parti démocratique de gauche (DSP) de Bulent Ecevit, s'était jusqu'à présent opposé. La rivalité – presque aussi tenace que celle opposant Tansu Ciller et Mesut Yilmaz – entre Bulent Ecevit et l'autre dirigeant social-démocrate, Deniz Baykal, dont le Parti populaire républicain (CHP) soutient le gouvernement de l'extérieur, pourrait être une autre source de tension.

Mesut Yilmaz semble déterminé à introduire les mesures anti-islamistes préconisées par l'armée et notamment à porter la scolarité primaire laïque à huit années : il sera vraisemblablement confronté à l'opposition du Parti de la prospérité (Refah) de Necmettin Erbakan et à celle de quelques-uns de ses propres députés conservateurs.

DÉFECTIONS

Les islamistes demeurent convaincus que les prochaines élections – qui pourraient avoir lieu en 1998 – les ramèneront au pouvoir. Pour les en empêcher, les institutions républicaines continuent de s'acharner contre les membres de l'ancien gouvernement. La dissolution du Parti de la prospérité (DYP) de Tansu Ciller se poursuit : de nouvelles défections ont ramené à 98 le nombre de ses députés, qui étaient 135 après les élections de décembre 1995. L'état-major des armées a fourni des documents à la Cour constitutionnelle pour étayer le dossier contre le Refah, dont l'interdiction avait été demandée par le procureur de la République.

Le pouvoir sortant n'a pas l'intention de se laisser faire. Meral Aksener, l'ancienne ministre de l'intérieur – une proche alliée de Tansu Ciller, dont la brève carrière ministérielle avait été très controversée –, est passée à la contre-attaque, après que la presse eut révélé qu'une *« taupe »* de la Sûreté avait *« espionné »* les activités de l'état-major. Au cours d'une conférence de presse, l'ancien ministre a confirmé que la police *« avait fait son travail »* et qu'elle avait révélé l'existence d'un groupe au sein de l'armée préparant apparemment un coup d'état. Les militaires ont rejeté ces allégations et entamé une procédure contre l'ancien ministre.

Le prestige des institutions ne peut qu'en souffrir. La réputation de la Sûreté avait déjà été ternie par le scandale de Susurluk, qui avait révélé des liens entre la police, des gangsters d'extrême droite et des politiciens. L'armée était demeurée intouchable, mais en s'impliquant ouvertement dans le jeu politique, les militaires s'exposent aussi à la critique. La vision désormais régulière de généraux, s'exprimant lors de conférences de presse comme des hommes politiques, sème la confusion dans les esprits.

Pour asseoir son autorité et combler le fossé ouvert dans la société entre les laïques et les islamistes, Mesut Yilmaz devra échapper à l'ombre des militaires, qui l'ont aidé à revenir au pouvoir en forçant Necmettin Erbakan à démissionner.

Nicole Pope

La France juge « prioritaire » la recherche des criminels de guerre en Bosnie

SARAJEVO
de notre envoyé spécial

Venu saluer *« ceux qui ne défilent pas le 14 juillet »*, le ministre français de la défense, Alain Richard, s'est trouvé, samedi 12 et dimanche 13 juillet, à Sarajevo, puis à Mostar, très vite confronté aux conséquences de l'opération menée, deux jours avant, à Prijedor, par des commandos britanniques contre deux criminels de guerre serbes en Bosnie.

Reconnaissant que cette mission *« prioritaire »* est *« politiquement très délicate et physiquement très dangereuse »*, M. Richard a expliqué : *« Cette mission de prise de contrôle des accusés criminels de guerre devra se poursuivre* (...) *et elle devra tenir compte des facteurs de déstabilisation au moment de ces interpellations. » « La France a joué un rôle politique - clé dans la mise en place du Tribunal pénal international* [TPI], a-t-il ajouté, *et elle ne devra pas esquiver ses responsabilités »* lors de nouvelles arrestations.

En intervenant à Prijedor, les Special Air Services (SAS) britanniques ont indirectement révélé qu'il existait, à côté d'une liste officielle de soixante-douze criminels de guerre recherchés par le TPI, une liste complémentaire, mais secrète, de « seconds couteaux » moins sur leurs gardes et donc plus faciles à intercepter puisqu'ils ignorent qu'ils peuvent être la cible de la Force de stabilisation de la paix (SFOR) de l'OTAN en Bosnie.

COMMANDOS FRANÇAIS

Or, dans la zone dont le commandement français a la responsabilité, se trouve le fief de Pale, où se sont retranchés notamment les chefs bosno-serbes Radovan Karadzic et Ratko Mladic qui, eux, figurent sur la liste officielle. Deux hommes, si l'on en croit les militaires, dont la garde personnelle rapprochée rassemble, chacune, quelque six cents hommes déterminés à se battre.

« Toutes les occasions seront saisies par la SFOR, a annoncé le général Mansuy, *pour mettre la main sur ceux qui figurent sur les listes du TPI. Ce sont des opérations militaires qui engagent de petits groupes entraînés à arrêter les criminels et ayant de réelles capacités à s'immerger dans un milieu parfois hostile pour s'emparer d'une proie qu'ils auront longtemps observée. » « Cela relève d'opérations préparées qui demandent un secret absolu »*, a ajouté le général, avant de laisser entendre que la France dispose, sur place, de détachements du commandement des opérations spéciales (COS) pour conduire ces actions. Avec la même discrétion, M. Richard a dit de son côté : *« Cela ne se prête pas à des propos déclamatoires. »*

Reçu par le général Crouch, le ministre français a fait part de sa *« préoccupation »* quant à ce qu'il a appelé *« la potentialité de rebondissement du conflit »* que représente, à ses yeux, le réarmement, principalement par les Américains, de la force bosno-musulmane. C'est le programme dit « Train and Equip » (« Entraîner et équiper ») évalué à 800 millions de dollars (4,8 milliards de francs), au profit de l'une des trois factions sur le théâtre bosniaque. Une société de services américaine, la Military Professional Resources Incorporated (MPRI), en a été chargée, y compris hors de la Bosnie. Les Français se disent inquiets du fait, par exemple, que les Emirats arabes unis, sous couvert de Washington, livrent à *« l'identité »* bosno-musulmane une quarantaine de chars français AMX-30 et une quantité équivalente d'automitrailleuses légères (AML) françaises achetés d'occasion.

De dix mille hommes, la force bosno-musulmane devrait passer, grâce au programme « Train and Equip », à trois corps d'armée, *« face*, dit le colonel (italien) Fiorese chargé du renseignement, *à une armée bosno-croate de trente mille hommes, qui conserve une attitude défensive, et à une armée bosno-serbe de quatorze mille hommes, qui a de gros problèmes d'équipement et de logistique »*. M. Richard, à l'évocation de ces estimations, n'a pas bronché. Pas davantage il n'a relevé la conclusion pessimiste de son interlocuteur, qui redoute *« des risques réels de reprise des hostilités »* et *« des actions offensives limitées toujours possibles »* au départ de la SFOR, prévu avant juillet 1998.

Jacques Isnard

Des renforts pour les élections municipales

Des élections municipales sont prévues pour la mi-septembre en Bosnie. Pour y faire face, la division multinationale sud-est (DMSE) de la SFOR, que commande le général (français) Yves Le Chatelier et qui couvre environ 30 % de la superficie de la Bosnie, a besoin de renforts destinés à soutenir et à sécuriser la SFOR dans sa mission de protection du scrutin municipal.

La DMSE comprend actuellement 10 000 hommes de neuf nationalités. Son chef a réclamé un complément de 3 500 hommes, soit l'équivalent de quatre bataillons. La France et l'Allemagne sont prêtes à envoyer, chacune, un bataillon. L'Espagne et l'Italie (selon la façon dont évoluera la situation en Albanie, dont elle a déjà la responsabilité) pourraient se joindre aux efforts de l'Organisation de sécurité et de coopération en Europe (OSCE) dont le rôle est de superviser les élections municipales.

Cuba accuse les Etats-Unis d'être à l'origine des deux attentats commis à La Havane

SAINT-DOMINGUE
de notre correspondant régional

Explosions criminelles dans deux des hôtels les plus connus de La Havane, catastrophe aérienne au lourd bilan de quarante-quatre morts au large de Santiago, au sud-est des côtes cubaines, nouvelle flottille d'exilés anticastristes : le retour en terre cubaine, samedi 12 juillet, des restes du « Che » Guevara a eu lieu dans un climat tendu.

Dans une brève déclaration radiodiffusée, le ministère cubain de l'intérieur a affirmé avoir la preuve que les responsables des attentats contre les hôtels Nacional et Capri *« sont venus des Etats-Unis »*. Les deux bombes, qui ont explosé samedi à la mi-journée dans le hall de ces deux hôtels situés au cœur de la capitale cubaine, ont fait trois blessés légers.

Depuis la vague d'attentats anticastristes du début des années 60, les organismes de sécurité cubains ont neutralisé les réseaux d'opposants utilisant la violence. Le 31 mai dernier, le *Miami Herald* affirmait qu'une bombe avait explosé le 12 avril à l'aube dans la discothèque de l'hôtel Melia Cohiba et que deux autres engins avaient été désamorcés dans des hôtels de la capitale et de la station balnéaire de Varadero.

LE TOURISME VISÉ

Les autorités cubaines avaient alors refusé de confirmer ces informations et le président du Parlement, Ricardo Alarcon, a récemment souligné que *« Cuba est l'un des endroits les plus sûrs du monde »*.

Toujours selon la presse de Miami, une Cubaine résidant en Floride, Ileana Fleites, a été arrêtée au début du mois de mai à La Havane. La police cubaine aurait détecté dans son sac à main des traces d'explosif C-4, du type de celui utilisé pour l'attentat contre l'hôtel Melia Cohiba. Quatre dissidents, Argileo Cancio Chung, Lorenzo Pescoso, Alberto Pereira et Jesus Perez Gomez, ont été arrêtés par la police cubaine dans l'enquête sur les attentats. Ces incidents préoccupent d'autant plus les autorités qu'ils visent le secteur du tourisme, bouée de sauvetage de l'économie et principal moteur de la croissance. Ce secteur est très sensible aux mauvaises nouvelles qui font fuir les touristes, qu'il s'agisse d'épidémies comme la dengue, une fièvre tropicale transmise par les moustiques, qui a tué une dizaine de personnes le mois dernier à Santiago, ou d'attentats.

« ATTAQUE BIOLOGIQUE »

Les explosions du Capri et du Nacional interviennent dans un climat de tension entre Washington et La Havane. Il y a trois jours, le porte-parole du département d'Etat, Nicholas Burns, a qualifié le gouvernement cubain de *« régime hors la loi »* et l'a mis en garde contre toute réaction *« excessive »* face à la flottille d'exilés qui a commémoré dimanche le troisième anniversaire de la mort de quarante et un boat people lors du naufrage du remorqueur à bord duquel ils tentaient de fuir Cuba.

Cuba a de son côté accusé le gouvernement américain d'avoir lancé une *« attaque biologique »* contre l'île, sous la forme d'insectes connus sous le nom de *Thrips Palmi*, qui ravagent les récoltes dans trois provinces cubaines. Selon le dossier d'accusation cubain qui a été remis au secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, un pilote de la compagnie Cubana de Aviacion a vu le 21 octobre 1996 un appareil américain lâcher *« un nuage blanc ou grisâtre »* au dessus du territoire cubain. Selon Washington, il s'agissait d'un avion ayant obtenu l'autorisation de survoler Cuba et qui s'est signalé par un jet de fumée à l'approche d'un appareil de la Cubana.

Jean-Michel Caroit

■ **La boîte noire de l'avion cubain An-24 qui s'est abîmé en mer, vendredi 11 juillet au soir, au large de Santiago (Sud-Est) avec quarante-quatre personnes à bord** a été localisée samedi, selon l'Agence d'information nationale (AIN). Les autorités estiment qu'il n'existe pratiquement plus d'espoir de retrouver des survivants. – *(AFP.)*

La dépouille du « Che » est à Cuba

L'avion à bord duquel se trouvaient les restes du guérillero Ernesto « Che » Guevara et de trois de ses camarades tués il y a trente ans en Bolivie est arrivé, samedi 12 juillet au soir, à la base militaire de San-Antonio-de-los-Banos, à 35 km à l'ouest de La Havane, où l'attendaient le président Fidel Castro et la famille du « Che », ainsi que des dirigeants cubains.

Les restes du guérillero d'origine argentine et de ses compagnons ont été retrouvés dans une fosse commune dans le sud-est de la Bolivie, où ils avaient été capturés et exécutés par l'armée bolivienne, en octobre 1967. La dépouille du « Che » reposera à partir d'octobre dans un mausolée actuellement en construction sur la place qui porte son nom dans la ville de Santa-Clara, à 300 kilomètres de La Havane.



Le roi Sihanouk ne s'oppose pas à la formation d'un nouveau gouvernement au Cambodge

Les combats dans Phnom-Penh auraient fait cinquante morts

Une semaine après avoir destitué de force Norodom Ranariddh – son rival copremier ministre –, Hun Sen s'est déclaré favorable, dimanche 13 juillet, selon la radio nationale, à l'organisation d'élections libres au Cambodge en 1998, mais il n'a pas fixé de date. Un nouveau cabinet de coalition pourrait être formé dans les prochains jours. Le prince Ranariddh serait remplacé par Toan Chhay aux côtés de Hun Sen.

PHNOM-PENH
de notre envoyé spécial

Le choc provoqué par le coup de force des 5 et 6 juillet au Cambodge s'acommode déjà des réalités. Pourchassées dans le nord-ouest par une colonne du PPC (Parti du peuple cambodgien), les troupes du Funcinpec demeurées fidèles au prince Ranariddh tentent de se regrouper à une vingtaine de kilomètres de la frontière thaïlandaise. A Phnom-Penh, entre-temps, l'aile politique du mouvement royaliste négocie, à de rares exceptions près, avec le PPC la formation d'un gouvernement dont le premier premier ministre pourrait être Toan Chhay, principal adversaire de Ranariddh au sein du Funcinpec, et le deuxième premier ministre, Hun Sen. Des bureaux de l'Assemblée discutent déjà de la date à laquelle seront convoqués les députés pour se prononcer sur l'investiture du nouveau gouvernement.

Samedi 12 juillet, dans son *Bulletin mensuel de documentation*, le roi Norodom Sihanouk, qui réside à Pékin depuis fin février, a refusé de qualifier les combats du 5 et 6 juillet de *« coup d'Etat »* et a déclaré qu'il accepterait que Cheam Sim (PPC), président de l'Assemblée nationale et chef de l'Etat par intérim, signe les décrets royaux. Tout en indiquant qu'il n'était pas près à regagner Phnom-Penh, Sihanouk a également demandé aux pays donateurs de poursuivre leur aide humanitaire au Cambodge. La veille, sous la pression de la Chine, le conseil de sécurité de l'ONU avait donné le ton en refusant de condamner nommément Hun Sen tout en exprimant sa *« grave préoccupation »* à la suite du coup de force de début juillet.

CINQ VICE-PREMIERS MINISTRES

En dépit de l'évacuation de plus de six mille étrangers et de l'interruption conséquente ou du gel de plusieurs programmes d'assistance internationale, le monarque constitutionnel et la communauté internationale gardent donc leurs options ouvertes à l'égard de Hun Sen, qui s'est de nouveau engagé, dimanche, à organiser des élections générales en 1998 et à relancer la machine gouvernementale. La composition du nouveau cabinet pourrait être, d'ailleurs, annoncée dans les tout prochains jours.

Rentré, vendredi soir, des Etats-Unis, Toan Chhay, le gouverneur de la province de Siem-Réap pressenti pour remplacer le prince Ranariddh, passe pour avoir organisé de son propre chef, en 1975, la première guérilla contre les Khmers rouges au pouvoir à Phnom-Penh. Il a été, dans les années 80, le premier commandant de la guérilla royaliste et entretiendrait toujours de bonnes relations avec Sihanouk. Sa rupture avec Ranariddh remonte à deux mois. Depuis son retour, tout en n'étant pas membre du Parlement, il s'efforce de refaire l'unité du Funcinpec autour de sa personne.

Outre les deux premiers ministres, le gouvernement, tel qu'il se dessinait lundi matin, comprendrait également cinq vice-premiers ministres : deux membres du Funcinpec (Tea Chamrath, coministre de la défense et un autre à désigner, dans l'ignorance des intentions de Ing Kieth, actuel vice-premier ministre hospitalisé en France) ; deux du PPC (Sar Kheng, actuel coministre de l'intérieur, et Tea Banh, coministre de la défense) ; le chef de la faction pro-Hun Sen du PDLB, ou Parti libéral démocrate bouddhiste (Ieng Mouly, ministre de l'information). Hong Sun Huot, actuel ministre du développement rural, quelques secrétaires d'Etat du Funcinpec et une poignée de députés (Funcinpec et PDLB) ont choisi l'exil la semaine dernière. On ignore, en revanche, la position de Tol Lah, ministre de l'éducation (Funcinpec).

Un dernier bilan des affrontements depuis début juillet fait état de cinquante-sept morts dont cinquante à Phnom-Penh, et de cent vingt-neuf blessés. Trois conseillers militaires de Ranariddh auraient été tués, dont un au moins assassiné, et des centaines de soldats du Funcinpec auraient été, selon le *Cambodia Daily*, quotidien de Phnom-Penh, faits prisonniers.

Jean-Claude Pomonti

L'opposition kenyane accentue sa pression sur le président Daniel Moi en vue des élections

« PAS DE RÉFORME, pas d'élections ! » : c'est en brandissant ce slogan d'un genre nouveau en Afrique que l'opposition kenyane, depuis une dizaine de jours, accentue sa pression sur le pouvoir au fur et à mesure que s'approchent les élections générales. Au pouvoir depuis dix-neuf ans, Daniel Arap Moi, âgé de soixante-treize ans et qui se présente pour un dernier mandat, devrait annoncer d'un jour à l'autre la date du scrutin prévu, en principe, avant décembre 1997.

Atomisée en une multitude de partis, eux-mêmes divisés en factions, l'opposition retrouve aujourd'hui ses forces en se rassemblant sur le thème des réformes constitutionnelles derrière la Coalition des citoyens pour le changement constitutionnel (ou « 4 C »), un mouvement issu de la société civile qui a organisé, ces derniers mois, plusieurs journées d'actions pacifiques à travers tout le pays.

Et les trois jours d'agitation, du 7 au 9 juillet – les derniers en date d'une vague contestataire lancée en mai 1997 –, ont peut-être marqué un tournant car la répression des forces de l'ordre, qui a fait une dizaine de morts et plusieurs centaines de blessés, a conduit les Eglises ainsi que les ambassades occidentales à dénoncer, non seulement les violences policières, mais aussi l'*« incapacité du pouvoir à promouvoir un climat politique équitable »*.

Le régime a dû subir les critiques des chefs traditionnels de la puissante tribu des Kikuyus qui étaient au pouvoir du temps de la présidence de Jomo Kenyatta (1963-1978), illustre prédécesseur de Daniel Moi de l'ethnie (majoritaire) kalenjin. Le gouvernement a fermé, le 9 juillet, l'université de Nairobi et l'évacuation du campus a contribué à apaiser, du moins en apparence, les tensions dans la capitale, paralysée à la moindre menace de confrontation.

RÉFORMER LA CONSTITUTION

Après lui avoir arraché, en 1991, la restauration du multipartisme, les adversaires de M. Moi exigent aujourd'hui des amendements à la Constitution, trop fidèle, à leurs yeux, au système du parti unique. Outre la mise en place d'une commission électorale indépendante, ils demandent l'abrogation de certaines lois antidémocratiques qui datent de l'époque coloniale, comme le Public Order Act dont le régime a usé et abusé depuis six ans pour empêcher la tenue de la plupart des réunions publiques de l'opposition.

M. Moi s'obstine à ne pas répondre et trahit ainsi sa crainte de perdre des élections « à la régulière », même face à des adversaires très divisés qui lui avaient déjà « permis » de l'emporter en décembre 1992 (par un scrutin à un tour) avec moins de 35 % des voix.

Aujourd'hui, les opposants refusent non seulement d'aller aux urnes dans de telles conditions, en tant que *« caution démocratique de M. Moi »*, mais ils veulent dépasser le simple boycottage qui – l'expérience l'a montré – dessert en général ceux qui l'ont décrété. *« Si Moi persiste, nous envisageons de perturber les élections »*, déclare au *Monde* le docteur Richard Leakey, un « Kenyan blanc » de la troisième génération, ancien chef des services kenyans de la protection de la faune, aujourd'hui chef de file respecté de l'opposition. *« Ceux qui rejettent les changements pacifiques rendent la violence inévitable »*, ajoute James Orengo, numéro deux du parti Ford-Kenya. Face à un président *« qui ne cède qu'aux pressions »*, il y a dans ces propos une allusion à peine voilée au « syndrome Kabila ». Le chef rebelle zaïrois, devenu président du Congo en renversant l'un des derniers dictateurs africains de la vieille génération, dont Daniel Moi fait partie, est un homme très admiré dans l'opposition kenyane.

Il serait toutefois exagéré de voir dans la contestation actuelle au Kenya la main de M. Kabila (qui a pourtant dit que *« Moi serait le prochain ! »*) ou encore celle de ses parrains rwandais et ougandais, en froid avec le président kenyan. Mais nul doute que la fin du régime Mobutu a ragaillardi une opposition qui semble à nouveau croire que la victoire est à sa portée.

Alors qu'en 1991 la pression des donateurs et le gel de leur assistance au Kenya avaient été essentiels pour imposer le multipartisme, l'opposition déplore que ces mêmes pays ménagent aujourd'hui le chef de l'Etat, allant jusqu'à accuser en privé les opposants d'être eux-mêmes des fauteurs de troubles. Mais les récents troubles ont obligé les milieux diplomatiques à critiquer ouvertement Daniel Moi, même s'ils lui reconnaissent le mérite d'avoir su maintenir la stabilité de son pays dans une région agitée par l'anarchie en Somalie, une guerre civile au Soudan, des rébellions dans la région des Grands lacs...

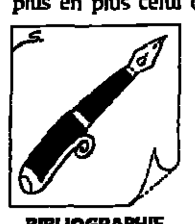
Le président Moi a vivement réagi au communiqué des Occidentaux en dénonçant leurs *« critères démocratiques à géométrie variable pour chaque pays »*. Il est vrai qu'il est montré du doigt alors qu'il a restauré le multipartisme tandis que l'Ouganda, où les activités des partis politiques restent interdites, ou même l'Ethiopie, dont la presse est davantage bridée qu'au Kenya, sont choyés par les donateurs. Mais, aux yeux des bailleurs de fonds, le principal problème de M. Moi par rapport à ses voisins réside davantage dans la corruption, d'*« un niveau macro-économique »*, que dans la démocratisation inachevée de son régime.

Le chef de l'Etat peut cependant encore profiter des divisions de l'opposition. Aux rivalités de personnes s'ajoutent des divergences d'objectifs entre ceux qui veulent, au-delà des réformes minimales avant les élections, une refonte de la Constitution, et les caciques de l'opposition qui, selon l'avocat Willy Mutunga, un des responsables de « 4 C », rêvent d'arriver au pouvoir pour gérer le pays à la façon de M. Moi.

Jean Hélène

La diaspora palestinienne, une communauté en devenir

LE GLISSEMENT est d'autant plus aisé qu'il offre une commodité de langage : au terme de *« réfugiés »* palestiniens se substitue de plus en plus celui de *« diaspora »*, qui aplanit les nuances et élude, ne fût-ce qu'au plan sémantique, l'existence d'un problème politique appelant une solution. Or la diaspora palestinienne est, *« au mieux, une diaspora en devenir »*, souligne Bassma Kodmani-Darwish dans un livre extrêmement intéressant, *La Diaspora palestinienne*, qui vient de paraître aux Presses universitaires de France. Et la solution du problème de ces Palestiniens de l'exil est d'autant plus nécessaire qu'en impliquant le plus grand nombre de Palestiniens dans le règlement du conflit elle en garantit le caractère définitif. Qui sont donc ces Palestiniens qui ne sont pas les habitants de Cisjordanie et de Gaza, qui ne sont pas directement impliqués dans les négociations sur l'avenir de ces territoires et qui se situent *« quelque part entre les deux conditions »* de *« réfugiés »* et de *« diaspora »* ? Des communautés dont les aspirations et les motivations sont aussi variées que les conditions juridiques, économiques et politiques de leur accueil dans les pays où ils vivent.



BIBLIOGRAPHIE

Basma Kodmani-Darwish retrace l'itinéraire des trois premières vagues de l'exil, en 1947 et 1948, puis celui des exodes de 1967 et 1970, faisant une halte dans chacun de leurs points de chute en s'attardant sur la Jordanie et le Liban, qui sont aux deux extrêmes de la qualité de l'accueil qui leur a été réservé. Mais en dépit de leurs différences, tous ces Palestiniens, constate-t-elle, revendiquent *« un traitement de la question des réfugiés sur la base du principe du droit au retour que les Nations unies leur avaient reconnu sans ambiguïté en 1948 »*.

Un *« droit »*-clé autour duquel s'est articulé leur exil et auquel il faudra impérativement donner un sens, maintenant que se profile une entité palestinienne qui enterre les mythes et alors que 70 à 80 % d'entre eux *« sont originaires de la partie de Palestine qui constitue aujourd'hui l'Etat d'Israël dans ses frontières de 1948 »*.

« DROIT DE RETOUR POLITIQUE »

L'auteur souligne le rôle central joué par l'OLP dans *« la reconstitution du lien identitaire »* palestinien et l'établissement d'un *« site de la mémoire collective »*. Pour constater toutefois que l'émergence d'un *« pôle territorial »*, avec les négociations en cours sur la Cisjordanie et Gaza, *« suscite aujourd'hui un phénomène inverse de rétraction »* et *« un désengagement matériel, mais aussi politique vis-à-vis des réfugiés »* de la part des dirigeants de la centrale.

Or *« l'enjeu pour le peuple en diaspora est maintenant d'intérioriser la dispersion comme une dimension constitutive de son existence »*. Pour cela, il faut que ces exilés soient inclus dans le processus d'autodétermination en cours, que soit peut être établie une distinction entre *« citoyenneté »* et *« territoire »*, ce que certains appellent un *« droit de retour politique »*. La tâche est extrêmement compliquée car elle suppose la coopération, sans contrainte, des intéressés, mais aussi d'Israël et des différents pays d'accueil. Et cette bienveillance est loin d'être acquise aujourd'hui.

Mouna Naïm

★ ***La diaspora palestinienne.*** **Bassma Kodmani-Darwish. PUF. Perspectives internationales. 263 p. 120 FF.**

Explosion devant l'hôtel de la police internationale en République serbe

ZVORNIK. Une explosion s'est produite, dimanche soir 13 juillet, devant l'hôtel Drina à Zvornik (nord-est de la Bosnie-Herzégovine), où est logée la police internationale de l'ONU (IPTF) dans cette région de la République serbe (RS). Il n'y a pas eu de victime, indique l'agence serbe SRNA, qui fait état de dégâts matériels. L'engin explosif a été placé sous une jeep de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Les relations entre l'OSCE et Pale, le centre administratif de la RS, se sont récemment tendues après des déclarations du porte-parole de l'organisation, David Foley, sur *« la bande de Pale »*. L'explosion est intervenue le soir même de l'enterrement de Simo Drljaca, l'ancien chef de la police de Prijedor, tué jeudi dans une action de l'OTAN en Bosnie. La SFOR tentait de l'arrêter en vertu d'une inculpation pour *« crimes de guerre »* lancé par le Tribunal pénal international. Simo Drljaca a résisté et a été tué, alors qu'un autre homme, Milan Kovacevic, a été arrêté puis transféré à La Haye. – *(AFP.)*

Reprise des combats entre Nigérians et Sierra-Léonais à Freetown

FREETOWN. Les affrontements qui opposent, depuis mercredi 9 juillet, les troupes nigérianes aux forces sierra-léonaises auraient fait une centaine de morts dans les environs de Freetown. Des dizaines de maisons ont été détruites et les rues sont jonchées de vêtements ensanglantés. Par centaines, les habitants des agglomérations périphériques, où se déroulent les plus violents combats, fuyaient dimanche vers le centre de la capitale. Les combats ont notamment lieu autour de Hastings et de Jui, les deux principales bases de l'armée nigériane déployée en Sierra Leone dans le cadre de l'Ecomog, la force ouest-africaine de paix. Selon une source militaire, un avion non identifié volant à basse altitude aurait été pris pour cible samedi par des soldats sierra-léonais. *« Les troupes nigérianes ont immédiatement riposté à l'artillerie lourde »* et depuis *« cela n'arrête plus »*. – *(AFP.)*

Les affrontements continuent à Brazzaville après la signature d'un cessez-le-feu

BRAZZAVILLE. La capitale congolaise a retenti de nouveaux tirs, dimanche 13 juillet, alors qu'un nouvel accord de cessez-le-feu signé par le président Pascal Lissouba et son prédécesseur Denis Sassou Nguesso devait entrer en vigueur lundi à minuit. L'émissaire spécial de l'ONU pour le Congo, Mohamed Sahnoun, a confirmé la date exacte du début de la trêve, en minimisant les tirs sporadiques entendus dans la journée. Les porte-parole des deux belligérants et des diplomates ont annoncé que des négociations devraient se tenir cette semaine à Libreville, au Gabon, à propos du déploiement d'une force d'interposition africaine parrainée par l'ONU. Le porte-parole de Pascal Lissouba a déclaré que le président avait décidé de signer l'accord de cessez-le-feu dans l'intérêt supérieur de la nation et pour *« le retour de la paix »*. Quant au porte-parole de M. Sassou Nguesso, il a affirmé que le pays avait besoin d'un gouvernement de salut national. – *(Reuter.)*

Kinshasa dément les accusations de l'ONU sur les massacres de réfugiés

KINSHASA. Les autorités de Kinshasa ont récusé, samedi 12 juillet, les accusations de massacres des réfugiés hutus rwandais d'un rapport des Nations unies. *« Nous récusons ce rapport »*, a affirmé le ministre de la reconstruction et des urgences, Etienne Richard Mbaya. Un rapport de l'ONU affirme que les réfugiés ont été massacrés dans les camps, et précise que l'ampleur des tueries pourrait indiquer que des *« crimes contre l'humanité »* ont été commis par les troupes de M. Kabila. *« La communauté internationale sait que, sous le régime de Mobutu, il y a eu des massacres. Nous, nous avons sauvé plus d'un million de réfugiés rwandais »*, a dit M. Mbaya. *« Nous demeurons toujours ouverts à une nouvelle mission d'enquête de l'ONU »*, a-t-il assuré, soulignant que le rapport se fonde sur les *« allégations mensongères »* de Roberto Garreton, le rapporteur de la commission des droits de l'homme. Kinshasa a récusé la présence de M. Garreton au sein d'une nouvelle commission d'enquête. – *(AFP.)*

DÉPÊCHES

■ **RÉPUBLIQUE TCHÈQUE : le président Vaclav Havel** a annoncé, samedi 12 juillet, son intention de se représenter pour un mandat de cinq ans à l'élection présidentielle tchèque prévue popur le début de 1998. *« J'espère être président au moment où la République tchèque intégrera réellement l'OTAN et l'Union européenne »*, a déclaré M. Havel, qui avait été élu président de la République tchécoslovaque en 1989. – *(AFP.)*

■ **RUSSIE : le candidat réformiste, Ivan Skliarov,** a été élu, dimanche 13 juillet, gouverneur de la région de Nijni-Novgorod, a annoncé l'agence Itar-Tass. M. Skliarov a battu Guennadi Khodirev, le candidat soutenu par les communistes, en recueillant 51,77 % des sufrages, selon des résultats provisoires. Ce siège de gouverneur était vacant depuis la nomination en mars de son titulaire, le démocrate Boris Nemtsov, au poste de premier vice-premier ministre. Ce scrutin était considéré à Moscou comme un test important pour la poursuite des réformes économiques. – *(AFP.)*

Les inondations ont fait au moins 65 morts en Europe centrale

VARSOVIE-PRAGUE. Les inondations, qui touchent depuis plus d'une semaine l'Europe centrale, ont fait au moins soixante-cinq morts, selon des bilans établis dimanche 13 juillet. En Pologne, où l'on compterait au moins trente-trois morts, selon la police, les habitants de Wroclaw (sud-ouest), aidés par des secouristes, ont lutté pour protéger les monuments du centre historique de la ville, envahi par les flots de l'Oder en crue. Dans tout le sud de la Pologne, quelque 800 000 personnes ont dû quitter leurs habitations. Les dégâts matériels pourraient dépasser 1 milliard de dollars, selon le ministère de l'intérieur. En République tchèque, le bilan des inondations s'élevait dimanche soir à vingt-neuf morts identifiés et huit disparus, a annoncé le ministère de l'intérieur. Le village de Troubky-nad-Becvou (Moravie du Nord) a payé le plus lourd tribut : six corps ont été dégagés samedi et dimanche des décombres de maisons qui se sont effondrées sous la pression des eaux. – *(AFP.)*

EXTRÊME DROITE A l'occasion d'une fête traditionnelle de son parti, dimanche 13 juillet à Marignane (Bouches-du-Rhône), le Front national a donné le coup d'envoi de sa campagne pour les élections régionales de mars 1998, en présence de Jean-Marie Le Pen et de Bruno Mégret. ● LE DÉLÉGUÉ général du parti d'extrême droite a indiqué que l'objectif du FN est de *« faire élire »* M. Le Pen à la présidence de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur actuellement dirigée par Jean-Claude Gaudin (UDF-DL), ancien ministre du gouvernement Juppé, désigné comme *« un adversaire privilégié ».* ● REVENANT sur la préférence qu'il avait exprimée avant les législatives de voir la gauche gagner, le chef du Front national a assuré que son mouvement avait vocation à succéder aux socialistes. ● A TOULON, le maire, Jean-Marie Le Chevallier (FN), a interdit une manifestation antiraciste prévue le 14 juillet par SOS-Racisme.

Le Front national prépare les élections régionales de mars 1998

Jean-Marie Le Pen se fixe pour objectif de prendre à Jean-Claude Gaudin, qu'il désigne comme son « adversaire privilégié », la présidence de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur

MARIGNANE
de notre envoyée spéciale

L'occasion était trop belle pour ne pas la saisir. Profitant de la fête traditionnelle des « Tricolores », qui réunit chaque année en Provence ses militants de Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), le Front national a lancé, dimanche 13 juillet à Marignane, sa campagne électorale régionale. Tandis que Bruno Mégret, le délégué général, donnait l'objectif – *« faire élire Jean-Marie Le Pen à la présidence de la région »* –, le président du parti d'extrême droite désignait, lui, l'ennemi, le sénateur UDF et ancien ministre Jean-Claude Gaudin, président du conseil régional de PACA.

Depuis que la Provence lui a donné ses quatre maires (Toulon, Orange, Marignane et Vitrolles) et son unique représentant à l'Assemblée nationale (Jean-Marie Le Chevallier, maire de Toulon), le Front national rêve de conquérir cette région, où son groupe est déjà le plus important.

Aussi M. Mégret a-t-il exhorté les militants à *« se mobiliser comme jamais »* pour obtenir une majorité relative et *« mettre la classe politique au pied du mur »* ; la forcer soit à accepter qu'il y ait un *« président Front national »*, soit à se mettre d'accord sur *« un président RPR, UDF, PS, PC ». « Ce qui serait pire que le Front républicain »*, a ajouté le numéro deux du mouvement d'extrême droite. *« Il n'y a de combat que quand on désigne l'ennemi. Par chance, ici, en Provence, il s'est désigné lui-même »*, a précisé plus tard M. Le Pen, avant d'ajouter qu'*« aux élections prochaines, cantonales, régionales et municipales »*, le Front national a *« un adversaire privilégié qu'il vise ouvertement et clairement à mettre à la porte des postes qu'il occupe : Jean-Claude Gaudin ».*

A peine une élection s'annonce-t-elle que déjà le président du Front national aime à en envisager une nouvelle. Dimanche, la chaleur étouffante qui pesait sur la carrière de Marignane où se tenait la fête n'a pas bridé son imagination, et il a évoqué de nouvelles échéances électorales. Celles qui, explique-t-il, devraient suivre *« d'ici un an ou deux l'échec de la gauche »* et pour lesquelles, croit-il, son parti est le mieux placé.

« LA FAUSSE DROITE »

Anticipant les journées d'études qui doivent réunir, du mardi 15 au jeudi 17 juillet près de Strasbourg, les membres du bureau politique et quelques autres personnalités du mouvement, le président du Front national s'est en effet livré à une justification de son analyse faite avant le premier tour des dernières élections législatives sur *« une victoire de la gauche moins grave pour la France que celle de la fausse droite ».*

Outre le fait que Lionel Jospin est à ses yeux *« moins agressif, moins vulgaire, moins brutal »* que Jacques Chirac, il serait un frein à l'abandon de la *« préférence nationale qui existe chez une partie de ses électeurs, les fonctionnaires ».* En fait, explique M. Le Pen, si la droite avait gagné les élections législatives, la gauche *« aurait eu l'avantage au moment décisif »*, alors qu'à présent, en cas d'échec de la gauche, *« l'alternative, c'est le Front national ».* Promue *« première formation antimarxiste »*, son parti, assure-t-il, aurait *« vocation à succéder au pouvoir socialiste pour peu que viennent s'agréger autour du noyau des patriotes les républicains et les démocrates conscients des risques que courent notre pays, notre identité nationale, notre sécurité et notre prospérité ».* A cette fin, M. Le Pen a annoncé des mesures qui permettront au mouvement d'extrême droite d'*« apparaître dans tous les domaines comme capable de maîtriser un gouvernement de redressement et de renaissance nationale ». « Nous allons quitter*, a-t-il dit, *l'atmosphère combattante des luttes d'opposition pour nous mettre en situation de responsables de l'avenir politique français. »*

« LE PEUPLE À L'ÉLYSÉE »

Seule ombre au tableau idyllique : la justice, qui selon lui veut se mêler de politique. Son renvoi en correctionnelle à la suite des échauffourées qui avaient marqué son passage à Mantes-la-Jolie (Yvelines) lors de la campagne législative, le procès intenté contre Catherine Mégret, maire de Vitrolles, pour ses propos sur les immigrés dans le quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung* comme les poursuites engagées par le maire de Strasbourg, Catherine Trautmann, contre lui seraient, affirme-t-il, le fruit d'un complot. Opposé à la rupture des *« liens entre les parquets et le ministère de la justice »*, le président du Front national souhaiterait un renforcement du contrôle qui s'exerce sur celle-ci. Il préconise d'interdire *« dans la justice comme d'ailleurs dans la fonction publique, en tout cas pour les fonctionnaires d'autorité, non seulement l'adhésion publique à un parti politique mais aussi à un syndicat professionnel ».*

En attendant, M. Le Pen menace, sous un tonnerre d'applaudissements de ses militants : s'il devait être condamné *« à l'inéligibilité »*, être *« empêché d'être candidat à la présidence de la République (...), le peuple français ne passerait pas par les urnes mais irait directement à l'Elysée ».*

Christiane Chombeau

La municipalité FN de Toulon s'oppose à une manifestation de SOS-Racisme

DÉCIDÉMENT, l'été rend nerveuse la municipalité Front national de Toulon. En 1996, déjà, la période estivale avait été l'occasion des premières offensives du maire de la ville, Jean-Marie Le Chevallier. Tout au long du mois de juin, il avait engagé les hostilités contre le Festival de Chateauvallon, réclamant « la tête » de son directeur, Gérard Paquet, et obtenant le concours du préfet du Var, Jean-Charles Marchiani, contre la venue du groupe rap NTM dans la banlieue toulonnaise. Le 14 juillet, déjà, avait été le théâtre d'un affrontement symbolique entre deux manifestations. D'un côté, le défilé militaire organisé par la mairie et la *« fête des Tricolores de Provence »*, auxquels avait assisté le président du mouvement d'extrême droite, Jean-Marie Le Pen. De l'autre, un « méchoui des libertés », organisé par l'association « Toulon, c'est nous aussi », qui entendait dénoncer la *« récupération »* par le Front national du tryptique républicain, *« Liberté, Egalité, Fraternité ».* Le président de SOS-Racisme, Fodé Sylla, avait assisté à cette seconde fête.

Bis repetita cette année, où la fête nationale du 14-Juillet promettait d'être tendue à Toulon. SOS-Racisme a, en effet, décidé de marquer le coup de manière plus significative, en organisant dans la préfecture du Var le *« 14-Juillet des libertés ».* Or le député et maire FN de Toulon a confirmé, dimanche 13 juillet, sa décision d'interdire la manifestation de l'association antiraciste. *« Le lieu sollicité par SOS-Racisme a déjà été accordé de longue date à un festival de jazz. Le fait de vouloir l'occuper ne se justifie pas »*, a déclaré M. Le Chevallier, à son arrivée à la *« fête provençale des Tricolores »*, organisé par le Front national à Marignane *(lire ci-dessus). « Si les gens de SOS-Racisme attaquent les joueurs de jazz, ils devront répondre de leur attaque devant les tribunaux »*, a souligné le maire de Toulon, qui a précisé avoir demandé au préfet de veiller au respect de l'ordre public.

> « La décision du maire (...) correspond à une volonté de casser la démocratie »

Fodé Sylla, président de SOS-Racisme, a aussitôt répondu que son association et les organisateurs de la fête programmée pour *« célébrer la République »* maintenaient toujours leur appel à manifester à l'occasion du 14 juillet. *« SOS-Racisme et les associations organisatrices appellent tous les citoyens à venir à partir de 16 heures sur le parvis du Zénith, y compris le groupe de jazz dont parle le maire, qui est cordialement invité à venir faire la fête et chanter avec nous »*, a-t-il déclaré.

M. Le Chevallier avait, dans un premier temps, motivé son interdiction par *« les risques de troubles à l'ordre public »* que la manifestation de SOS-Racisme pouvait *« générer ».* Fodé Sylla avait alors jugé que *« la décision du maire d'interdire pour des raisons fallacieuses cette initiative correspond à une volonté de casser la démocratie ».* Le maire de Toulon a répondu, dimanche, qu'*« il serait mal élevé de la part de SOS-Racisme de venir faire du forcing sur un espace déjà réservé ».* Et il s'est lancé dans des explications quelque peu tortueuses, selon lesquelles *« SOS-Racisme avait demandé l'organisation à quelqu'un qui ne pouvait pas la donner ». « La demande à la mairie a été trop tardive »*, a-t-il insisté.

Le maire a donc proposé au président de SOS-Racisme *« d'aller organiser son méchoui à la foire-exposition de Sainte-Luce »*, un quartier de Toulon. *« Il y a de la place, il n'y aura pas de trouble à l'ordre public »*, a-t-il assuré. Enfin, M. Le Chevallier a dit avoir *« invité Fodé Sylla, qui est un citoyen français, à venir assister à la grande parade militaire annuelle »* à Toulon en fin de matinée. *« Je pense qu'il ne verra pas d'inconvénient à venir fêter avec nous le 14-Juillet »*, a-t-il conclu. *« C'est avec fierté que j'appelle tous les républicains, les démocrates, les militants des associations à venir assister au défilé, mais ce n'est pas le maire d'extrême droite, qui déshonore quotidiennement la République par ses politiques discriminatoires, qui doit me donner des leçons de citoyenneté »*, a répliqué le président de SOS-Racisme.

Gérard Courtois

M. Kohl encourage M. Jospin à « approfondir l'intégration européenne »

LE PREMIER MINISTRE, Lionel Jospin, a reçu un message d'Helmut Kohl, samedi 12 juillet, à l'occasion de ses soixante ans. Le chancelier allemand lui a souhaité un bon anniversaire, en l'encourageant à poursuivre sur la voie de l'unité européenne. *« Je sais que vous êtes persuadé comme moi que la coopération confiante entre nos deux pays revêtira à l'avenir une place de choix, en particulier pour la poursuite de l'unité européenne »*, lui a écrit M. Kohl dans un message rendu public par ses services à Bonn. *« Je suis certain que vous vous engagerez également à l'avenir pour l'approfondissement de l'intégration européenne, pour laquelle nous avons pu négocier d'importants progrès »* au sommet européen d'Amsterdam, ajoute-t-il.

DÉPÊCHES

■ **RPR : François Fillon, membre de l'équipe provisoire de direction du RPR,** a affirmé, samedi 12 juillet, sur Europe 1, que le mouvement néogaulliste allait *« tout mettre en œuvre »* pour que cesse la polémique entre Alain Juppé et Edouard Balladur sur l'état des finances publiques. *« Les chiffres seront clairement indiqués par les porte-parole du groupe et du mouvement dans les jours qui viennent »*, a indiqué le député séguiniste de la Sarthe, après la controverse provoquée par la note économique remise le 2 juin par M. Juppé à Lionel Jospin (*Le Monde* du 11 juillet). M. Fillon a enfin affirmé que la nouvelle direction néogaulliste n'était pas là *« pour faire ce qui a toujours été fait au RPR, c'est-à-dire chausser les bottes des prédécesseurs ».*

■ **ORANGE : Thierry Mariani, député (RPR) du Vaucluse,** s'apprête à déposer un recours devant le tribunal administratif de Marseille contre l'arrêté municipal de Jacques Bompard, maire (FN) d'Orange, interdisant la distribution de tracts sur la voie publique et aux abords des sites touristiques jusqu'au 31 août. L'été dernier, un arrêté similaire avait été annulé par le tribunal administratif après la plainte déposée par le député RPR. – *(Corresp.)*

L'opposition s'inquiète du risque de « repli » de l'industrie de défense

Le RPR dénonce la décision du gouvernement d'arrêter la procédure de vente de Thomson-CSF

LA DÉCISION du premier ministre, annoncée vendredi 11 juillet, de mettre fin à la procédure de vente de gré à gré du groupe d'électronique militaire et professionnelle Thomson-CSF (*Le Monde* daté 13-14 juillet), a provoqué une levée de boucliers dans l'opposition. Plusieurs responsables du RPR ont vivement réagi contre l'interruption de cette procédure engagée en février par le gouvernement d'Alain Juppé, après une première tentative avortée, durant l'automne 1996, de privatisation du groupe Thomson. L'opposition s'inquiète de la façon dont Lionel Jospin entend mener la restructuration des industries de défense. Nicolas Sarkozy, porte-parole de la direction provisoire du RPR, a ainsi jugé, samedi 12 juillet, que l'arrêt de cette privatisation est *« une erreur »*, qui va *« faire prendre du retard »* à la restructuration de la défense et *« affaiblir »* les industriels français. *« On peut se demander quand les socialistes comprendront que l'Etat n'est pas un actionnaire adapté pour des entreprises comme Thomson en situation de concurrence sur un marché très compétitif »*, a déclaré, sur France-Info, l'ancien ministre d'Edouard Balladur.

« UNE FAUTE HISTORIQUE »

De même, François Fillon, ancien ministre délégué du gouvernement Juppé et membre de cette même direction du RPR, a estimé, sur Europe 1, que le chef du gouvernement a commis *« une faute historique, dont il sera comptable devant le peuple français ».* Spécialiste des questions de défense, le député de la Sarthe a regretté que la France choisisse *« le repli sur soi »* et prenne le risque de faire jouer Thomson *« en deuxième division »*, au moment où la tendance générale est au regroupement des industries de défense européennes.

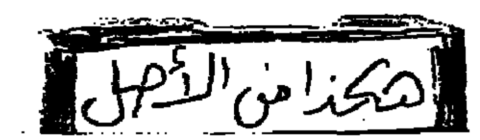
De son côté, Pierre Lellouche, député RPR de Paris, a estimé, sur France 3, que l'annonce de l'arrêt de la privatisation de Thomson est *« une très mauvaise nouvelle pour l'industrie française de défense, qui a besoin de s'épanouir au niveau international, de trouver des capitaux et de trouver des alliés, de façon à se regrouper »*, alors que *« des mastodontes américains sont en train de se constituer ».* Enfin, Philippe de Villiers, président du Mouvement pour la France (MPF), a jugé, dans un communiqué, que le refus de privatisation de Thomson est *« une grave erreur ». « Le gouvernement socialiste croit encore aux entreprises publiques alors que l'Etat, et le contribuable l'a appris à ses dépens, ne sait pas gérer les entreprises concurrentielles »*, a-t-il assuré.

La satisfaction est, en revanche, manifeste dans les rangs de la majorité. Le socialiste Paul Quilès, président de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, a souligné, dans un entretien accordé à l'Agence France-Presse, que l'arrêt du processus de privatisation de Thomson-CSF est *« une mesure nécessaire pour remettre en route un processus de décision largement compromis par le gouvernement précédent ». « Le travail engagé depuis quinze jours par la commission de la défense, qui a déjà auditionné les PDG des grandes entreprises françaises et européennes d'aéronautique et d'électronique de défense, ainsi que les syndicats, peut aider le gouvernement à prendre en toute connaissance de cause des décisions importantes en matière de regroupement d'entreprises de défense »*, a-t-il précisé.

« BRADAGE »

Selon l'ancien ministre de la défense, *« face à l'agressivité de l'industrie américaine, il est urgent de constituer les groupes qui permettront à l'Europe de défendre sa technologie, de conquérir des marchés et de développer de nouveaux emplois ».*

Quant à Georges Sarre, vice-président du Mouvement des citoyens, il a qualifié la décision du gouvernement de *« sage et responsable ». « Le gouvernement affirme et assure ainsi la priorité donnée à l'intérêt national et au maintien des emplois en France »*, a assuré le député de Paris, ajoutant que ce choix met un terme au *« bradage à des intérêts privés de nos joyaux industriels, préparé par le gouvernement précédent ».*



DROITS DE L'HOMME Le Comité France contre l'esclavage moderne dénonce des *« situations intolérables »* d'exploitation de domestiques étrangers par leurs employeurs. Une dizaine d'affaires ont été portées à sa connaissance, dont la moitié font l'objet de procédures en justice. ● LES VICTIMES sont le plus souvent des femmes, parfois des couples, originaires de pays en développement, venues en France pour échapper à la misère. En situation irrégulière ou privées de papiers, elles hésitent à porter plainte. ● LORSQUE leurs employeurs bénéficient de l'immunité diplomatique, le ministère des affaires étrangères tente de régler les dossiers à l'amiable. ● CHARLINE, exploitée comme deux de ses sœurs par les enfants d'une grande famille de Madagascar, a été orientée par son ambassade au foyer malgache Arago à Paris.

Des domestiques étrangers vivent dans des conditions de quasi-esclavage

Une association dénonce « des situations intolérables » de surexploitation sur le territoire français. Une demi-douzaine de cas ont déjà été soumis à la justice, malgré les difficultés qu'ont les victimes à engager des poursuites contre leurs « employeurs »

LE VOILE se lève tout juste en France sur le traitement réservé à certains domestiques employés le plus souvent par leurs compatriotes. D'origine étrangère, sans papiers, maîtrisant mal la langue française, ils travaillent sans percevoir de salaire dans des conditions indignes, étant violentés et séquestrés la plupart du temps. Réduits à la condition d'esclaves, leurs employeurs exercent à leur encontre un véritable droit de propriété.

Jusque-là, ces personnes demeuraient invisibles, gardées au secret par leurs employeurs et ignorées par les institutions judiciaires, policières – et même des services sociaux. Celles d'entre elles qui parvenaient à témoigner de leur condition auprès des autorités compétentes étaient en général expulsées, en vertu des lois sur les étrangers en situation irrégulière. Les employeurs, bénéficiant souvent de l'immunité diplomatique, demeuraient intouchables. Que vaut en effet la parole d'une bonne sans papiers contre celle d'un ambassadeur ?

Le 4 mars 1996, une jeune domestique érythréenne de vingt ans était délivrée dans des conditions rocambolesques au domicile d'une diplomate libanaise en poste à Paris (*Le Monde* du 7 mars 1996). Depuis plusieurs mois, Mehret Kifle travaillait sans horaire ni salaire. Ses papiers avaient été confisqués et elle était séquestrée dans l'appartement. Le Comité France contre l'esclavage moderne, association créée début 1995, fut à l'origine de cette libération, qui a abouti au renvoi au Liban de l'employeur indélicat et à l'indemnisation de Mehret, qui demeure aujourd'hui en France.

« A moins d'un an du cent cinquantième anniversaire de l'abolition de esclavage par Victor Schœlcher, explique la journaliste Dominique Torrès, fondatrice de ce comité, *il existe encore en France des situations intolérables. Les personnes concernées sont sans doute beaucoup plus nombreuses que ce que l'on imagine. Avant que nous ne créions le comité, on nous disait que cela n'existait pas en France ! »* Le comité a déjà eu connaissance d'une dizaine d'affaires. Une demi-douzaine ont été soumises à la justice, mais aucun procès n'a encore eu lieu.

SALAIRE DÉRISOIRE

Les victimes sont le plus souvent des femmes, parfois des couples, originaires de pays en développement, qui viennent en France pour échapper à la misère. Le salaire qui leur est proposé est dérisoire en regard de la législation française du travail, mais il est très supérieur à ce qu'il leur est permis de gagner dans leur pays. A en croire le comité, il est rarement versé.

Les « bourreaux » ne sont *pas* tous des nantis. Pendant quatre ans, Marie-Laure, une jeune Ivoirienne venue en France à l'âge de quatorze ans, a été exploitée, maltraitée et battue par une famille modeste de compatriotes habitant un village de Seine-Saint-Denis. Marie-Laure s'est enfuie et vit actuellement dans un foyer de jeunes filles. Une enquête préliminaire a été ouverte à son sujet le 30 juin.

Bertrand Mertz, l'avocat qui a suivi ce dossier, explique que les victimes de cette forme d'exploitation ne peuvent pas faire valoir leurs droits seules. *« Le fait d'être en situation irrégulière n'interdit pas de porter plainte, mais beaucoup renoncent de peur d'être expulsés,* explique-t-il. *Lorsque les affaires sont connues, comme dans le cas de Marie-Laure, la justice suit son cours. Mais sinon, on a le sentiment que ces petites bonnes étrangères dérangent un peu, avec leurs dossiers compliqués et leurs imbroglios administratifs. »*

« Lorsque de tels faits sont révélés, les communautés se sentent menacées et craignent que le discrédit rejaillisse sur eux tous, car ces pratiques sont parfois courantes dans leur pays d'origine », affirme de son côté le pasteur André Lanvin, membre de la Cimade, un service œcuménique d'entraide. *« Nous ne pouvons pas nous constituer partie civile, car nous n'avons pas les cinq ans d'existence requis par la loi,* déplore Philippe Boudin, du Comité France contre l'esclavage moderne. *Deux solutions s'offrent à nous : soit la victime dépose plainte elle-même, soit nous alertons le parquet. »*

Lorsque les employeurs bénéficient de l'immunité diplomatique, l'affaire est encore plus complexe. Le ministère des affaires étrangères tente alors de les régler, à l'amiable le plus souvent. Théoriquement, des titres de séjour sont délivrés pour tout le personnel des ambassades. Mais le système ne fonctionne pas toujours. Ainsi, le cas de deux jeunes Philippines, qui se sont enfuies le 15 août 1995 de l'ambassade du Qatar à Paris, a-t-il été signalé par le Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés (Gisti) au Quai d'Orsay. Leur contrat de *« baby-sitter »*, signé par l'ancien ambassadeur en poste à Paris, prévoyait un salaire de 300 dollars par mois pour *« un maximum de huit heures de travail par jour, six jours par semaine »* et trente jours de congés tous les deux ans. L'employeur se réservait en outre le droit de mettre fin au contrat en cas *« d'engagement dans des activités syndicales »*.

ÇA DEVIENT DE PLUS EN PLUS DIFFICILE DE CACHER SES DOMESTIQUES, DE NOS JOURS.

PESSIN

GRAVITÉ DE LA SITUATION

« 90 % des ambassades ont un comportement correct avec leur personnel. Restent les autres..., indique-t-on au service du protocole du Quai d'Orsay. *Nous sommes les garants de l'immunité diplomatique, mais c'est aussi notre rôle de faire comprendre qu'elle ne permet pas de faire n'importe quoi. »* En cas de révélation d'un scandale, le Quai d'Orsay peut demander des explications à l'ambassadeur concerné et, si les faits sont extrêmement graves, lui demander de quitter le territoire.

L'une des difficultés peut être aussi de faire comprendre aux employeurs qu'ils sont dans leur tort. *« Les employeurs ne se rendent pas compte de la gravité de la situation »*, explique ainsi Bernard Sexe, directeur de la cellule d'urgence et de veille au service de l'action humanitaire du Quai d'Orsay, qui vient d'intervenir dans une tentative de conciliation, qui a d'ailleurs échoué. *« Certains affirment même qu'ils donnent une chance aux filles en les emmenant en France. Il faut faire comprendre que cela ne se fait pas. C'est aussi une des solutions pour que ces pratiques cessent. »*

Michèle Aulagnon

Des pratiques similaires dénoncées en Côte-d'Ivoire

L'exploitation de domestiques par leurs compatriotes a aussi cours à l'étranger. L'Association ivoirienne de défense des droits de la femme (AIDF) a dénoncé, jeudi 3 juillet à Abidjan, le *« commerce »* et les conditions de travail des jeunes filles employées dans certaines familles de Côte-d'Ivoire. Certains les appellent les *« Kounta Kinte »*, du nom de l'esclave du roman *Racines*, d'Alex Haley. Elles travaillent pour des salaires de misère ou ne perçoivent aucun revenu, leur rémunération étant versée directement à la famille ou à des intermédiaires.

La région particulièrement pauvre de Bondoukou, dans le nord-est du pays, serait, selon l'AIDF, l'une des principales zones d'origine de ces jeunes filles, recrutées par des *« tanties »*. *« Il faut des lois pour responsabiliser ces* "tanties" *mais aussi les employeurs, qui sont dans une logique d'esclavage »*, demande l'AIDF.

Le calvaire de Charline et de ses sœurs, exploitées par une famille malgache

DANS CE PETIT immeuble du 13ᵉ arrondissement, le vent s'engouffre dans la cour intérieure et fait claquer les portes de douches rudimentaires. Derrière une double porte vitrée, des cartons ont été collés sur les vitres brisées. C'est la chambre de Charline : un lit, une plaque électrique, deux chaises, une télévision et un gros sac contenant toutes ses affaires. Charline est sommée de quitter le foyer malgache Arago pour cause de loyer non payé, ce qu'elle conteste.

Charline n'a pas d'autre endroit où aller, pas d'argent depuis qu'elle s'est enfuie de chez ses employeurs malgaches. *« Charline est hébergée chez nous depuis septembre 1996*, explique Désiré Veloumana, directeur adjoint du foyer. *Elle était envoyée par l'ambassade et devait rester deux mois. Elle est toujours là, nous l'avons gardée car c'est un cas humanitaire. Mais ici, c'est d'abord un foyer pour étudiants. »*

PASSEPORT CONFISQUÉ

Le *« cas humanitaire »* a vingt-neuf ans et le regard traqué. Charline est en France depuis cinq ans. Originaire d'une famille pauvre de Madagascar, elle s'est rendue à Paris en mai 1992, munie d'un visa d'étudiante, pour travailler chez la fille de son employeur malgache. Elle sait alors tout juste lire et écrire et ne parle pas français. Ses deux sœurs, Célestine et Mariette, sont déjà en France, au service de mêmes employeurs, une famille connue de Madagascar, proche du pouvoir, dont les enfants font des affaires en France. A Madagascar, les parents des trois sœurs travaillent eux aussi pour le compte de cette famille.

Le rêve de Charline, gagner suffisamment d'argent pour faire venir soigner sa fille en France, tourne vite au cauchemar. Son passeport est confisqué, elle est enfermée dans la maison, doit s'occuper du fils et des deux frères de l'employeur. Ses journées commencent à 8 heures du matin et se terminent à minuit. Elle dort sur le carrelage de la cuisine ou à même le sol dans le salon. Le salaire de 200 francs par mois qui lui a été promis ne lui est pas payé.

En 1993, le régime se durcit : Charline doit travailler pour le beau-frère et le frère de son employeur dans une entreprise de nettoyage. Des trois sœurs, seule Mariette a droit à un lit pour dormir. Toutes réclament leur passeport et leur salaire. Célestine s'enfuit la première. Elle est recueillie par Sahondra Rakotobe, une compatriote voisine du foyer à qui Charline a fini par se confier. *« Charline n'avait pas le droit de parler à des étrangers et craignait toujours qu'on la surprenne »*, raconte Mᵐᵉ Rakotobe, qui adressera Célestine au pasteur Solofo, de la paroisse malgache de Paris, dans le 7ᵉ arrondissement.

« Nous avons tenté de trouver une solution pour les trois sœurs qui, incontestablement, ont été maltraitées, témoigne le pasteur Solofo. *Les employeurs ont accepté de faire rentrer Célestine à Madagascar, et se sont engagés à rendre les passeports. Arrivée à Tananarive, Célestine a été jetée en prison. Elle aurait été prise en flagrant délit de vol. Elle est sortie depuis. Quant à Mariette et Charline, elles n'ont jamais récupéré leurs papiers. »* Le pasteur affirme que l'affaire est connue d'une bonne partie de la communauté malgache.

TENTATIVE DE CONCILIATION

En novembre 1994, Charline s'enfuit. Pendant neuf mois, elle sera hébergée chez sa voisine, ira ensuite dans un foyer puis contactera l'ambassade. *« Elle est venue avec les gens de l'Eglise*, explique-t-on à l'ambassade de Madagascar. *Elle ne savait pas où aller, nous l'avons adressée au foyer malgache Arago. A l'époque, elle ne pouvait pas porter plainte contre ses employeurs, car elle était en situation irrégulière. Maintenant, nous n'avons plus de nouvelles. »*

En avril, le Comité France contre l'esclavage moderne publie une tribune libre dans la presse malgache, citant nommément ses employeurs. Les trois sœurs sont d'abord soupçonnées de vénalité, puis de fomenter un complot politique... Cédant aux pressions, Mariette demande au Comité de cesser de s'occuper de son dossier. Elle erre aujourd'hui dans Paris. *« La communauté malgache a peur que le comportement des employeurs des trois sœurs leur nuisent à tous*, explique Céline Manceau-Rabarijaona, membre du Comité. *Moi-même, qui suis Malgache, on m'a accusée de trahir la communauté. »*

Début juin, le ministère de l'intérieur promet à Charline une carte de séjour d'un an, *« à titre exceptionnel »*. Une nouvelle tentative de conciliation avec ses employeurs échoue et le 15 juin, le comité saisit le procureur de la République de Paris. Les employeurs de Charline envisagent de leur côté une action en justice pour tentative d'extorsion de fonds. *« Mes clients ont été l'objet de pressions et de menaces*, explique leur conseil, Mᵉ Olivier Hillel. *C'est d'ailleurs curieux : si les faits reprochés sont si graves, il n'y a rien à négocier, or c'est ce que la partie adverse a tenté de faire. »* Charline tient bon : elle souhaite rester en France pour assister au procès et récupérer son dû. La paroisse malgache tente d'obtenir de ses employeurs un règlement de ses arriérés de loyers et l'assurance qu'il n'y aura pas de rétorsion contre la famille restée à Madagascar.

M. A.

★ Comité France contre l'esclavage moderne, c/o Françoise Di Folco, 31, rue du Professeur-Calmette, 94400 Vitry-sur-Seine. Tél. : 01-49-59-02-17.

Les dispositions pénales

Le mot « esclavage » n'existe plus dans le nouveau code pénal, mais l'enlèvement, la séquestration, les conditions de travail et d'hébergement contraires à la dignité de la personne sont clairement définis.

● L'article 224-1 prévoit que *« le fait [...] d'arrêter, d'enlever, de détenir ou de séquestrer une personne est puni de vingt ans de réclusion criminelle »*.

● L'article 225-13 stipule que *« le fait d'obtenir d'une personne, en abusant de sa vulnérabilité ou de sa situation de dépendance, la fourniture de services non rétribués ou en échange d'une rétribution manifestement sans rapport avec l'importance du travail accompli est puni de deux ans d'emprisonnement et de 500 000 francs d'amende »*.

● L'article 225-14 dispose que *« le fait de soumettre une personne, en abusant de sa vulnérabilité ou de sa situation de dépendance, à des conditions de travail ou d'hébergement incompatibles avec la dignité humaine est puni de deux ans d'emprisonnement et de 500 000 francs d'amende »*.

Polémique autour du magazine « Terra incognita », outil de promotion de la scientologie

L'ÉGLISE de scientologie teste de nouvelles méthodes de recrutement. Après l'édition, l'affichage, les annonces publicitaires et les brochures « pédagogiques », la secte, identifiée comme l'une des plus puissantes en France par le rapport de la commission d'enquête parlementaire de janvier 1996, professionnalise sa communication. Un nouveau titre de presse, répondant au nom de *Terra incognita* est diffusé depuis le 7 juillet par les Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP) dans les grandes agglomérations françaises. Ce « magazine » trimestriel d'une soixantaine de pages est édité (30 000 exemplaires) par New Era Publications, bureau français de la société chargée de la publication des écrits de Ron Hubbard, père fondateur de la scientologie.

La large campagne publicitaire (affichage et radio) qui aide à son lancement a suscité l'émotion de plusieurs élus parisiens. Jean-François Pernin, maire (UDF) du XIIᵉ arrondissement, a protesté, dès mardi 8 juillet, dans une lettre à Jean Tiberi, contre l'affichage sur des kiosques de presse ou de la Française des jeux de publicités pour *Terra incognita*. Il trouve *« incroyable que l'on puisse officiellement hurler contre les sectes et les afficher comme* Le Nouvel Observateur *ou* Le Point ». Une protestation identique a été adressée à la société concessionnaire des kiosques de presse parisiens, AAP, par Jean-Marie Le Guen, député et conseiller socialiste de Paris. Il rappelle que l'Eglise de scientologie *« est une secte des plus notoires »* et *« s'étonne dès lors que votre société assure la promotion de ses thèses »*.

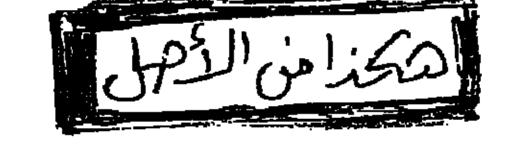
« Les éditions New Era ne sont en aucun cas tenues de citer l'Eglise de scientologie dans leurs publications », se défend Evelyne Bartczak, directrice de la publication. Si aucune référence à la scientologie n'est faite dans le magazine, celui-ci se fait le fervent défenseur des principes fondateurs du mouvement. Avancer masqué est une technique courante dans le domaine de la propagande sectaire. *« La stratégie des sectes est de ne jamais se découvrir en prétextant l'aide au développement de la personnalité, et l'Eglise de scientologie excelle dans le camouflage »*, affirme Jean-Pierre Brard, député et maire (apparenté PC) de Montreuil, vice-président de la commission parlementaire à l'origine du rapport et membre de l'Observatoire interministériel de lutte contre les sectes.

TRAVOLTA À LA RESCOUSSE

L'éditeur réfute tout lien direct avec l'Eglise de scientologie. *Terra incognita* est présenté comme *« un magazine conçu pour mettre à la portée du grand public les découvertes étonnantes faites par Ron Hubbard dans l'un des domaines les plus méconnus : celui de l'esprit humain »*. Il reprend, outre une bonne cinquantaine de pages consacrées aux écrits publiés en janvier 1950 par Ron Hubbard, l'interview du porte-parle le plus médiatique de la scientologie, l'acteur John Travolta, qui explique comment la dianétique, *« guide philosophique et pratique »* de la scientologie, *« l'aide à rester équilibré »*. Une rubrique *« actualités »* se contente de recenser les différents « stages de formation » à la méthode, dans le monde.

Brochure commerciale améliorée, le magazine propose un coupon de commande de l'ouvrage *La Dianétique*. Bien que 150 000 exemplaires du livre aient déjà été vendus en France depuis son lancement en 1987, *« le sujet reste très mal connu »*, selon la porte-parole de l'Eglise de scientologie d'Ile-de-France. Elle estime que le magazine peut contribuer à résoudre *« le problème d'image de l'Eglise de scientologie »*. *« Il y a une intention évidente de nous empêcher de communiquer*, argumente-t-elle, *l'éditeur devient autonome en créant son propre magazine »*. *Terra incognita*, dont le premier numéro aurait coûté dans les 300 000 francs, est une initiative française qui reste *« un essai »*, selon l'Eglise de scientologie. Cette nouvelle initiative de communication suscite des interrogations. Comment des thèses qualifiées dans le rapport parlementaire de *« dangereuses »* au titre des risques de *« déstabilisation mentale »*, d'*« exigences financières exorbitantes »*, d'*« embrigadement des enfants »* et susceptibles de provoquer des *« troubles de l'ordre public »*, peuvent-elles être ainsi promues, de façon voilée, auprès du plus grand nombre ? Le rapport annuel de l'Observatoire interministériel, installé en novembre 1996 par Alain Juppé, qui devrait être remis à l'automne, soumettra au gouvernement *« des propositions, notamment dans le domaine de la protection de l'enfance, de l'éducation et de la santé »*.

Florence Amalou



A Dreux, le couvre-feu imposé aux moins de douze ans par le maire divise la population

Des associations de quartiers dénoncent un manque de dialogue

Le couvre-feu imposé aux enfants de moins de douze ans depuis le 11 juillet par Gérard Hamel, maire (RPR) de Dreux (Eure-et-Loir), suscite de vives réactions dans la ville. Certains habitants invoquent le climat d'insécurité régnant dans les cités du plateau sud pour demander un renforcement de la mesure, tandis que les jeunes des quartiers déplorent un manque de concertation et redoutent des affrontements avec la police.

DREUX
de notre envoyé spécial

« DOUZE ANS, c'est trop restreint. Il faudrait étendre la mesure aux moins de seize ans. » « Et ramener le couvre-feu à 21 heures. » « Et faire payer une amende aux parents qui laissent traîner leurs gosses la nuit. » Pour certains Drouais, le nouvel arrêté du maire (RPR) Gérard Hamel, qui instaure, depuis le 11 juillet, un couvre-feu de minuit à 6 heures pour les moins de douze ans, paraît trop modéré. Pour Gérard Hamel, ce dispositif qui charge la police d'identifier et de raccompagner les enfants est une mesure de protection *« de l'intégrité physique du mineur »*. Le préfet d'Eure-et-Loir a demandé pour sa part, vendredi 11 juillet, l'annulation de l'arrêté *devant le tribunal administratif*, estimant que le texte avait un « caractère d'excessive généralité ».

Ceux qui souhaiteraient un durcissement de l'arrêté municipal – souvent des habitants du centre-ville – parlent volontiers du climat d'insécurité qui règne, selon eux, à Dreux. Histoires de braquages, de vols à la tire, de petite délinquance... La peur est réelle : le soir, passé 20 heures, le centre-ville se vide, seuls quelques badauds profitent des nuits claires de l'été pour s'asseoir à l'une des rares terrasses de la zone piétonne.

Un nom résume l'inquiétude de la ville basse : les Chamards. Cette cité du plateau sud, de l'autre côté de la voie ferrée, cristallise tous les problèmes : drogue, chômage élevé, délinquance juvénile. Aux Chamards, il n'est pas rare que des poubelles et des voitures prennent feu la nuit. Quand les pompiers interviennent, c'est souvent sous des jets de pierres. *« On ne comprend pas pourquoi,* confie un sapeur-pompier de Dreux. *La nuit, on ne les voit pas, mais ils doivent avoir entre dix et quinze ans. »* Les jeunes du plateau sud assurent pour leur part que *« les mecs qui jettent des pierres, ils ont seize ans, pas douze »*.

« C'est une psychose entretenue : on accuse les jeunes, mais en réalité, il y a toujours les adultes derrière eux », dénonce Jacques Duval, patron d'une brasserie du centre-ville et ancien candidat (divers gauche) aux municipales de 1989. Cet ancien socialiste, *« intéressé »* par l'idée d'un couvre-feu, ne croit pas à la sincérité de M. Hamel. *« Pendant quatre ans, ses amis Pasqua, Debré et Raoult étaient au pouvoir, et venaient régulièrement à Dreux,* rappelle-t-il. *Il n'a rien fait. Maintenant que les socialistes sont là, il prend cette mesure sécuritaire. De toute façon, son projet est irréaliste : il faudrait mobiliser beaucoup trop de policiers. »* Jacques Duval, qui a refusé de conduire la liste de gauche aux municipales partielles de 1996, n'entend pas laisser le thème de la sécurité à la droite ou au Front national. *« Ils sont très efficaces au Front national,* explique-t-il. *Vingt-quatre heures après un cambriolage, ils sont déjà là pour prendre des nouvelles. La gauche, elle, a déserté le terrain. »* Autre responsable du climat délétère qui règne à Dreux, selon M. Duval, la presse locale, qui monte en épingle ce qui n'est souvent que de l'ordre de la petite délinquance. *« À Dreux, il n'y a pas encore eu de crime de sang, comme dans certaines cités de banlieue parisienne »*, constate-t-il.

« Si je retrouve mon petit frère ou ma petite sœur dehors après minuit, gare à eux, je les fais remonter vite fait chez nous », prévient Abdel, ancien animateur social. *« On est quand même libre d'aller dans la rue »*, explique Abdel, qui a vécu vingt-cinq ans à Dreux. Le jeune beur explique que l'association dont il faisait partie et qui n'existe plus aujourd'hui, organisait des soirées l'été pour les jeunes qui ne pouvaient pas partir en vacances. *« À présent, les jeunes traînent, c'est normal. »* Et d'accuser la mairie. *« Les hommes politiques,* lance-t-il, *on les voit toujours la veille des élections, jamais après. »*

Kamel Berrak, de l'association Génération Initiatives, basée à la Croix-Tiénac, une autre cité du plateau sud, regrette le manque de dialogue entre la mairie et les habitants des quartiers. *« Responsabiliser les parents, comme le souhaite Hamel, c'est bien, mais pas imposer un arrêté,* dit-il. *Il aurait fallu une concertation, installer des agents d'ambiance. »* Depuis deux ans, un programme de réhabilitation et de réanimation du quartier des Chamards a été lancé. Aujourd'hui, avec ses commerces de la place des Oriels, avec ses façades blanches exemptes de tout tag, la cité se donne un air de respectabilité.

Mais la rénovation a aussi son revers. *« C'est bien, vous trouvez de tout aux Chamards. Mais maintenant, on ne sort plus de son quartier, alors que nos parents faisaient leurs courses au centre-ville. On nous enferme un peu comme dans un ghetto »*, remarque Abdel. On imagine d'ailleurs mal, sur le plateau sud, la police interpeller après minuit des mineurs de moins de douze ans, pour les conduire au commissariat. *« Dans ce cas,* prévient Kamel, *je m'attends à des bagarres entre les forces de police et les jeunes, et ce sera la faute du maire. »*

Vincent Hubé

En août 1995 déjà...

Gérard Hamel avait déclaré, en août 1995, vouloir interdire la ville de Dreux à *« toute famille à problèmes, qui pourrit la vie de l'entourage »*, et se disait prêt à *« faire appliquer des sanctions auprès des familles qui ne maîtrisaient pas leurs enfants mineurs »* (*Le Monde* du 24 août 1995). Depuis, le maire fait distribuer à chaque Drouais un *Guide sécurité*, recueil de conseils de vigilance, avec un téléphone vert, *« nouvelle ligne gratuite et discrète pour signaler ce qui vous inquiète... »*. Ce guide rappelle les responsabilités parentales : *« L'autorité appartient aux père et mère pour protéger l'enfant dans sa sécurité, sa santé, et sa moralité. Ils ont à son égard droit et devoir de garde, de surveillance et d'éducation. »*

Enfin, aux municipales partielles de novembre 1996, Gérard Hamel avait proposé d'installer un système de vidéo-surveillance, projet qui n'a pas encore abouti.

Pédophilie : l'éducation nationale mise en cause après le suicide de Bernard Hanse

ILS ÉTAIENT quatre frères, dont trois enseignants : François, instituteur à Soissons, Alain, professeur d'éducation physique à Reims, Bernard, cinquante ans, professeur de gymnastique, lui aussi, à Montmirail (Marne). Bernard s'est suicidé, mardi 10 juin, après avoir été accusé d'actes de pédophilie par un élève de treize ans. Ce dernier a été mis en examen pour dénonciation mensongère, mardi 8 juillet. Selon les premiers éléments de l'enquête, rien ne justifiait une telle accusation.

Depuis, révoltée par ce drame, la famille et la femme de Bernard Hanse dénoncent les *« dysfonctionnements »* de l'éducation nationale. Dans une lettre ouverte adressée, le 19 juin, au ministre de l'éducation nationale, les proches de l'enseignant estiment que *« la précipitation l'a emporté sur le discernement et la mesure »*. Ils reprochent à l'administration de n'avoir su ni gérer, ni prendre en mains *« un conflit ouvert entre un enseignant et un adolescent »*.

Selon l'avocat de la famille, une altercation a eu lieu, le 25 mai, entre Bernard Hanse et l'un de ses élèves, au gymnase du collège. Le 5 juin, l'enfant se plaint d'un geste déplacé commis à cette occasion. Le surlendemain, le principal reçoit la famille et l'informe qu'une confrontation se déroulera avec l'enseignant, mardi 10 juin. Lundi 9, le chef d'établissement a fixé le même rendez-vous à Bernard Hanse et lui a annoncé qu'il avait saisi le procureur de la République. *« C'est le détonateur »*, souligne l'avocat. Mardi 10 juin, Bernard Hanse se présente à la confrontation. La famille de l'enfant, elle, ne vient pas. En fin d'après-midi, l'enseignant se suicide en se tirant une balle dans la tête, sur une petite route de campagne.

La famille dénonce les méthodes utilisées par l'éducation nationale. Elle souligne qu'aucun des témoins cités par l'élève n'avait été en mesure de confirmer ses accusations. Pour sa part, le recteur de l'académie de Reims, François Hinard, défend la procédure suivie dans cette affaire, affirmant que ce n'est pas au chef d'établissement de mener une enquête. *« Etablir des faits, c'est l'affaire de professionnels. Ce n'était pas au principal d'entendre des témoins »*, explique-t-il.

« CONSCIENCE TRANQUILLE »

Sans doute instruit par l'exemple de Fos-sur-Mer, où une directrice a été mise en examen le 25 juin (*Le Monde* du 30 juin) pour avoir averti trop tard la justice des agissements d'un enseignant pédophile, le recteur de Reims estime même que le principal du collège aurait pu consulter plus tôt le procureur de la République. *« Lui au moins, lorsqu'il aurait convoqué les parents, aurait eu les moyens de se faire entendre »*, ajoute François Hinard.

Or, c'est cette saisine du procureur qui est reprochée par la famille. *« Cela voulait dire qu'il serait suspendu, que des soupçons terribles pèseraient sur lui, en attendant que son innocence soit prouvée. C'est ce qu'il n'a pu supporter »*, estime Alain, frère de Bernard Hanse. *« Notre frère est mort professionnellement, avant de se suicider, à cause du processus déclenché par le principal »*, renchérit François Hanse. Dans une lettre d'adieu à son épouse, et rendue publique, Bernard Hanse écrit : *« Je ne vais pas me battre ou me débattre, tellement cela me paraît dérisoire et sordide (...) Ma conscience est tranquille, mais que quelqu'un puisse penser que je puisse faire pareille chose m'est insupportable »*.

Le hasard a voulu que Bernard Hanse ait été désigné comme juré d'assises dans une affaire de pédophilie, cet hiver. *« J'ai dû me prononcer sur ces malades »*, écrit-il dans la même lettre, *« je ne peux plus vivre. (...) Expliquer ou justifier, les doutes, les commérages, les allusions »*. Depuis, sa famille, encore choquée par les déclarations ministérielles selon lesquelles l'adolescent a pu se rétracter *« sous la pression des adultes »*, attend toujours une réponse à sa lettre, envoyée *« par la voie hiérarchique »*, *via* l'inspecteur d'académie et le recteur.

Béatrice Gurrey

EDF-GDF condamné à réintégrer un médecin du travail licencié

LA COUR D'APPEL DE PARIS a condamné EDF-GDF à réintégrer en son sein le docteur Ellen Imbernon, licenciée de la division épidémiologie du service générale de médecine du travail (SGMT) l'été dernier (*Le Monde* du 1er août 1996 et du 19 mars). Dans un arrêt du 3 juillet, rendu public jeudi 10 juillet, la Cour a confirmé une ordonnance du conseil des prud'hommes en date du 22 octobre 1996, qui avait estimé que ce licenciement était entaché de nullité. Elle a aggravé le montant de l'astreinte alors prononcée à 4 000 francs par jour de retard.

« Considérant que depuis près d'un an, Mme Imbernon se trouve exclue, de façon illicite, de la division épidémiologie et des fonctions qu'elle y occupait », une somme de 50 000 francs devra en outre lui être versée. La réintégration d'Ellen Imbernon, dont le statut de médecin du travail était, en substance, contesté par EDF-GDF au motif qu'elle conduisait des études épidémiologiques, *« devra s'opérer dans l'emploi de médecin du travail, chargée de mission en épidémiologie et adjointe au chef de la division épidémiologie du SGMT »*, a précisé la Cour d'appel. EDF-GDF est enfin condamné, sous peine d'une astreinte supplémentaire de 4 000 francs par jour, à *« remettre Mme Imbernon en possession des documents et objets personnels de travail placés sous scellés le 2 juillet 1996 »* et à publier l'arrêt, à ses frais, dans le journal *La Vie électrique*.

Un récidiviste écroué après le viol et l'enlèvement de deux fillettes

UN JARDINIER DE FEYZIN (Rhône), âgé de vingt-cinq ans, a été mis en examen dimanche 13 juillet et écroué, après avoir reconnu avoir enlevé lundi 7 dans les rues de Lyon, puis violé et frappé, deux fillettes de cinq et huit ans. L'homme, dont l'identité n'a pas été révélée, est un récidiviste déjà condamné en 1992 pour viol sur mineur de quinze ans et en 1994 pour agression sexuelle sur mineur. Sorti en avril 1995 après avoir purgé ses peines, il doit répondre cette fois d'*« enlèvement de mineurs, viol sur mineur de moins de 15 ans avec récidive légale et tentative d'homicide volontaire sur mineur de moins de 15 ans »*.

Le jardinier, formellement reconnu sur photo par les deux fillettes, a été appréhendé non loin du lieu où il les avait enlevées, alors qu'il roulait en scooter dans un couloir de bus. Il a avoué avoir également tenté d'étrangler la plus jeune des fillettes. Il avait finalement relâché ses victimes à la condition qu'elles prétendent avoir été enlevées par *« deux Noirs »*. Le jeune homme était suivi par un psychiatre au moment des faits.

DÉPÊCHES

■ **DIVERS : après la disparition de la petite Marion,** originaire d'Agen, un appel à témoins et un nouveau portrait-robot ont été diffusés, vendredi 11 juillet, en Martinique, d'après les indications d'une touriste affirmant y avoir rencontré en janvier dernier une fillette répondant à ce prénom qui souhaitait rentrer à Agen. Marion Wagon, dix ans, a disparu le 14 novembre 1996 vers 12 h 30, sur le chemin entre l'école et le domicile familial. Les très nombreuses recherches entreprises depuis par les policiers puis par les gendarmes n'ont donné aucun résultat. Cependant, selon la gendarmerie, la piste martiniquaise n'a *« pas donné de résultat probant »* jusqu'à présent. Les parents de Marion avaient lancé un appel par voie de presse à Noël l'an dernier et diffusé 300 000 affiches avec la photo de leur fille, qui ont été distribuées dans toute l'Europe.

■ **MER : un requin de 3 mètres de long a perturbé,** dimanche 13 juillet, la baignade des estivants rassemblés sur la plage de Dieppe (Seine-Maritime), en promenant son aileron à environ deux cents mètres de la plage. Selon le centre de la mer Nausicaa de Boulogne-sur-Mer, contacté par le sémaphore de Dieppe, il s'agissait d'un requin mako, un squale carnivore se nourrissant exclusivement de poissons et dont la présence dans les eaux de la Manche est habituelle, même s'il s'aventure rarement aussi près des côtes. Par mesure de précaution, le sémaphore a toutefois demandé au poste de secours de la plage de Dieppe de hisser le drapeau rouge et les baigneurs ont dû sortir de l'eau.

La mission Weil sur l'immigration remettra son rapport fin juillet

LIONEL JOSPIN a adressé, le 1er juillet, au politologue Patrick Weil, une lettre précisant la mission qu'il lui a confiée à propos de la refonte de la législation sur l'immigration et la nationalité. Le premier ministre confie à M. Weil *« la mission d'analyser la situation présente et de proposer des règles simples, réalistes et humaines pour l'entrée et le séjour de étrangers, propres à garantir une intégration réussie dans la République à ceux qui le souhaitent et en remplissent les conditions, et de nature à faire obstacle aux flux d'immigration illégale et aux filières de travail clandestin »*. Patrick Weil devra aussi *« définir les conditions d'application du principe du droit du sol pour l'attribution de la nationalité française »* et faire connaître *« le fruit de ses réflexions dès le 31 juillet »*.

LÉGION D'HONNEUR

Mme Geneviève Anthonioz élevée à la dignité de grand-croix

LES NOMINATIONS, promotions et élévations du 14 juillet dans l'ordre de la Légion d'honneur sont parues au *Journal officiel* du 13 juillet.

Est élevée à la dignité de *grand-croix* : Geneviève de Gaulle-Anthonioz, présidente d'ATD Quart Monde.

Sont élevés à la dignité de *grand-officier* : Jean Cabannes, membre du Conseil constitutionnel ; Marcel Landowski, compositeur ; Théodore Monod, membre de l'Institut ; Jacques Pélissier, vice-président délégué du conseil de surveillance de la société du palais omnisports de Paris-Bercy ; Simone Rozès, premier président honoraire de la Cour de cassation.

Parmi les personnalités promues *commandeurs* figurent notamment Pierre Gorce, ministre plénipotentiaire ; Georges Gorse, ancien ministre ; Olivier Guichard, ancien ministre ; Claude Bessy, directrice de l'école de danse de l'Opéra de Paris ; Alain Mimoun, champion sportif.

Parmi les personnalités promues *officiers* on relève les noms de Olivier de Kersauson, navigateur ; Jean-François Deniau, ancien ministre ; Jacques Boyon, ancien ministre ; Christian Blanc, président d'Air France ; Georges Suffert, journaliste ; le pasteur Jacques Stewart.

Enfin dans les nominations comme *chevaliers* figurent notamment Guy Lagorce, écrivain ; Marie-France Pisier, romancière ; Anne Queffélec, pianiste ; Jean-Claude Gaudin, maire de Marseille ; Yves Baudelot, avocat au barreau de Paris ; André Fanton, ancien ministre ; Didier Bariani, ancien ministre ; Alain Lamassoure, ancien ministre ; Clara Coquatrix, directrice de music-hall ; Jeanne Loriod, musicienne ; Robert Namias, journaliste ; Michel Barnier, ancien ministre.

★ Nous publierons dans notre prochain numéro, daté mercredi 16 juillet, la liste des élévations, promotions et nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur.

DISPARITION

■ **PAUL BARBEROT**, ancien député de l'Ain et ancien maire de Bourg-en-Bresse (MRP puis Centre démocrate), est décédé des suites d'une longue maladie dans la nuit du vendredi 4 au samedi 5 juillet dans sa quatre-vingt-deuxième année. Né en 1915, Paul Barberot entre dans la vie publique en 1947, date à laquelle il est élu au conseil municipal du chef-lieu de l'Ain. Premier adjoint en 1959, il est élu député de l'Ain en 1962, mandat qu'il conserve jusqu'en 1978. En 1965, il est élu maire de Bourg-en-Bresse sous l'étiquette MRP, puis réélu en 1971. En 1970, il est élu conseiller général du canton de Bourg-en-Bresse nord-centre. L'année 1976 marque le début de son déclin politique. Battu au conseil général par l'actuel maire du chef-lieu, André Godin (PS), il perd la mairie l'année suivante au profit de la liste d'union de la gauche conduite par Louis Robin (PS). En 1978, il est battu à l'Assemblée nationale par Jacques Boyon (RPR). Dirigeant une entreprise de bâtiment spécialisée dans la rénovation et la restauration du patrimoine ancien, Paul Barberot a été président du syndicat départemental des entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics. Il a également occupé la présidence de la mutuelle d'assurances L'Auxiliaire et celle de la caisse des congés payés de Mâcon.

NOMINATIONS

DÉFENSE

Le conseil des ministres du mercredi 9 juillet a approuvé les promotions et nominations suivantes dans les armées :

● **Terre.**– Sont promus : général de division, les généraux de brigade André Soubirou, Arnold Schwerdorffer, Henry Lombard, Michel Fruchard (nommé inspecteur des troupes de marine), Pierre Novello (nommé directeur central du génie), Jean-Paul Dellenbach (nommé directeur de l'enseignement au collège de défense interarmées) et Charles de Monchy (nommé commandant l'aviation légère de l'armée de terre).

Sont promus : général de brigade, les colonels Philippe Avenel (nommé adjoint au général commandant la 9e division d'infanterie de marine), Richard Lefèvre (nommé directeur adjoint à la direction centrale du génie), Georges Ledeuil (nommé sous-directeur « exploitation » à la direction du renseignement militaire), Michel de Colnet (nommé adjoint au général commandant les écoles de Coëtquidan), François Kaeppelin (nommé sous-directeur à la direction centrale des télécommunications et de l'informatique), Jean-Claude Monnet (nommé adjoint au général commandant la 2e division blindée), Gérard Viallet (nommé commandant la brigade des transmissions du 3e corps d'armée), Paul Farbos (nommé adjoint au général commandant le 1er commandement de logistique opérationnelle), Serge Baribaud (nommé directeur du matériel en région militaire de défense Nord-Est), Dominique Delort (nommé chef du centre opérationnel interarmées), Jean Chambrion, Michel Poulet, Alain Richard, Jean-Pierre Meyer (nommé commandant la brigade de renseignement et de guerre électronique), Daniel Pradié (nommé adjoint au général commandant les organismes de formation de l'armée de terre) et Robert Mielle (nommé chef d'état-major du corps européen).

Est promu commissaire général de brigade, le commissaire-colonel Bernard Boissac.

Est mis à la disposition du chef d'état-major de l'armée de terre, le général de division Christian Delanghe.

Sont nommés : directeur de l'enseignement militaire supérieur de l'armée de terre, le général de division Jean Garnier ; adjoint au général gouverneur militaire de Paris et commandant militaire d'Ile-de-France, le général de division Claude Patois ; inspecteur des transmissions, le général de division Patrick Henry ; commandant la 2e division blindée, le général de division André Anselme ; gouverneur militaire de Nancy et commandant la 4e division aéromobile, le général de brigade Armel d'Avout d'Auerstaedt ; commandant l'école supérieure et d'application des transmissions, le général de brigade Paul Kuntz ; commandant l'école d'application de l'artillerie, le général de brigade Alain Pédron ; commandant l'école d'application de l'aviation légère de l'armée de terre, le général de brigade Hubert Rémond ; commandant l'école supérieure et d'application du génie, le général de brigade Jean-Louis Vincent ; directeur de l'enseignement militaire supérieur scientifique et technique, le général de brigade Gérard Conlon ; adjoint au général commandant la circonscription militaire de défense de Besançon et commandant la 7e division blindée, le général de brigade Bernard Drugeot ; chef de cabinet du général chef d'état-major de l'armée de terre, le général de brigade André Ranson ; adjoint au général commandant de la doctrine et de l'entraînement, le général de brigade Henri Lasserre ; sous-chef d'état-major « études, planification et finances » à l'état-major de l'armée de terre, le général de brigade Jean Wirth ; adjoint au général commandant la 2e division blindée, le général de brigade Yves Lafontaine ; adjoint au général commandant la 11e division parachutiste, le général de brigade Jean-Claude Gandouly ; directeur de la protection et de la sécurité de la défense, le général de brigade Claude Ascensi ; commandant supérieur des forces armées en Nouvelle-Calédonie, le général de division Jean-Claude Lafourcade ; commandant la brigade franco-allemande, le général de brigade Alain Lefèvre.

● **Marine.**– Sont promus : vice-amiral, le contre-amiral Christian Huet ; contre-amiral, les capitaines de vaisseau Pierre Sabatié-Garat (nommé sous-chef d'état-major « opérations logistique » à l'état-major de la marine), Gilles Pinon et Pierre Collinet ; commissaire général de première classe, le commissaire général de deuxième classe Bernard de Cadenet (nommé directeur central du commissariat de la marine) ; commissaires généraux de deuxième classe, les commissaires en chef de première classe Philippe Ruellan et Yves Merle (nommé adjoint au préfet maritime pour la Méditerranée, chargé de la division « action de l'Etat en mer »).

Est nommé directeur du commissariat de la marine à Brest, le commissaire général de deuxième classe Michel Bressier.

● **Air.** – Sont promus général de brigade aérienne, les colonels Patrick Porchier (placé en service détaché au Secrétariat général de la défense nationale), Christian Escoffier et Claude Morel.

Sont nommés : commandant en second les forces aériennes stratégiques, le général de brigade aérienne Claude Bigot ; commandant en second la force aérienne de combat, le général de brigade aérienne Jacques Sivot ; adjoint territorial au général commandant la région aérienne Nord-est, le général de brigade aérienne Daniel Dubois.

● **Service de santé.** – Sont promus : médecin général inspecteur, le médecin général Jacky Brillac ; médecin général, les médecins chefs Michel Seignoret et Henri Moutet.

Sont nommés : inspecteur technique des réserves et de la mobilisation du service de santé des armées, le médecin général François Delorme ; directeur du service de santé de la Force d'action rapide, le médecin général Bernard Colombié.

● **Armement.** – Sont promus : ingénieur général de première classe, les ingénieurs généraux de deuxième classe Pierre Pelosse, Jean Le Tallec et Pierre Lamoulen (nommé chef du service des programmes navals de la direction des systèmes d'armes) ; ingénieur général de deuxième classe, les ingénieurs en chef Jean Marcel, Jacques Kerbrat, Laurent Collet-Billon et Jean Propier (nommé adjoint au sous-chef « études-planification-finances » à l'état-major de l'armée de terre).

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du 9 juillet sont publiés :

● **Accords internationaux** : un décret portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République d'Afrique du Sud sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Paris le 11 octobre 1995 ;

un décret portant publication des amendements à la convention sur le règlement international de 1972 pour prévenir les abordages en mer, adoptés à Londres le 4 novembre 1993 ;

un décret portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique pour la promotion de la sécurité de l'aviation, signé à Paris le 14 mai 1996 ;

un décret portant publication du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Lettonie, signé à Paris le 2 mars 1993 ;

un décret portant publication de l'accord, sous forme d'échange de lettres, entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République populaire de Chine relatif à l'ouverture du consulat général de Chine à Strasbourg, signées à Pékin les 24 février et 21 mars 1997 ;

un décret portant publication de l'arrangement complémentaire à l'accord de coopération technique et scientifique entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République argentine en matière de formation à la recherche scientifique et technologique, signé à Paris le 4 février 1997 ;

un décret portant publication de l'accord, sous forme d'échange de lettres, entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Chili portant suppression de l'obligation de visa de court séjour, signées à Paris le 10 avril 1997.

● **Catastrophe naturelle** : un arrêté constatant l'état de catastrophe naturelle dans une cinquantaine de communes de la Seine-Maritime, à la suite des inondations et des coulées de boue des 16 et 17 juin 1997.

AU CARNET DU « MONDE »

Anniversaires de naissance

14 juillet 1997

Sophie's fourteenth
Fourteenth of July.
Love.

Miz Zaza, Mister Must, Pretty Pote, Marvelous Mom, Doux Daddy.

Mariages

Louise SIMON
et ses quatre grands-parents
sont heureux d'annoncer le mariage de

Mathilde BLOCH
et
Charles SIMON,

le 14 juillet 1997, à Moersdorf.
L. 6690 Moersdorf.

Marie-Aude CADIEU,
Christian LANDREAU,

sont heureux de faire part de leur mariage, célébré le lundi 7 juillet 1997.

51, rue Louis-Ulbach,
10000 Troyes.

Décès

– Mme Madeleine Fabre,
son épouse,
M. Edouard Fabre,
son fils,
Anne, sa belle-fille,
Thomas et Marion,
ses petits-enfants,
et tous ses proches,
ont la douleur d'annoncer le décès de

Mario FABRE

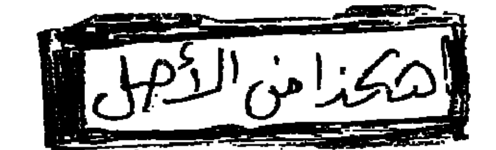
survenu le 11 juillet 1997, à l'âge de soixante-neuf ans.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église du Mesnil-Saint-Denis, le 15 juillet, à 16 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

97, avenue Habert-de-Montmort,
78320 Le Mesnil-Saint-Denis.





Macao déjà à l'heure de Pékin



Après Hongkong, la petite colonie portugaise sera rétrocédée à la Chine en 1999. Une cérémonie purement formelle car les Portugais, présents depuis 1557, ont depuis longtemps laissé les Chinois investir cette capitale du jeu

LA plus ancienne colonie en terre chinoise, Macao, sera aussi la dernière à revenir à la mère patrie : dix jours avant l'an 2000, le 20 décembre 1999, les couleurs du Portugal, qui flottent sur l'enclave depuis 1557, descendront le long du mât du palais rose du gouverneur pour faire place au drapeau rouge frappé des cinq étoiles. Autrefois le plus riche comptoir occidental en Asie, Macao, ville des aventuriers-marchands, des missionnaires partant à la conquête de l'âme de la Chine, des exilés et des esclaves à la peau d'ébène de l'Afrique portugaise, mais aussi des arts et des églises, du jeu, des fumeries d'opium, des plaisirs et de leur cortège de turpitudes comme de tous les trafics, revient à la Chine conformément à un accord intervenu entre Lisbonne et Pékin en 1987, calqué sur celui, passé trois ans plus tôt, entre Britanniques et Chinois.

En dépit des règlements de comptes entre gangs dans les rues – épiphénomène du grand enjeu de la rétrocession : l'avenir du monopole des casinos, principale ressource de l'enclave –, et des incertitudes qui pèsent sur sa place dans l'économie régionale, le minuscule territoire (20 kilomètres carrés) s'apprête paisiblement à tourner une page de plus de quatre siècles de relations entre l'Occident latin et la Chine. La grande différence avec Hongkong, à 64 kilomètres à l'est, est l'absence d'acrimonie. Le retour de Macao à la Chine se veut placé sous le signe de la coopération. Peut-être parce que la rétrocession est plus formelle que dans le cas de Hongkong : les Chinois ont toujours été ici chez eux. Si les Portugais administrent l'enclave, c'est parce que Pékin a voulu qu'il en soit ainsi. L'harmonie des relations sino-portugaises tient aussi à une bonne dose d'indifférence de Lisbonne à l'égard de sa dernière possession.

Contrairement à Hongkong, Macao ne fut pas arraché à la Chine tel un butin de guerre. Au début du XVIe siècle, les navigateurs portugais, qui cherchaient à briser le monopole des Vénitiens sur le commerce des épices, et essaimaient les comptoirs de l'Afrique à l'Inde et à la Malaisie, se fixèrent en 1557 dans un village de pêcheurs du delta de la rivière des Perles, ramassé autour d'un temple dédié à la divinité de la Mer (A-Ma) qui prit le nom de A-Ma kao.

Alors que l'île de Hongkong n'était qu'un rocher désert destiné à le rester trois siècles encore, les Portugais firent de la seule enclave étrangère en terre chinoise la plus prospère cité-entrepôt de la région et un foyer de rayonnement de la civilisation latine en Asie orientale. Les Fils du ciel trouvaient un avantage à la présence de ces barbares car leurs canons mettaient en déroute d'autres barbares : les pirates chinois et japonais qui infestaient la région. Pour la Chine, les Portugais ne bénéficiaient d'aucune concession et encore moins d'une cession : ils étaient tolérés parce *que leur présence servait les intérêts* de l'Empire. Les Portugais estimaient, eux, qu'en échange de leurs services ils avaient obtenu un droit souverain sur l'enclave. C'est sur ce malentendu que Macao a prospéré et connut son « Âge d'or » jusqu'au milieu du XVIIe siècle.

Ce n'est qu'en 1887 que la Chine, affaiblie par la guerre de l'Opium et dépecée par les Britanniques et les Français (lesquels avaient caressé l'idée, inacceptable pour Londres, d'échanger Macao contre une de leurs possessions en Afrique), reconnut au Portugal l'*« occupation perpétuelle »* du territoire. Mais l'heure de gloire de Macao était passée et la petite enclave commença à s'assoupir sur les rives du Temps. Le jeu, le commerce de l'or, les trafics et la corruption allaient en faire une cité sentant le souffre. Macao, qui se déroulait comme un film jauni le long de sa baie sablonneuse, restait une ville unique par ce métissage qui fait *voisiner l'exquis théâtre Dom Pedro V*, comparable à la Fenice de Venise, et les toits recourbés du temple Lim Fong, dont le rouge vermillon semble frémir dans les effluves d'encens. Goa est une ville européenne dont l'« indianité » est absente, mais Macao avait su combiner les influences pour créer une harmonie qui lui était propre.

Le coup d'Etat du 25 avril 1974 à Lisbonne, qui jeta bas le régime Caetano, sortit brusquement ce monde suranné de sa torpeur politique. A la réception du télégramme de la junte annonçant qu'elle avait pris le pouvoir, les soldats de la garnison de Macao se retrouvèrent les armes à la main. Ils les reposèrent vite. Défendre qui contre quoi ? Personne ne réclamait rien. Le soleil se couchait sur le vaste empire colonial du Portugal, mais Macao n'avait qu'une hantise : le changement. Les jeunes officiers mandatés par Lisbonne, qui débarquèrent dans l'enclave en décembre 1974 la tête *farcie des idéaux de la « révolution* des œillets », furent déçus : personne n'attendait de « libérateurs ».

MACAO allait poser à Lisbonne un problème plus complexe que la Guinée-Bissau, le Mozambique, l'Angola ou même le Timor-Oriental, rattaché par la force à l'Indonésie : trouver une formule qui, en rompant avec le « colonialisme », soit compatible avec la « volonté » de la population chinoise, – ou plus exactement de l'élite pro-Pékin parlant en son nom. La Chine maoïste n'était pas disposée à prendre la suite du Portugal : un retour de Macao risquait, en effet, de provoquer une réaction de panique à Hongkong dont les banques et le commerce étaient essentiels à l'économie chinoise. Pékin ne voulait en aucun cas voir s'installer à ses portes un de ces régimes sociaux-démocrates abhorrés et qui, de surcroît, aurait pu « flirter » avec Moscou.

« Ces jeunes officiers et leurs idées "saugrenues" nous ont fait peur. La révolution ne s'importe pas, surtout en Chine. » C'était en 1976. L'homme qui nous tenait ces propos en sirotant un thé sur une véranda ouvrant sur la Baia Grande – et dominant sur sa droite la résidence du gouverneur portugais en contre-bas –, était le banquier Ho Yin, l'« homme de Pékin » à Macao. *« Capitaliste patriote »*, il représentait l'enclave à l'assemblée provinciale de Canton et siégeait au Congrès du peuple à Pékin. M. Ho était serein : Lisbonne venait d'accorder à Macao un statut autonome. L'enclave restait sous la législation portugaise, mais serait indépendante et le pouvoir remis à une assemblée législative désignée au suffrage indirect. Les Portugais auraient voulu des élections directes, mais Pékin avait fait valoir que la « population » préférait se prononcer par l'entremise de ses associations (une élection directe eut été un mauvais exemple pour Hongkong). Depuis, le nombre des *membres de l'assemblée est passé* à vingt-six, dont huit sont élus au suffrage direct.

« Lorsque Pékin éternue, Macao tremble, mais lorsque Lisbonne rugit, rien ne se passe. » La plaisanterie qui courait alors à Macao se confirmait. Bien que portugaise, l'enclave n'avait jamais cessé de vivre à l'heure de la Chine. Dans les rues, la propagande maoïste voisinait avec l'heure des messes et les journaux communistes étaient présents sur tous les étals.

RIEN ne s'était jamais décidé à Macao sans l'aval de la Chine : pas plus la réglementation des pétards du Nouvel An qu'une augmentation des tarifs d'électricité. En 1966-1967, les murs de Macao s'étaient couverts de journaux muraux et les émeutes de la révolution culturelle firent huit morts. Les autorités portugaises ne purent calmer les esprits qu'en promettant que, jamais plus, la police n'utiliserait les armes contre la population. Déjà, Lisbonne avait proposé de restituer Macao. *« Vous y êtes et vous y restez jusqu'à ce que l'on vous dise de partir »*, avaient répondu les Chinois. Les Portugais sont restés, mais la leçon était faite : ils n'étaient que nominalement maîtres de la place. Pour la Chine, l'enclave, plus discrète que Hongkong, était propice aux trafics et source de devises. En 1979, lors de la normalisation des relations sino-portugaises, Pékin décréta que Macao était un *« legs de l'histoire »* et que son sort serait *« réglé en temps opportun »*.

Depuis, Pékin n'a pas plus « éternué » et Macao n'a plus « tremblé ». Afin que rien n'entache cette sérénité, les Portugais ont prestement enlevé la statue équestre du gouverneur Joao Ferreira de Amaral, cravache à la main, qui trônait devant l'Hôtel-Casino Lisboa. Ce farouche patriote, qui avait perdu un bras au champ de bataille et gouverna Macao de 1846 à 1849, avait, dit-on, la facheuse habitude de cravacher les Chinois récalcitrants. Il fut tué dans une embuscade et sa tête décapitée portée en triomphe à Canton. En 1990, Pékin signifia qu'il fallait retirer cet *« inacceptable symbole du colonialisme »*.

Une autre plaisanterie résume le rapport de forces qui s'est imposé dans l'enclave depuis qu'a été décidée la rétrocession. Il y a, dit-on, trois gouverneurs : l'émissaire du Portugal est le seul à avoir le titre, mais, s'il a besoin d'argent, il doit se tourner vers un autre « gouverneur » (Stanley Ho, le milliardaire chinois qui détient le monopole des jeux) puis vers un troisième (le directeur de l'agence Chine nouvelle, ambassadeur officieux de Pékin) pour avoir la permission de le dépenser...

Depuis 1990, la Chine a massi*vement investi Macao avec ses ca*pitaux. Pour ne pas croiser le fer avec Pékin, les autorités portugaises ont laissé la bride sur le cou aux spéculateurs qui ont transformé cette cité unique en une « Sarcelles-sur-Mer » et saccagé la magnifique Baia Grande en échange de la restauration de deux cent cinquante édifices de l'âge colonial.

C'est de Chine que proviennent 50 % des investissements pour le nouvel aéroport (entré en activité en 1996) et les deux cinquièmes des dépôts bancaires. Mais fin 1993, Pékin a fermé le robinet de l'« argent facile » et la frénésie bétonneuse est retombée d'un coup : des immeubles sont inachevés et 30 000 appartements sont vides. *« Lisbonne ne dépense pas un centavo à Macao, et il fallait bien trouver un compromis avec ceux qui tirent les cordons de la bourse »*, dit un fonctionnaire portugais.

C'est depuis qu'ils savent qu'ils doivent restituer Macao que les Portugais se sont intéressés à *l'enclave. Ils se partagent en deux* courants : les partisans d'une valorisation de l'héritage humaniste et architectural d'une cohabitation sino-lusitanienne quatre fois séculaire et ceux qui veulent tirer le maximum de profits avant de plier bagages.

Du courant des « rapaces » sont symptomatiques les dérives de la Fondation Orient (Fundaçao Oriente) et la coupable complicité de célèbres architectes portugais au saccage de Macao. Créée juste avant l'accord de rétrocession, la Fondation Orient, financée sur les profits des casinos, était destinée à promouvoir la présence culturelle portugaise :

> « Lorsque Pékin éternue, Macao tremble, mais lorsque Lisbonne rugit, rien ne se passe »

elle servit en réalité à alimenter une « caisse noire » du parti socialiste de Mario Suarez. A la suite du scandale (le précédent gouverneur est poursuivi en justice à Lisbonne), Stanley Ho a suspendu des contributions (210 millions de dollars entre 1986 et 1995).

Aux termes de la déclaration de rétrocession, les Portugais ont obtenu le maintien à Macao de la législation la plus libérale d'Asie – dont un code pénal qui proscrit la peine de mort. En outre, contrairement à Hongkong, il n'y aura pas de troupes chinoises stationnées à Macao. Lisbonne a, de son côté, été plus généreuse que Londres en accordant la nationalité portugaise à tous ceux qui sont nés avant 1981. Un quart des 400 000 habitants de Macao ont un passeport portugais (dont 5 000 Portugais européens). Mais Pékin, ne reconnaissant pas la double nationalité, considère que ce document n'est valable qu'à l'extérieur : en Chine, son détenteur est chinois. Le sort des *Macaneses* (35 000), c'est-à-dire des sang-mêlé ou des personnes ethniquement chinoises mais portugaises par leur culture, est précaire. Et la majorité pense partir. Or ce sont surtout des *Macaneses* qui font tourner la machine administrative.

L'avenir des institutions comporte une autre inconnue : le Portugal a tardé à former une élite de bureaucrates (des juges, en particulier) capables de faire respecter les lois qu'il fait fébrilement traduire (98 % des habitants ne parlent pas un mot de portugais). Lisbonne mène une course contre la *montre suivie avec iro*nie par les autorités de Pékin, certaines que le temps joue en leur faveur. Ng Kuok-cheung, membre de l'assemblée législative, fait valoir que s'il n'y a pas de frictions avec Pékin sur le fonctionnement de la démocratie, c'est que celle-ci reste embryonnaire.

A ces inconnues politiques s'ajoute un autre enjeu : la place de Macao dans l'économie régionale. Une capitale du jeu comme aujourd'hui ? Un centre touristique, « Disneyland » en terre chinoise ? Une banlieue de Zhuhai, pôle d'une zone d'économie spéciale devenu une ville de 650 000 habitants ?

Une porte pour l'Europe continentale en Chine ? Confetti longtemps oublié de l'Histoire, Macao est reprise par son ressac. Vers quelle destinée l'entraîne-t-elle ?

Philippe Pons
Dessin : Barbe.

Le Monde

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

La défense en panne

LES propos de Jacques Chirac, la veille du 14 juillet, devant les chefs militaires réunis par Alain Richard au ministère de la défense, ont un double intérêt. Ils se veulent un rappel – peu discret – au gouvernement que le chef de l'Etat reste aussi celui des armées, c'est-à-dire l'ultime arbitre en matière de choix stratégiques. Ils expriment aussi un message – beaucoup plus sobre – en direction du ministre de la défense, pour lui indiquer qu'il pourra compter sur son soutien si, au sein même de l'actuel exécutif, il devait y avoir débat sur la nécessité de réduire les crédits militaires, compte tenu de la situation budgétaire.

Depuis 1996, la France est lancée dans une vaste entreprise de rénovation de sa force armée, avec la suspension du service national et la professionnalisation des unités, et de modernisation de son outil industriel de défense, avec des projets de restructuration qui touchent aussi bien la branche nationalisée que le secteur privé de l'armement.

Or, aujourd'hui, dans ces deux dossiers, l'esprit de la réforme serait plutôt en panne. Le changement de majorité n'en est pas la seule raison. Le gouvernement précédent, là comme ailleurs, a sous-estimé les obstacles de tous ordres qui se dressaient sur son chemin. La professionnalisation des armées n'est pas – maints exemples à l'étranger l'ont démontré – une mince affaire. Un regroupement des forces industrielles prend du temps parce qu'il peut s'accompagner de conséquences souvent dures sur l'emploi. Même le modèle américain, dicté par des actionnaires désireux d'obtenir des gains rapides et immédiats, prouve la nécessité d'un chef d'orchestre – en la circonstance le Pentagone – susceptible de passer les achats adéquats.

C'est tout l'enjeu du débat qui s'amorce en France, à l'heure où Lionel Jospin, faisant les comptes de la gestion de son prédécesseur, a choisi d'amputer de 1,8 milliard de francs le budget 1997 de la défense et, sans doute, de 5 à 6 milliards de francs les crédits de 1998. M. Chirac a visiblement tenu, en début de cohabitation, à rappeler qu'il ne peut pas y avoir de retour en arrière sur la programmation militaire 1997-2002, adoptée par le Parlement en 1996 et déjà fortement réduite par rapport aux besoins approuvés du temps de François Mitterrand. Sinon, c'est sa crédibilité de chef des armées qui est en cause, alors qu'il n'a cessé de répéter qu'il s'engageait personnellement à faire respecter cette loi, qui s'achève en principe avec son septennat.

Pour l'instant, M. Richard réplique sur deux modes différents à propos d'un domaine partagé de responsabilités. Non seulement, explique-t-il, le gouvernement ne s'interdit pas de pratiquer les choix qui conviendraient. Mais il ajoute aussitôt qu'il n'aborde pas la question *« uniquement par le biais de l'intendance »* et qu'il s'agit, pour lui, de maintenir la cohérence du système de défense. Une façon d'esquiver le piège que lui tend le chef de l'Etat.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*.
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs.
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

L'expansionnisme russe

LES RUSSES ont utilisé trois moyens de pénétrer dans l'économie des pays de l'Est, trois moyens qui leur ont été fournis par la situation résultant de la guerre.

Les accords de Potsdam ont autorisé chaque allié à saisir au titre des réparations les avoirs allemands qui se trouvaient dans les territoires occupés par leurs armées. La Russie se trouvait donc *ipso facto* en possession de toutes *les participations allemandes*, largement développées depuis 1938, dans les affaires économiques des pays du Danube : cette clause de Potsdam assurait déjà une place de choix à l'URSS dans l'économie danubienne.

Accroître ces participations, en obtenir de nouvelles, tels furent les objectifs de l'expansionnisme russe dans le domaine financier. Les accords de réparation fournirent aux Russes une seconde occasion. Une partie des réparations fut en effet imposée par certains des anciens satellites de l'Axe aux grandes entreprises nationales. Celles-ci s'acquittèrent de leurs obligations en cédant à l'occupant une part de leur capital.

Enfin, ultime moyen, les Russes ont profité de l'état de désorganisation économique des pays vaincus pour leur imposer, en les aidant à reconstruire leurs *industries, la formation de sociétés* mixtes englobant toute une branche économique. Dans ces sociétés, la Russie s'est assuré souvent une majorité absolue, la part russe de ces sociétés étant constituée d'une part par les avoirs allemands saisis, d'autre part par le matériel fourni par l'URSS.

Bertrand Gille
(15 juillet 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du *Monde* : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE
Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

L'ETA délégitimée

L'ORGANISATION séparatiste ETA, en tirant les deux balles qui ont mis fin à la vie de Miguel Angel Blanco Garrido, le jeune conseiller municipal enlevé le 10 juillet, vient-elle de se *« suicider »* comme l'ont écrit plusieurs commentateurs ? Sans doute pas. Mais l'écho de ces deux détonations qui ont réveillé, ne serait-ce que quelques jours, la conscience « nationale » espagnole, toujours un peu diffuse, d'un pays fortement ancré dans ses autonomies régionales, n'a pas fini de se faire entendre.

Comme l'a dit le ministre de l'intérieur du gouvernement conservateur en place, Jaime Mayor Oreja, *« Ce n'est pas seulement à l'Etat que l'on vient de s'en prendre, mais à la société espagnole toute entière. »*

En témoignent les extraordinaires rassemblements de solidarité qui, dès jeudi soir, ont jeté des centaines de milliers de protestataires dans les rues, non seulement dans les provinces basques, mais dans le pays tout entier.

La conscience nationale a été particulièrement blessée par cette « chronique d'une mort annoncée » qui, plus qu'une prise d'otage, avait tout, en raison de sa brutalité et de l'ultimatum sans délais, *« de la mise en scène d'un véritable assassinat »* (M. Mayor Oreja).

LOGIQUE DÉVOYÉE

Voire d'une « vengeance » : le 1er juillet, la Guardia Civil avait libéré un autre otage, le gardien de prison José Antonio Ortega Lara, détenu pendant 532 jours dans une cache de moins de 7 m². Quelques heures auparavant, l'ETA elle-même avait relâché un autre otage, l'avocat Cosme Delclaux, libéré après le paiement d'une rançon record d'un milliard et demi de pesetas (60 millions de francs environ).

Après avoir réussi son enlèvement « économique », l'organisation séparatiste ne pouvait-elle admettre avoir échoué dans son enlèvement « politique » ? Pour libérer le gardien de prison, l'ETA réclamait déjà au gouvernement qu'il regroupe au Pays basque les quelque 600 prisonniers proches des milieux séparatistes qu'il détient, dans des conditions d'exception, il est vrai, discutables. La même revendication que celle qui, insatisfaite et impossible à satisfaire en un aussi court délai, a entraîné l'assassinat de Miguel Angel Blanco Garrido.

UNE SOCIÉTÉ PARALLÈLE

Pourquoi cette mort préméditée du jeune conseiller municipal ? Certains l'expliquent par le besoin de l'ETA de faire savoir immédiatement que sa capacité d'action et sa volonté demeurent intactes, même si l'organisation a subi, ces derniers temps, de rudes revers. D'autres préfèrent y voir le geste désespéré d'un groupe en perte de vitesse qui doit satisfaire ses partisans, entre autres les familles de ses prisonniers, dont les exigences se font de plus en plus pressantes, sous peine de laisser le doute s'insinuer.

L'on en revient à cette notion de vengeance, de logique de pouvoir dévoyée qui ignore certaines réalités… à commencer par la démocratie espagnole. Même si cette dernière, entre certaines bavures et vexations policières, et le terrorisme d'Etat de la « sale guerre » du milieu des années 80, qui fit une vingtaine de morts dans les milieux séparatistes du sud de la France, a connu de nombreuses défaillances.

Cette logique, qui ne semble pas avoir changé depuis la dictature, s'appuie sur un mélange de revendications nationalistes et de rejet du système politique. Douze à quinze pour cent des électeurs basques y souscrivent, ceux-là mêmes qui votent, par exemple, pour Herri Batasuna, la vitrine politique de l'ETA. Un parti politique officiel qui a participé au jeu démocratique, tout en pratiquant longtemps l'art ambigu de savoir jusqu'où ne pas aller trop loin dans son soutien à l'organisation séparatiste basque.

Mais depuis quelques mois, la barrière est franchie, semble-t-il. Avant d'être en butte à l'opinion publique ulcérée qui, ces dernières heures, l'a accusé de *« complicité d'assassinat »*, Herri Batasuna a eu maille à partir avec la justice pour *« collaboration avec une bande armée »*, pour avoir diffusé, pendant les dernières élections législatives, des bandes vidéo qui faisaient la propagande de l'ETA.

Si Herri Batasuna est visée, la KAS (Coordinadora Abertzale Socialista) l'est plus encore. Cette nébuleuse qui regroupe diverses associations séparatistes est le terreau, la réserve vitale de l'ETA. Elle fonctionne comme une société parallèle, un microcosme clos de 15 % de la société basque, tourné vers le passé et qui vit en circuit fermé, avec ses combats, ses « martyrs », son syndicat (Lab), son journal *Egin*, ses bars et cafés. *« Un bubon au flanc de notre société, qui s'auto et se rétro-alimente*, confiait *au Monde* José Antonio Ardanza, le chef du gouvernement basque, *un bubon sur lequel on n'a aucune prise, mais qui empoisonne le sang de toute la société. »*

PRISES DE CONSCIENCE

D'où la tentation de certains d'aller, sous le coup de l'indignation, « arracher le bubon », attitude dangereuse qui ne pourrait que servir la logique de l'ETA. A moins – ce serait le miracle de ces trois jours d'intense solidarité – qu'au sein de Herri Batasuna, cette dernière exaction de l'ETA qui a assassiné, avec une froide ironie involontaire, *« au nom de la défense des droits de l'homme de ses prisonniers »*, ne parvienne aussi à provoquer quelques prises de conscience.

Coupée de son terreau sociologique, l'organisation séparatiste basque serait alors peut-être acculée au changement. Déjà, des voix – isolées et timides – se sont élevées dans les milieux séparatistes ; les dirigeants du vieux Parti nationaliste basque qui fut, il y a longtemps, la matrice de l'ETA, avant de devenir l'allié intéressé mais embarrassé du gouvernement conservateur, ont enfin pris leurs distances. Si l'ETA ne s'est pas suicidée, elle s'est sans doute gravement délégitimée.

Marie-Claude Decamps

AU COURRIER DU « MONDE »

LES PRÉTENTIONS DE PÉKIN

Dans la nuit du 30 juin au 1er juillet, la Chine a repris le contrôle de Hongkong. Jusqu'où iront les prétentions de Pékin ? Toutes proportions gardées, l'Allemagne de 1935 a récupéré la Sarre, dans des conditions analogues, par la négociation, l'Allemagne n'avait pas jusque-là manifesté d'ambition belliqueuse et s'était "contentée" de réprimer son opposition intérieure. Ensuite, réarmée, elle a multiplié les agressions : un pays peuplé de germanophones, l'Autriche ; un autre comprenant une forte minorité, les Sudètes de Tchécoslovaquie, enfin, un pays non allemand, la Pologne. Toutes proportions gardées, la Chine prétend, d'ores et déjà, obtenir le rattachement de Taïwan, les îles Spratly et Paracels, la mer de Chine méridionale. Elle ne renonce pas à exercer son protectorat sur l'Indochine, des incidents de frontières ont déjà eu lieu avec le Vietnam (…). Il faudra faire preuve de fermeté et de diplomatie pour persuader la Chine qu'elle peut devenir une puissance économique mondiale de premier plan sans Taïwan ni les îles de la mer de Chine. Et en faisant l'économie d'un troisième conflit, incontrôlable parce que mondial.

Michel Godet,
Neuilly-sur-Seine

MINISTRE DE LA TECHNOLOGIE

Serait-ce M. de Virieu qui a été oublié ou le ministère « Internet » (*Le Monde* du 12 juin) ? Car il semble évident que M. Allègre, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, a en charge précisément… la technologie, donc les technologies de l'information et de la communication, donc Internet (qu'il conviendrait, soit dit en passant, de ne pas confondre systématiquement avec l'ensemble du dossier informatique, dans l'éducation nationale et ailleurs !). Nous sommes nombreux à nous réjouir qu'un même ministère réunisse la recherche, la technologie et l'éducation. C'est un gage de développement dans la durée.

Jacques Baudé,
Paris

Malentendus et malentendants

suite de la première page

Est-ce qu'un ministre a le pouvoir magique de renverser cette situation, de créer solistes, orchestres, opéras exceptionnels ? Je veux prendre l'exemple de 1981 où, sur l'impulsion de Jack Lang au ministère de la culture, un certain nombre de projets capitaux ont été pensés et réalisés dans tous les azimuts : l'Opéra Bastille, la Cité de la musique à la Villette avec le Conservatoire, le Musée de la musique, la salle modulable, le Zénith. Voilà bien des outils, et des outils de premier ordre, mis à la disposition de la vie artistique dans un laps de temps remarquablement limité. Outre cette partie spectaculaire, des efforts ont été consacrés à l'enseignement, la création et la diffusion de la musique. Jamais la situation n'avait été fonctionnellement meilleure.

Mais là s'arrête le pouvoir de l'Etat. Le parallèle avec le sport est tentant : le ministre n'a pas pour tâche de créer les champions, pas plus qu'il n'en a la capacité. Pour s'en consoler, à chaque revers, revient cette formule cocasse mais bien française : perdre, peut-être, mais avec panache ! C'est vraisemblablement ce contentement de soi très séduisant qui crée le décalage entre les outils et les résultats qu'on en obtient.

La situation était-elle très différente dans le passé ? Y avait-il vraiment un âge d'or en dépit des outils défectueux ou inexistants ? Le génie, ou plus humblement le talent, naît où il veut, quand il veut, grâce aux circonstances ou en dépit d'elles. Aucune administration, fût-ce la plus vigilante, ne saurait remédier à l'inégalité du don, aux injustices du sort. Pour autant l'Etat doit-il jeter l'éponge en prenant ce prétexte pour ne pas agir ?

On se plaint soit que l'Etat ne fasse rien, ou pas assez, et laisse en déshérence son potentiel, soit qu'il en fasse trop et privilégie un art officiel aux dépens des indépendants laissés pour compte. Il est vrai que le rapport entre l'Etat et les institutions musicales revêt un caractère typiquement français qui étonne souvent, dans un bon comme dans un mauvais sens, les observateurs étrangers. Ils font volontiers remarquer qu'avec le budget dont la vie musicale dispose dans son ensemble, le niveau artistique devrait être au plus haut. Pourquoi n'est-ce pas toujours le cas, compte tenu des déficiences individuelles qui sont le lot de toute organisation globale ?

> Il faudrait que les responsables, administratifs ou artistiques, de la vie musicale, se décident à renverser le proverbe et l'adoptent sous la forme : « Le ciel t'a aidé, aide-toi ! »

Observons la situation des orchestres : on entend souvent dire que la sécurité de l'emploi crée la négligence artistique. Il est vrai que les orchestres londoniens ont une existence infiniment plus précaire et plus laborieuse que les formations parisiennes, mais les orchestres allemands ou américains ont aussi leur existence confortablement assurée. Le confort n'engendre pas forcément la baisse de niveau.

Autre argument : tout est exagérément centralisé et il existe encore, et malgré tous les efforts accomplis, une différence d'attraction entre la pléthore de Paris et le désert des régions. Si la France n'est pas l'Allemagne dans la distribution des ressources, elle se rapproche beaucoup de l'Angleterre où régions et capitale, malgré le centralisme, se situent dans un équilibre éloigné du cliché du zéro et de l'infini. Quant à la qualité individuelle, elle est au moins aussi irréprochable au même niveau que dans les autres pays ; tout au plus, comme partout, y a-t-il des hauts et des bas dans le recrutement si l'on n'y veille pas en permanence, et même la vigilance la plus sourcilleuse peut, un jour ou l'autre, se laisser tromper.

Alors, à qui la faute ? De deux ordres : artistique et administratif. Je crois que souvent l'on confond chez nous discipline et corvée. Ce n'est pas renoncer à soi que de se plier au travail collectif et reconnaître l'importance du groupe et de sa cohésion. L'éducation musicale doit y préparer de longue date : dans cet ordre d'idées, nous payons des décennies de négligence et d'incurie. En outre, la fusion d'un ensemble ne sera véritablement obtenue que si la tête artistique est vraiment, absolument responsable et capable d'assumer sur le long terme cette responsabilité ; sans un échange permanent, la vie d'un ensemble est vouée à une existence chaotique et à un niveau fluctuant. Mais à force de fluctuer, on s'enfonce et on coule…

Pour supporter ces exigences artistiques, il faut des qualités administratives très spécifiques qui sont, dans notre pays, comme dans tous les autres, extrêmement rares *et difficiles* à trouver. Former des administrateurs artistiques serait une tâche urgente. Rien n'est plus démoralisant pour un groupe qu'un manque de direction, qu'une absence de dialogue : l'activité paraît alors sans autre but véritable que d'occuper le temps de travail. Le musicien devient une sorte de courroie de transmission inerte, mal employée, ne remplissant pas sa véritable fonction. Comment veut-on atteindre, même sporadiquement, l'excellence si la motivation est absente ? Favoriser l'apprentissage de ce métier d'administrateur en développant, par exemple, des échanges avec l'étranger serait du ressort du ministère de la culture, car on ne peut apprendre que par la pratique, en observant et comparant les diverses manières de faire, selon les individus, les institutions et les pays.

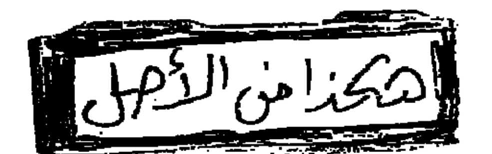
Enfin, je crois qu'il revient aux tutelles de penser à longue échéance et dans la continuité. L'alternance politique est une bonne chose, à condition qu'elle ne soit pas une succession de cassures et d'atermoiements, comme j'ai eu l'occasion de l'observer lors des deux cohabitations précédentes à propos de l'Opéra Bastille et de la Cité de la musique. La salle modulable de la Bastille n'a pu voir le jour en temps voulu. Il est probable qu'elle ne sera jamais aménagée suivant le plan originel, ce qui aurait rendu cette institution unique au monde. *Requiescat…*

Aujourd'hui, il serait dommage de ne pas compléter la Cité de la musique selon le projet initial qui prévoyait une grande salle, à l'ordre du jour jusqu'en 1993. Depuis deux ans qu'elle existe, la Cité a prouvé au quotidien la nécessité d'une nouvelle approche dans l'organisation des manifestations musicales. Tous les responsables de grandes institutions dans le monde reconnaissent la nécessité de faire évoluer les rapports entre événements musicaux et publics ; en particulier, de créer un environnement temporaire ou permanent, de telle façon qu'à la manière des musées, les publics puissent s'informer, apprendre, découvrir, regarder, entendre.

La Cité de la musique a un besoin évident, sinon urgent d'une dimension plus vaste, de possibilités élargies. Une grande salle, bien sûr, pour de grandes formations et des événements exceptionnels ; mais dans le même temps, une réflexion élargie qui prenne en compte le besoin de découverte et d'initiation des amateurs comme des professionnels afin d'en finir avec ces lieux qu'on peut assimiler à des restaurants : *« Nous ouvrons à huit heures, nous fermons à onze ; avant ou après, faites ce que bon vous semble, peu nous importe ! »*

La culture musicale et donc la fréquentation des concerts prendront un essor plus vaste lorsqu'on leur donnera des moyens qui correspondront à l'énergie du siècle. L'Etat a là son rôle à jouer, primordial. Quant aux responsables, administratifs ou artistiques, de la vie musicale, il faudrait qu'ils se décident à renverser le proverbe et l'adoptent sous la forme : *« Le ciel t'a aidé, aide-toi ! »*

Pierre Boulez



ASIE Les devises malaisienne, indonésienne et singapourienne ont été attaquées, lundi 14 juillet, après la dévaluation du peso philippin, vendredi, et la décision thaïlandaise de laisser flotter le baht, le 2 juillet. ● LE RINGGIT malaisien est tombé jusqu'à 2,5520 pour 1 dollar et il a dû être défendu par la banque centrale. En Indonésie, la marge de fluctuation de la roupie, descendue jusqu'à 2 471 pour 1 dollar, a dû être élargie. ● LA HAUSSE DU DOLLAR américain, auquel les monnaies asiatiques étaient accrochées, force ces pays à dévaluer brusquement les uns après les autres. Jusqu'ici, la politique d'ancrage au dollar avait fait bénéficier cette zone d'une grande stabilité monétaire utile à son décollage économique. ● Le JAPON s'inquiète de ces dévaluations, qui menacent ses intérêts industriels délocalisés dans la région. Tokyo veut prendre la tête des opérations de sauvetage.

La crise monétaire se propage de la Thaïlande aux autres « dragons »

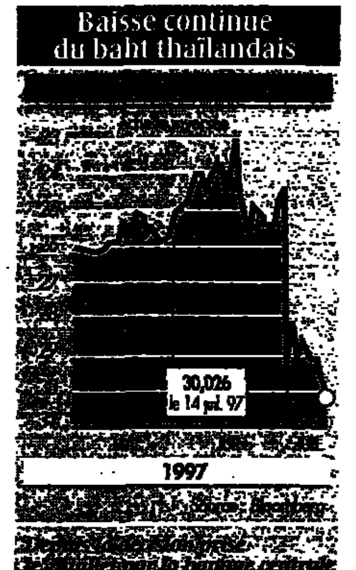
Après les devises thaïlandaise et philippine, la spéculation s'attaque au ringgit malaisien et à la roupie indonésienne. La hausse du dollar américain force les pays de la région à décrocher brutalement leurs monnaies pour les laisser flotter

LE MIRACLE économique asiatique est-il en danger ? La question commence à se poser depuis que les « nouveaux dragons » (Thaïlande, Philippines, Malaisie, Indonésie et Birmanie) sont confrontés tour à tour à une vague de défiance et de spéculation contre leurs devises. La Thaïlande, le 2 juillet, et les Philippines, le 11 juillet (*Le Monde* du 12 juillet), ont fini par céder face à la pression des marchés et laisser flotter leurs monnaies, liées auparavant à un ensemble de devises dans lequel le dollar était prédominant. Depuis la fin de la semaine dernière, c'est au tour de la Malaisie et, dans une moindre mesure, de l'Indonésie et de la Birmanie d'être victimes d'attaques massives.

Le ringgit malaisien est tombé, lundi 14 juillet, à son plus bas niveau depuis dix-sept mois face au dollar, à 2,5510 pour un billet vert. La banque centrale de Kuala Lumpur a encore relevé ses taux d'intérêt à trois mois, à 14,4 %, contre 11,1 % vendredi.

La roupie indonésienne a touché, toujours lundi, son plus bas niveau historique face au billet vert, en dépit de la décision prise vendredi par la banque centrale de Djakarta d'élargir les bandes de fluctuation de sa devise de 8 % à 12 % afin de désamorcer la spéculation. Enfin, le peso philippin a perdu à nouveau du terrain (à 29,75 pour un dollar) après avoir baissé de 11,5 % vendredi et le baht thaïlandais a encore cédé 1 %, à 30,425 pour un billet vert. Depuis le 2 juillet, la devise thaïlandaise a abandonné 24 % face à la monnaie américaine.

La crise a pris suffisamment d'ampleur pour que le Fonds monétaire international (FMI) et le Japon interviennent officiellement afin de rétablir la confiance et de garantir, notamment à la Thaïlande, l'épicentre du séisme, des garanties de refinancement de sa dette à court terme. Le FMI avait indiqué, vendredi, qu'il se félicitait de la décision prise par Manille de laisser flotter le peso et qu'il était prêt à fournir des ressources financières. Michel Camdessus, le directeur général du FMI, va recommander au conseil d'administration du Fonds d'approuver l'extension d'un crédit aux Philippines, qui vient à terme le 23 juillet et d'examiner la mise à disposition *« de ressources financières additionnelles »*.



TENTATIVES VAINES

L'institution internationale s'est montrée plus discrète sur la Thaïlande. Deux missions du Fonds sont toutefois parties pour Bangkok, chargées d'une *« assistance technique »*. Et surtout, le Japon semble avoir décidé de prendre les choses en main en annonçant déjà un soutien d'un milliard de dollars. Par ailleurs, les autorités monétaires de Singapour et de Hongkong, qui étaient déjà intervenues en mai pour tenter, en vain, de défendre le baht, auraient à nouveau injecté des capitaux pour soutenir la monnaie thaïlandaise.

« Le Japon est le dernier recours pour la Thaïlande », explique Yoka Kou, un économiste en charge de la Thaïlande à l'Institut Yamaichi Research à Tokyo. *« Le Japon est le seul pays en Asie qui peut apporter l'aide nécessaire, considérant ses réserves en devises et son influence dans les institutions internationales »*, ajoute-t-il. Le Japon est de loin le premier partenaire commercial de la Thaïlande et le premier investisseur dans ce pays.

La vague de défiance des investisseurs internationaux à l'égard des « nouveaux dragons » reflète des doutes grandissants sur la pérennité du développement économique ultra-rapide de l'Asie du Sud-Est. Le ralentissement de la croissance depuis plusieurs mois, lié à la fois à la hausse du dollar et à la mise en place de politiques monétaires et budgétaires restrictives pour éviter la surchauffe, révèle des déséquilibres structurels dans bon nombre de pays de la région. La Thaïlande en est l'exemple le plus frappant : victime à la fois d'un déficit croissant de sa balance des paiements courants, d'une baisse sensible de ses exportations et d'une grave crise immobilière et bancaire. En laissant filer sa devise, Bangkok, tout comme Manille d'ailleurs, se redonnent un peu d'oxygène en tentant de favoriser les exportations et en abaissant des taux d'intérêt trop élevés qui asphyxient leurs économies.

FUITE DES CAPITAUX

Mais en laissant filer leurs devises, ces pays prennent le risque de faire fuir les capitaux et d'avoir les plus grandes difficultés à trouver des sources indispensables de financement à l'étranger, faute d'une épargne locale suffisante. Le processus qui avait failli conduire en janvier 1995 le Mexique à la banqueroute n'est pas très différent de celui que traverse la Thaïlande aujourd'hui : une fuite des capitaux et une baisse rapide de la valeur de la monnaie qui met le pays dans une situation toujours plus difficile pour faire face aux échéances de sa dette. La dette thaïlandaise à court terme et en devises représente 50 % de son endettement total estimé 93 milliards de dollars.

Sur un plan plus fondamental, les « nouveaux dragons » doivent gérer une délicate transition qui les condamne à se lancer dans des activités économiques à plus forte valeur ajoutée. Ils subissent aujourd'hui, dans les industries grandes consommatrices de main-d'oeuvre bon marché, une concurrence très forte de pays où le niveau de vie est plus faible comme la Chine, le Vietnam, le Cambodge, le Sri Lanka et l'Inde. La mondialisation est impitoyable.

Eric Leser

Tokyo veut jouer un rôle central dans le plan de sauvetage du baht

TOKYO
de notre correspondant

Les intérêts politiques et économiques japonais en Asie du Sud-Est sont trop importants pour que Tokyo ne soit pas préoccupé au premier chef par les crises monétaires de la région. On craint, dans les milieux financiers nippons, qu'après le baht thaïlandais, puis le peso philippin le dollar de Hongkong et le dollar de Malaisie, deux monnaies elles aussi ancrées sur le dollar américain, ne deviennent les nouvelles victimes des spéculateurs.

Estimant que l'épicentre de la crise est la Thaïlande, les autorités financières japonaises ont arrêté, en concertation avec le Fonds monétaire international, une série de mesures de soutien au baht comportant des prêts de la Banque d'import-export et l'octroi par les banques privées de facilités de crédit pour un montant total de 20 milliards de dollars dont les Japonais fourniront plus de la moitié. Le programme de soutien au baht devrait être annoncé au cours de la visite à Tokyo du ministre des finances et des affaires étrangères thaïlandais les 17 et 18 juillet. La première préoccupation des Japonais est d'indiquer clairement aux marchés qu'ils fourniront au gouvernement thaïlandais les moyens de défendre sa monnaie. Tokyo veut écarter le risque d'une crise du type de celle que connut le Mexique en 1994, mais qui pourrait cette fois être d'ampleur régionale.

INTÉRÊTS MENACÉS

C'est la première fois que le Japon prend l'initiative d'un tel plan de coopération multilatérale, destiné à prévenir une crise financière régionale. *« Le Japon a tout intérêt à apparaître le leader dans le plan de stabilisation du marché financier thaïlandais, avant les Américains ou les Européens, s'il veut asseoir son rôle de puissance dominante dans la région »*, estime Minoru Tanaka, un économiste du Centre de recherche Nikko, cité par l'agence Bloomberg. Dans le cas du Mexique, ce sont les Etats-Unis qui avaient été à l'origine du plan de sauvetage de 50 milliards de dollars.

L'aggravation de la confusion monétaire en Thaïlande menace en outre directement les intérêts nippons : sur les quelques 90 milliards d'endettement extérieur de Bangkok, 30 à 40 % sont constitués par des emprunts auprès de banques japonaises. Bien que les engagements des banques japonaises en Thaïlande constituent une part importante de l'endettement de ce pays, leur montant ne représente que 1 % du total des prêts des vingt premières d'entre elles.

On craint surtout, à Tokyo, que la poursuite de l'affaiblissement du baht n'ait un effet boule de neige et n'entraîne à la baisse les autres monnaies. Or, le Japon sera directement affecté par toute perte de confiance dans les monnaies asiatiques en raison non seulement des engagements de ses banques dans la région, mais aussi des implantations de ses entreprises qui ont activement délocalisé leur production au cours des dernières années. Les fabricants d'électronique et les constructeurs automobiles nippons cherchent, depuis la semaine dernière, à se prémunir contre les risques de change et craignent qu'un affaiblissement du baht ne se traduise par une contraction de la demande intérieure. La Thaïlande est le premiers centre de production et de vente dans la région pour les entreprises japonaises, qui y ont investi deux fois plus que les Américains.

La stabilité des monnaies a été jusqu'à présent un des facteurs essentiels qui ont permis la croissance des économies des pays de la région. Accrochées au dollar américain (ce qui constituait une garantie de change pour les investisseurs étrangers), les monnaies asiatiques ont aussi été progressivement enserrées dans un carcan : la valorisation du billet vert, depuis le milieu de la décennie 1990, s'est traduite par un accroissement du déficit de leurs paiements courants et un affaiblissement de leur compétitivité internationale. Aujourd'hui, les économies d'Asie du Sud-Est doivent se dégager d'un système trop rigide, mais la transition risque d'être douloureuse. Le Japon a trop d'intérêts dans la région pour ne pas jouer un rôle central dans ce processus.

Philippe Pons

Le président du premier groupe financier russe est rattrapé par les « affaires »

MOSCOU
de notre correspondante

Vladimir Potanine, président d'Onexim, le premier groupe financier et industriel russe, a annoncé, mercredi 9 juillet, qu'il lançait la plus grosse banque d'investissement du pays, MFK Renaissance. Mais, le lendemain, le parquet a révélé l'ouverture d'une enquête le concernant, à la suite de la disparition de 237 millions de dollars (1,4 milliard de francs) de fonds budgétaires.

L'affaire, a priori exceptionnelle, n'a pourtant pas bouleversé les médias russes, de mieux en mieux contrôlés par l'oligarchie financière du pays. Les commentateurs ont simplement estimé qu'il s'agissait là d'une offensive menée par les concurrents directs de M. Potanine visant, non pas à le traduire un jour devant un tribunal, mais juste à brider ses ambitions, pour qu'il ne prenne pas trop d'avance. L'opinion courante étant qu'une telle mésaventure peut frapper chacun des nouveaux « barons » de l'économie russe ayant traversé victorieusement la furieuse aventure du passage au capitalisme.

L'ouverture d'une enquête visant M. Potanine est tout de même une première : elle porte une ombre sur un groupe unanimement considéré à Moscou comme un des plus proches du pouvoir, le plus « professionnel » et engagé en faveur des réformes (sous-entendu « honnête »). C'est la raison d'ailleurs invoquée par Boris Jordan, un américain actif sur le marché russe depuis le début des privatisations, pour expliquer pourquoi il a choisi d'associer son fonds d'investissement Renaissance Capital à celui de Vladimir Potanine, la banque MFK (*Mejdounarodnaia Finansovaia Kompania*), pour créer, à parts égales, MFK-Renaissance.

Avec un capital de 400 millions de dollars (2,4 milliards de francs), 2 milliards de dollars en actifs et 1 milliard encore en gestion, il s'agit du premier fonds d'investissement du pays, dont Vladimir Potanine sera le président et Boris Jordan le directeur exécutif. Ce dernier affirme que MFK-Renaissance sera indépendant d'Onexim. Mais l'affirmation est peu crédible : le poids et l'influence du groupe sont trop lourds.

A trente-six ans seulement, Vladimir Potanine semble à la fois intouchable et incontournable. Ancien jeune bureaucrate du commerce extérieur soviétique, il a fondé la plus grosse banque privée, Onexim, et la huitième, MFK. C'est lui qui a eu l'idée de baptiser « prêt » la privatisation en 1995 – par une poignée choisie de banquiers et à prix symbolique – des sociétés géantes travaillant pour l'exportation (de pétrole et de métaux essentiellement). Lui-même a hérité du contrôle de Norilsk-Nickel, de Sidanco (quatrième société pétrolière) et, finalement, de sept des vingt premières sociétés russes, donnant 56 % de la production industrielle du pays (et une part plus forte encore de ses exportations), selon un décompte de l'hebdomadaire *Expert*. C'est ce banquier devenu industriel qui fut nommé au gouvernement, à la suite de la réélection de Boris Eltsine, comme premier-vice premier ministre. Et c'est lui qui aurait alors transmis un ordre, reçu, dit-il, du président Eltsine et du premier ministre, de financer une vente de Mig 29 à l'Inde, une affaire qui fait aujourd'hui scandale.

Car le contrat en question avec l'Inde ne fut jamais signé, mais 237 millions de dollars sont bel et bien partis du ministère des finances et ont transité par diverses banques – dont la MFK – avant de disparaître. Les ordres de transfert étaient signés par un jeune vice-ministre des finances, Andreï Vavilov, occupant fermement ce poste stratégique durant cinq ans et sous une demi-douzaine de ministres. Son nom revenait constamment comme gérant du financement occulte de la campagne présidentielle ou comme sélectionneur des banques autorisées à gérer des fonds du budget – une des grandes sources de leur bien-être.

« Index de criminalité »

Rien ne met plus en fureur les « nouveaux Russes » que la tendance des Occidentaux à juger qu'une grande partie des banques du pays (449, selon le dernier chiffre) est contrôlée par la mafia. Une société américaine, Thomson BankWatch, commercialise ainsi un *« index de criminalité »* de ces banques, classées comme *« extrêmement »*, *« moyennement »* ou *« pas trop »* criminelles. Ses critères se fondent sur l'épaisseur de la porte d'entrée blindée, le nombre de porteurs de kalachnikovs dans les vestibules ou de mini-jupes dans les bureaux.

Cette vision semble aujourd'hui dépassée. Si le nombre de dirigeants d'une banque à avoir été assassinés reste une bonne mesure en la matière, elle ne concerne plus que les banques du bas de la liste, toujours impliquées dans des trafics de drogue ou la prostitution. On affirme, à Moscou, sans que cela puisse être vérifié, que les « grandes » banques n'y ont pas, ou plus, d'intérêt.

PRONOSTICS PEU ALARMANTS

On raconte que c'est un banquier éconduit qui aurait été à l'origine de la bombe qui a détruit l'hiver dernier la Mercedes de M. Vavilov, garée au pied du ministère des finances. C'est seulement en mars dernier, quand le titulaire du portefeuille des finances, Anatoli Tchoubaïs, devint « l'homme fort » du pays, que M. Vavilov en fut enfin écarté. Mais il devint aussitôt président de la MFK... Peu auparavant, son ami Vladimir Potanine avait aussi quitté le gouvernement, pour retrouver, tout naturellement, la présidence du groupe Onexim-MFK. Un journal officiel du gouvernement, *Rossiiskaïa Gazeta*, affirme maintenant que ce départ, à l'époque inexpliqué, était lié à cette affaire des Mig fantômes. MM. Potanine et Vavilov (ainsi que le directeur du consortium MAPO fabriquant ces avions, renvoyé à l'issue d'épisodes rocambolesques), devaient être interrogés par le parquet.

Mais les pronostics ne sont pas alarmants pour eux : chacun pense que tout finira par s'arranger, que les 237 millions seront retrouvés et que l'avenir de la banque commerciale Onexim, comme celle du fonds d'investissement MFK-Renaissance, n'est pas menacé. Même si M. Vavilov, en congé en France, a quitté la présidence de la MFK pour occuper un poste plus discret dans le groupe.

Ses rivaux ne lâcheront pourtant pas prise de sitôt. Notamment Boris Berezovski, un autre « baron » qui occupe officiellement un seul poste : celui – gouvernemental – de vice-président du Conseil de sécurité russe... Onexim a récemment tenté de lui arracher le contrôle de la société pétrolière Sibneft, de même qu'il tenta de faire entrer M. Vavilov au conseil d'administration du géant Gazprom, chasse gardée de la « vieille garde » proche du premier ministre et, désormais, de M. Berezovski. Cet autre clan n'a pas apprécié les tentatives d'Onexim d'empléter sur les partages initiaux et il aurait appelé à sa rescousse le parquet, par l'intermédiaire du président de la Banque centrale.

Cet épisode montre encore une fois que l'instrument politique reste perçu, dans l'oligarchie, comme étant le plus efficace pour la conduite de ses affaires privées. Ses membres, privés de capitaux suffisants pour assainir, restructurer et moderniser les vieilles entreprises endettées qu'ils contrôlent, continuent à vouloir s'en arracher des morceaux en jouant des coudes autour du pouvoir. Anatoli Tchoubaïs a beau affirmer que les conditions sont maintenant réunies pour inciter les banques à investir dans les entreprises acquises et leur permettre d'attirer des capitaux étrangers, la réalité dément ces pronostics.

Sophie Shihab

Nouvelle stratégie pour LVMH

BERNARD ARNAULT, le PDG de LVMH, aurait modifié sa stratégie face à la fusion prévue des groupes britanniques Guinness et Grand Metropolitan, selon le *Daily Telegraph* daté du 12 juillet. L'entreprise de luxe française, qui détenait déjà 14,2 % du capital du brasseur, a acquis 6,3 % de GrandMet depuis l'annonce, le 12 mai, de ce projet de mariage. Selon M. Arnault, cette fusion rapprocherait des activités – boissons alcoolisées, restauration rapide, agro-alimentaire – qui ne sont pas suffisamment complémentaires. Le 2 juillet, M. Arnault a rencontré ses homologues de Guinness et de GrandMet, Tony Greener et George Bull, et leur a proposé une fusion à trois, mais seulement dans le secteur des alcools.

Cette base de négociation, à en croire le quotidien britannique, ne serait plus d'actualité. M. Arnault proposerait désormais de scinder sa filiale Moët-Hennessy, dont Guinness détient 34 % : LVMH prendrait le contrôle total de la branche champagnes (Moët), tandis que Guinness récupérerait celui des cognacs. Coïncidence, un nouveau patron a été désigné par LVMH, vendredi 11 juillet, pour diriger les cognacs Hennessy : Christophe Navarre (groupe Interbrew) remplacera dès le 1er août l'actuel président du directoire, Henri de Pracomtal, membre de la famille fondatrice, qui dirigeait la société depuis cinq ans. Ce dernier se met « à son compte » et rachète à LVMH deux affaires de tonnellerie, Taransaud et Garnier, fournisseurs de la maison Hennessy.



TOUR DE FRANCE 97 Le peloton du Tour de France devait vivre, lundi 14 juillet, sa première journée de montagne. Au programme de l'étape Pau-Loudenvielle, 182 km, et quatre cols – le Soulor (1 474 m), le Tourmalet (2 114 m), Aspin (1 489 m) et Val-Louron-Azet (1 580 m). Jusque-là, les grimpeurs candidats au maillot à pois, très discrets, ont laissé toute la place aux sprinteurs. Ainsi, samedi 12 juillet, à Bordeaux, et dimanche 13 juillet, à Pau, c'est l'Allemand Erik Zabel (Telekom) qui s'est imposé après avoir été déclassé pour sprint irrégulier, vendredi 11 juillet à Marennes. Le maillot jaune était toujours la propriété de Cédric Vasseur (Gan), qui s'attend à le céder bientôt.

Après un dernier rush des sprinters, les montagnards sont là

Marennes-Bordeaux-Pau. Avant d'aborder les Pyrénées, le Tour de France s'est offert deux arrivées au sprint, à Bordeaux, samedi 12 juillet, et à Pau, dimanche 13 juillet. Les deux ont été remportées par l'Allemand Erik Zabel (Telekom), que la montagne devrait replonger dans l'anonymat

PAU
de notre envoyé spécial

Le sprint obéit à la théorie du chaos. Happé à plus de 70 km/h, un peloton se ruant vers la ligne d'arrivée donne l'impression du plus parfait désordre. Sa route paraît erratique. Les particules de matière se meuvent selon des trajectoires incohérentes. Elles se croisent, se frôlent, s'entrechoquent. Finalement, l'une d'elles se retrouve sur un podium, les bras chargés de fleurs. Alors il se révèle que tout cela devait avoir un sens. On repasse le ralenti et tout s'éclaire : derrière l'imbroglio de corps et de vélos se découvre une rigoureuse organisation.

« Un sprint, ce n'est pas A + B = C : il y a de multiples aléas », explique Claudy Criquiélion, l'ancien coureur belge reconverti dans l'encadrement de Mapei. Voire ! La manière dont l'équipe Telekom a mené, dimanche 13 juillet à Pau, le sprint du vainqueur, Erik Zabel, a semblé répondre à un modèle mathématique. Dans un ordonnancement impeccable, Jan Ullrich, Bjarne Riis, Rolf Aldag se sont succédé en tête du peloton, augmentant la cadence à chaque relais. A 100 mètres de l'arrivée, Giovanni Lombardi, l'avant-dernier étage de la fusée, s'est éteint à son tour, s'écartant de la trajectoire. Erik Zabel pouvait commencer à pédaler...

L'équipe allemande n'avait pas procédé différemment la veille à Bordeaux, pour un résultat identique. André Darrigade ne peut que constater l'évolution. *« En équipe de France, j'étais d'abord là pour aider Louison Bobet ou Jacques Anquetil*, raconte celui qui l'emporta sur les bords de la Garonne en 1964. *Dans les sprints, je devais me débrouiller tout seul. Aujourd'hui, c'est bien différent. »*

La mainmise de la formation de Walter Godefroot sur les 5 derniers kilomètres a été facilitée par les commissaires, après l'embrouillamini du sprint de Marennes, vendredi 11 juillet. Horions et bidon volèrent bas. Erik Zabel y perdit la victoire, déclassé, mais également un adversaire coriace, le Belge Tom Steels (Mapei), exclu de la course. Le lendemain, l'Italien Mario Cipollini (Saeco) abandonnait, blessé au genou.

En moins de vingt-quatre heures, l'Allemand revêtu du maillot vert se trouvait débarrassé de deux gêneurs. Quai Louis-XVIII à Bordeaux puis rue du Marquis-de-Béarn à Pau, Erik Zabel et Telekom se retrouvaient sur une voie royale.

LA FRONDE

Mais les plus judicieux agencements n'aboutiront jamais qu'à laisser à 100 mètres de la ligne une poignée d'hommes mesurer leur force, coude contre coude, watts contre watts. Mario Cipollini avait dicté sa loi au début de l'épreuve. Erik Zabel prétend le faire depuis son retrait. Mais, dimanche, le public a assisté à une fronde. Nicola Minali (Batik-Del Monte) et Jeroen Blijlevens (TVM) n'ont rien cédé, ou si peu, à leur adversaire. L'épaisseur d'un boyau séparait les trois hommes sur la ligne. Les juges à l'arrivée eurent d'ailleurs recours à la photo-finish.

A Pau, le Tour de France s'est décidé une dernière fois dans l'infiniment petit. Lundi 14 juillet, il devait commencer à se jouer dans l'infiniment grand. Le peloton attaquait tout de go un gros morceau de Pyrénées, avec quatre cols dont le Tourmalet (2 114 m). Que le relief se bombe, et les écarts se creusent, c'est connu.

Lundi soir, on devait en savoir un peu plus sur le sort de cette 84e édition. Et le maillot jaune, porté jusque-là par Cédric Vasseur (Gan), pourrait bien changer de titulaire. Les prétendants ? On ne sait pas grand- chose sur eux. On les croit pourtant nombreux, à observer la bagarre qui a régné ces temps derniers dans le peloton.

Par tradition, lors des arrivées au sprint, ceux qui lorgnent sur le classement général tentent de se placer à l'avant du peloton, entre la vingtième et la quarantième place. Un coup d'oeil quotidien au classement des étapes le confirme. Ainsi évitent-ils à la fois la trouble lutte des sprinters et les cassures qui peuvent faire perdre de précieuses secondes.

Des capitaines de route tentent donc de les faire remonter coûte que coûte à l'approche de l'arrivée. Richard Virenque et Laurent Dufaux (Festina) sont ainsi guidés par Neil Stephens et Gianluca Bortolami. Abraham Olano (Banesto) est chaperonné par Marino Alonso ou Angel Casero. Bjarne Riis reçoit l'aide de Christian Henn. *« L'an dernier, ils étaient deux avec lui sur le plat*, explique Walter Godefroot, directeur sportif de Deutsche Telekom. *Cette année, il n'y en a plus qu'un : entre Riis, Ullrich et Zabel, il y a beaucoup de monde à protéger dans l'équipe. »*

CINQUANTE POUR VINGT PLACES

En fait, chaque escouade engagée a son leader, qu'elle entend mettre à l'abri. Le calcul est rapide : vingt-deux formations avec un patron encadré d'un ou deux gardes du corps, cela fait près de cinquante personnes qui se chamaillent une vingtaine de places. *« Les vingt gars qui participent au sprint plus ceux qui emmènent leur leader, cela fait beaucoup de monde à vouloir être devant »*, confirme Jean-Cyril Robin (US Postal).

D'où d'incessants doublements qui rendent le peloton extrêmement nerveux et multiplient les risques de chutes. Ces dernières se produisent régulièrement aux environs de la trentième place, là où se posent justement ces questions de préséance. Aussi leurs victimes se trouvent-elles être souvent gens d'importance (Tony Rominger, Alex Zülle, Evgueni Berzine, Ivan Gotti, Mario Cipollini). Encore ne parle-t-on pas ici de ceux qui ont simplement perdu du temps dans ces incidents de course, comme Bjarne Riis ou Luc Leblanc (Polti).

« Ça frotte aussi dur parce qu'il y a des gars qui veulent être devant alors qu'ils n'ont aucune chance au classement général », explique Richard Virenque (Festina), lui-même piégé dans une chute, samedi. *« Jusqu'à l'année dernière, il y avait les équipes de sprinters et, derrière, l'équipe Banesto qui protégeait Indurain*, estime Bruno Roussel. *Aujourd'hui, il n'y a plus de hiérarchie, et comme la route n'appartient à personne... »* Mais le directeur sportif de Festina sait que les Pyrénées auront tôt fait de remettre chacun à sa vraie place : *« A partir de lundi, ce problème ne se posera plus. »* Les favoris vont enfin pouvoir prendre leurs distances.

Benoît Hopquin

Le baroud de Ludovic Auger

Il y a les jours « sans » et les jours « avec ». Ludovic Auger peinait depuis le départ de Rouen en queue du peloton (*Le Monde* du12 juillet). Dimanche 13 juillet, le coureur de Big Mat-Auber 93 s'est enfin réveillé avec des jambes. Il s'est donc lancé dans une échappée de 86 kilomètres en compagnie de l'Italien Fabio Baldato

(MG-Technogym). Repris par le peloton, il a terminé dans un groupe d'attardés, à près de huit minutes du vainqueur. Ludovic Auger est donc toujours dernier du classement général. Après ce long effort, il a en outre, selon Stéphane Javalet, son directeur sportif, *« hypothéqué ses chances dans la montagne »*. Mais la lanterne rouge aura au moins pu montrer qui il était.

La route s'élève, Peter Luttenberger respire

PAU
de notre envoyé spécial

En huit jours de course, la route du Tour de France a culminé à seulement 290 m au-dessus du niveau de la mer, en haut de la côte de Bellevue, lors de la 3e étape disputée entre Vire et Plumelec. Visiblement impatients d'en découdre, quelques-uns des génies des cimes se sont offerts une petite sortie à l'avant du peloton, dimanche 13 juillet, dans les plaines du Béarn : Richard Virenque (Festina) ou Peter Luttenberger (Rabobank) avaient sans doute autant envie de se montrer que de tester leur forme du moment.

D'autres, demeurés en retrait, n'en pensaient pas moins : *« Les sprinters ont eu une semaine pour jouer à 100 %, mais maintenant c'est à nous d'y aller »*, se réjouissait Jean-Cyril Robin, le meilleur avaleur de bosses de l'US Postal , à l'arrivée de Pau, dimanche. *« Mais*, ajoutait-il aussitôt, *aucun grimpeur n'est capable de dire aujourd'hui s'il se sent au top de sa forme. La semaine écoulée a été trop nerveuse, nous avons utilisé des gros braquets pendant longtemps, cela pourrait provoquer des surprises en montagne. »*

Ce climat d'incertitude a fait l'affaire d'au moins un homme, qui, au départ de Rouen, n'avait, lui, rien à cacher de son état de forme : blessé deux fois en début de saison, l'Autrichien Peter Luttenberger, cinquième l'année dernière pour sa première participation au Tour, à l'âge de vingt-trois ans, était incapable d'estimer ses propres chances.

Comme toutes les étoiles du peloton, ce grimpeur de grand talent avait pourtant misé toute sa saison sur le Tour de France : *« C'est l'épreuve la plus prestigieuse au monde et c'est aussi le seul endroit où on peut faire de l'argent »*, explique-t-il sans fausse pudeur.

ENFIN LEADER

Après sa bonne prestation dans le Tour 1996, il avait quitté l'Italie pour la principauté monégasque. Malheureux au sein de la Carrera italienne, où Claudio Chiapucci, même sur le déclin, faisait encore trop d'ombre à ses ambitions, Peter Luttenberger, le premier cycliste autrichien de renom, a mis à profit sa gloire naissante pour signer un confortable contrat de deux ans avec les Hollandais de Rabobank (la banque néerlandaise prendrait à sa charge son salaire annuel de trois millions de francs).

Ayant obtenu la place convoitée, celle de leader, le jeune champion de Saint-Peter-am-Ottersbach n'a pas manqué de préciser à ses nouveaux employeurs que rien ne pourrait le détourner de son unique objectif : réussir un bon Tour. Deux chutes graves ont malheureusement contrarié la préparation de Peter Luttenberger. La première, au Tour de Méditerranée, l'a éloigné des pelotons pendant trois semaines dès le début de l'année cycliste. A peine rétabli, il est de nouveau tombé pendant la Semaine catalane. Atteint au cartilage du genou gauche, il a été contraint d'effectuer une nouvelle escale imprévue dans son parcours d'initiation au Tour.

Chez lui, à Monaco, il a tenté de nier l'évidence, mais une sortie à vélo d'une heure l'a convaincu de l'étendue des dégâts. *« N'importe quelle ménagère pourrait courir plus vite que moi en ce moment »*, se lamentait-il. Incrédule, il a alors entendu le médecin de l'AS Monaco lui conseiller d'oublier sa bicyclette pendant trois semaines. La nouvelle ne lui plaisant guère, il est allé consulté du côté de Brescia, en Italie : le diagnostic étant identique, il a pris son mal en patience en se livrant à son passe-temps favori, zapper devant l'une des cent chaînes de télé qu'il capte de son appartement, en espérant tomber sur un film de son héros favori, Arnold Schwartzenegger. Ces déconvenues ont altéré sa préparation, mais pas son moral. Peter Luttenberger, toujours concentré, tendu vers son but, est réputé pour sa force de caractère. *« Il sait ce qu'il veut, il ne veut pas perdre son temps »*, observent ses proches. Au printemps, il n'a pas hésité à se relancer chez les amateurs autrichiens, avant d'enchaîner sur le Tour de Romandie et de défendre son titre de vainqueur du Tour de Suisse 1996, sa meilleure performance à ce jour.

Le leader des Rabobank est ensuite arrivé sur le Tour de France à court de condition et de compétition, mais cela ne semble guère l'affecter. Il s'est tenu sagement à l'écart des bagarres de la première semaine, *« étrange »* selon lui. Il a su éviter toutes les chutes, moins une, celle qui a précédé l'arrivée à Bordeaux, samedi 12 juillet. Il y a perdu environ cinquante secondes, mais toujours pas sa détermination. Il aborde la montagne sans complexe, avec la volonté de rééditer sa performance de l'an passé, éventuellement en mieux : *« Je préfère*, dit-il, *terminer à une bonne place au général plutôt que de gagner une étape. »*

Eric Collier

RÉSULTATS

7e étape (194 km)
Marennes-Bordeaux

1. E. Zabel (All., TEL), en 4 h 11 min 15 s ; 2. J. Kirsipuu (Est., CSO) ; 3. J. Blijlevens (PB, TVM) ; 4. R. McEwen (Aus., RAB) ; 5. M. Strazzer (Ita., ROS) ; 6. F. Simon (Fra., GAN) ; 7. H. Vogels (Aus., GAN) ; 8. F. Moncassin (Fra., GAN) ; 9. N. Jalabert (Fra., COF) ; 10. M. Traversoni (Ita., MER) ; 11. G. Fraser (Can., MUT) ; 12. N. Minali (Ita., BAT) ; 13. A. Tchmil (Ukr., LOT) , 14. F. Baldato (Ita., MAG) ; 15. D. Etxebarria (Esp., ONC) ; 16. M. Jemison (EU, USP) ; 17. T. Hamilton (EU, USP) ; 18. V. Djavanian (Rus., ROS) ; 19. C. Vasseur (Fra., GAN) ; 20. C. Moreau (Fra., FES). m. t., etc.

Bonifications : E. Zabel (All., TEL), 20 s ; J. Kirsipuu (Est., CSO), 12 s ; J Blijlevens (PB, TVM), 8 s. A. Baffi (Ita., USP), 6 s ; M. Saligari (Ita., CSO), 4 s ; F. Vanzella (Ita., FDJ), 2 s.

8e étape (161,50 km)
Sauternes-Pau

1. E. Zabel (All., TEL), en 3 h 22 min 42 s ; 2. N. Minali (Ita., BAT) ; 3. J. Blijlevens (PB, TVM) ; 4. F. Moncassin (Fra., GAN) ; 5. L. Aus (Est., CSO) ; 6. G. Fagnini (Ita., SAE) ; 7. A. Tchmil (Ukr., LOT) ; 8. M. Strazzer (Ita., ROS) ; 9. N. Jalabert (Fra., COF) ; 10. A. Baffi (Ita., USP) ; 11. G. Lombardi (Ita., TEL) ; 12. F. Simon (Fra., GAN) ; 13. M. Traversoni (Ita., MER) ; 14. R. McEwen (Aus., RAB) ; 15. H. Vogels (Aus., GAN) ; 16. G. Bortolami (Ita., FES) ; 17. N. Loda (Ita., MAG) ; 18. T. Gouvenou (Fra., BIG) ; 19. P. Van Hyfte (Bel., LOT) ; 20. R. Aldag (All., TEL), m.t., etc.

Bonifications : E. Zabel (All., TEL), 28 s , N. Minali (Ita., BAT), 12 s ; J. Blijlevens (PB, TVM), 8 s ; L. Auger et C. Mengin (Fra., FDJ), 6 s ; S. O'Grady (Aus., GAN), F. Baldato (Ita., MAG) et D. Baranowski (Pol., USP), 4 s ; E. Dekker (PB, RAB) et R. Virenque (Fra., FES), 2 s.

Classements

Classement général : 1. C. Vasseur (Fra., GAN), en 41 h 46 min 4 s ; 2. E. Zabel (All., TEL), à 1 min 21 s ; 3. C. Boardman (GB, GAN), à 2 min 54 s ; 4. J. Ullrich (All., TEL), à 2 min 56 s ; 5. S. O'Grady (Aus., GAN), à 2 min 59 s ; 6. F. Moncassin (Fra., GAN), à 3 min 04 s ; 7. A. Olano (Esp., BAN), à 3 min 4 s ; 8. L. Jalabert (Fra., ONC), à 3 min 6 s ; 9. O. Camenzind (Sui., MAP), à 3 min 22 s ; 10. D. Rebellin (Ita., FDJ), à 3 min 24 s ; 11. F. Andreu (EU, COF), à 3 min 38 s ; 12. D. Etxebarria (Esp., ONC), à 3 min 42 s ; 13. F. Vandenbroucke (Bel., MAP), à 3 min 50 s ; 14. B. Riis (Dan., TEL), à 3 min 59 s ; 15. P. Lino (Fra., BIG), à 4 min 09 s ; 16. B. Hamburger (Dan., TVM), à 4 min 11 s ; 17. P. Luttenberger (Aut., RAB), à 4 min 13 s ; 18. N. Minali (Ita., BAT), à 4 min 14 s ; 19. V. Ekimov (Rus., USP), à 4 min 17 s ; 20. M. Traversoni (Ita., MER), à 4 min 21 s ; 21. D. Nardello (Ita., MAP), à 4 min 22 s ; 22. F. Simon (Fra., GAN), à 4 min 25 s ; 23. J.-C. Robin (Fra., USP), à 4 min 25 s ; 24. R. Virenque (Fra., FES), à 4 min 26 s ; 25. H. Vogels (Aus., GAN), à 4 min 27 s ; 26. F. Benitez (Esp., KEL), à 4 min 29 s ; 27. F. Escartin (Esp., KEL), à 4 min 30 s ; 28. S. Heulot (Fra., FDJ), à 4 min 32 s ; 29. L. Madouas (Fra., LOT), à 4 min 38 s ; 30. L. Dufaux (Sui., FES), à 5 min 4 s , etc.

Classement par points : 1. E. Zabel (All., TEL), 236 pts ; 2. F. Moncassin (Fra., GAN), 169 ; 3. J. Blijlevens (PB, TVM), 159 ; 4 N Minali (Ita., BAT), 121 ; 5. R. McEwen (Aus., RAB), 112, etc.

Classement de la montagne : 1. L. Brochard (Fra., FES), 47 pts ; 2. C. Saugrain (Fra., COF), 11 ; 3. A. Kasputis (Lit., CSO), 10 ; 4. F. Vanzella (Ita., FDJ), 8 ; 5. M. Saligari (Ita., CSO), 6, etc.

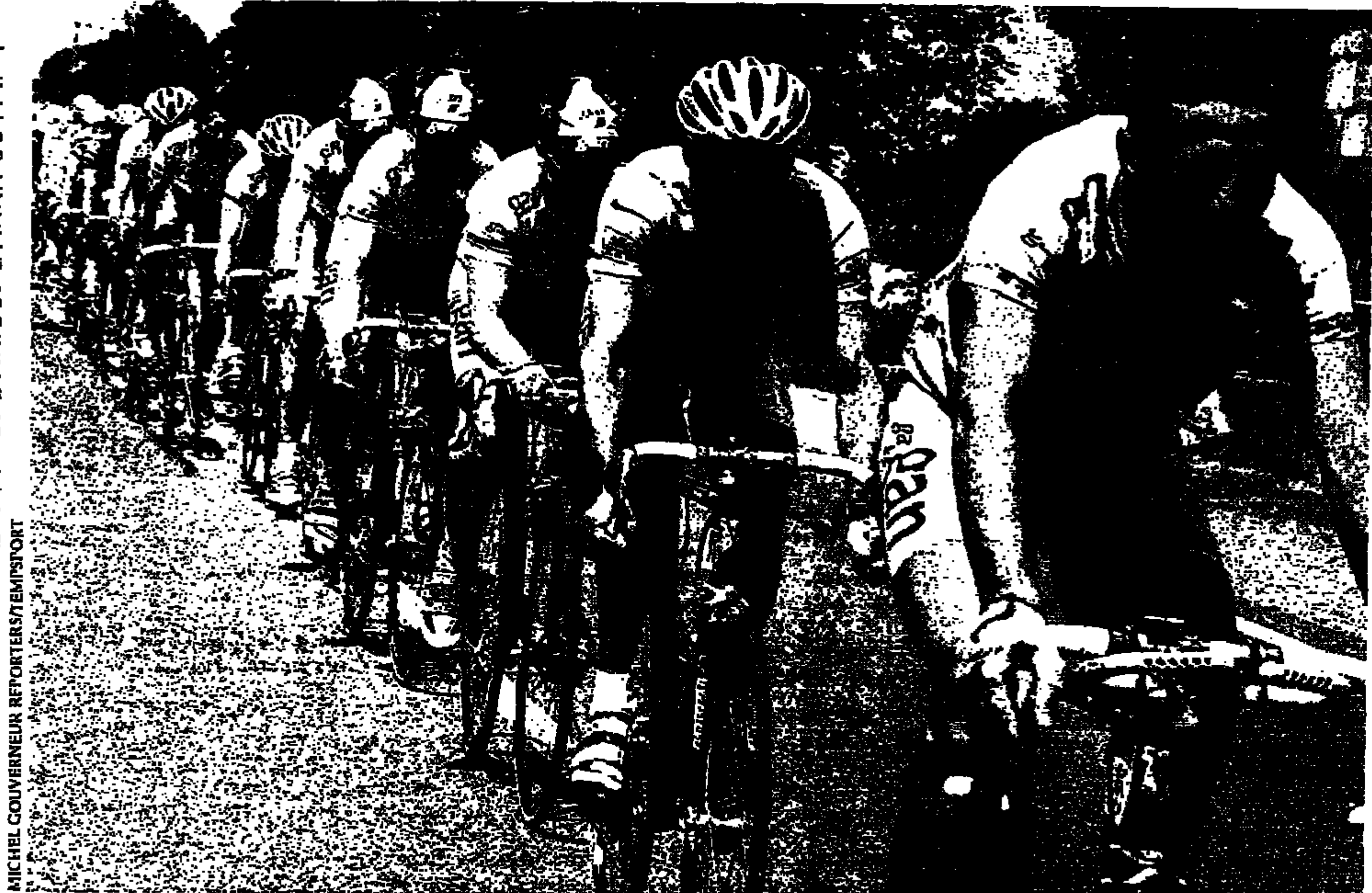
Classement par équipes : 1. GAN, en 125 h 25 min 43 s ; 2. Telekom, à 3 min 38 s ; 3. US Postal Service, à 3 min 42 s , 4. Casino, à 4 min 29 s ; 5. Mapei, à 5 min 10 s, etc.

Abandons

Septième étape : L. Van Bon (PB, RAB) ; E. Berzine (Rus., BAT) ; I. Gotti (Ita., SAE) ; M. Cipollini (Ita., SAE).

Abréviations

Telekom (TEL), Festina (FES), Mapei-GB (MAP), Once (ONC), MG Technogym (MAG), Polti (PLT), Cofidis (COF), Gan (GAN), TVM (TVM), Saeco-Estro (SAE), Rabobank (RAB), Casino-C'est votre équipe (CSO), Batik-Del Monte (BAT), La Française des Jeux (FDJ), Rosicotto-ZG Mobili (ROS), Banesto (BAN), Lotto-Mobistar-Isoglass (LOT), Kelme-Costa Blanca (KEL), Mercatone Uno (MER), US Postal Service (USP), La Mutuelle de Seine-et-Marne (MUT), Big Mat-Auber 93 (BIG).



MICHEL GOUVERNEUR REPORTERS/TEMPSPORT

En file par 9

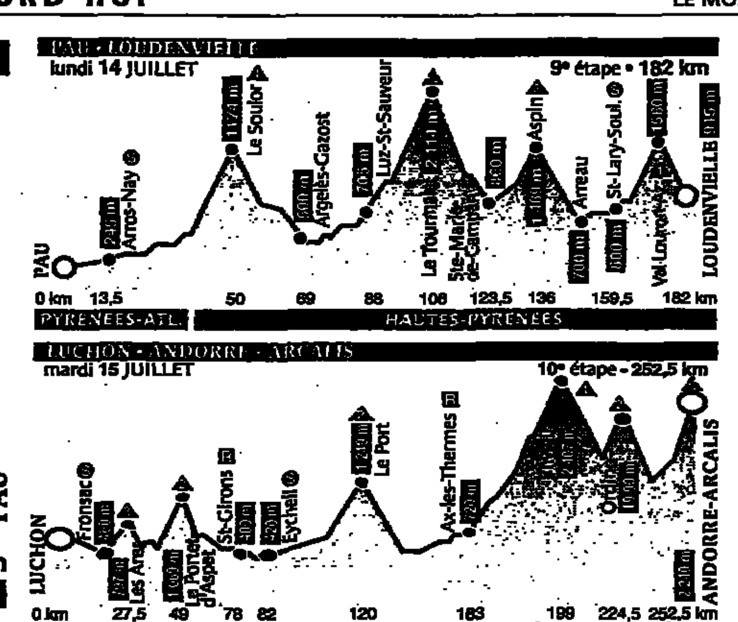
Cédric Vasseur est l'heureux porteur du maillot jaune depuis son échappée victorieuse vers La Châtre, jeudi 10 juillet. Lui et ses huit coéquipiers de la formation Gan (si l'un est masqué sur notre photo, il ne s'est pas caché !) ont compté parmi les grands animateurs de la première semaine du Tour de France. Alors que le peloton s'attaque à la montagne au jour de la fête nationale, le souriant leader sait bien qu'il lui sera difficile de conserver la précieuse tunique un cinquième jour de rang. Les Pyrénées et leurs grands cols vont permettre aux favoris (et aux grimpeurs) de s'expliquer à leur tour.

SAUTERNES • PAU
dimanche 13 JUILLET — 8e étape • 161,5 km

SAUTERNES 0 km — Villandraut 25 m 8,5 — Luxey 90 m 36,5 — Brocas-les-Forges 90 m 62 — Mont-de-Marsan 60 m 80,5 — Saint-Sever 90 m 100 — Auga 240 m 140,5 — Sauvagnon 280 m — PAU 161,5 km

GIRONDE — LANDES — PYRENEES-ATL.

CATÉGORIE DU COL — SPRINT — RAVITAILLEMENT



Les chaussures Kelme ont trouvé équipe à leur pied

L'équipementier espagnol veut assurer la relève du cyclisme ibérique

PAU
de notre envoyé spécial

Leur immuable maillot à rayures verticales vertes et blanches évoque plutôt une équipe de football, ce qui n'a rien de surprenant quand on sait que leur patron équipe le Real de Madrid. Les longues échappées en montagne sont leur spécialité. Voici Kelme-Costa Blanca, troisième équipe espagnole après Banesto et Once, mais première en ancienneté. Kelme a fait son apparition dans le peloton en 1980 : un record.

L'histoire de Kelme sur la Grande Boucle est donc déjà longue. Et riche. En victoires d'étape, parfois paradoxales. Les deux dernières eurent, en effet, pour théâtre... la plaine. Francisco Cabello s'était, contre toute attente, imposé à Brighton, en 1994, à l'occasion du passage du Tour en Angleterre. En 1996, c'est le Colombien « Chepe » Gonzales, qui avait émergé, à Valence, d'un groupe d'échappés dont il était le parent pauvre. Mais son heure de gloire, Kelme la connut en 1988, avec la montée sur le podium des Champs-Elysées, du fameux Fabio Parra, formidable grimpeur au visage d'Amérindien, vainqueur, cette année-là, à Morzine.

L'an passé, Kelme avait également défrayé la chronique du Tour. Alvaro Pino, son directeur sportif, quarante ans, ancien vainqueur du Tour d'Espagne, avait, dans les Pyrénées, envoyé au décor la moto d'un photographe. S'en était suivie une « historique » journée de grève. Vainqueur à Hendaye, l'anonyme Bart Voskamp n'avait donc pas eu droit à sa photo dans le journal et était reparti tout aussi inconnu le lendemain.

Depuis, Miguel Indurain s'en est allé. Le roi du Tour n'aura jamais roulé pour Kelme, qui lui fit tout de même une proposition d'embauche (comme à Olano), en fin d'année dernière, à tout hasard. Mais Indurain était espagnol et le départ d'un tel champion n'est jamais sans conséquence. Du régime monarchique, le cyclisme ibérique est passé, en 1997, à la démocratie. Si, durant cinq ans, il n'exista qu'un seul coureur de l'autre côté des Pyrénées, c'est aujourd'hui toute une génération de talents qui prend le relais, *« aussi brillante que la mienne »*, estime Pedro Delgado, vainqueur du Tour en 1988 et contemporain des Lejaretta, Gorospe, Pino (Alvaro), Martinez-Oliver, Ruiz-Cabestany et autres Chozas, tous vainqueurs d'étape sur la Grande Boucle.

Oui, il y a une vie après Indurain, et particulièrement chez Kelme, avec Juan Carlos Dominguez, vingt-six ans, un des hommes du début de saison, lauréat des Tours de Valence et de Murcie ; avec Jose Luis Rubiera, vingt-quatre ans, vainqueur d'étape sur le dernier Tour d'Italie ; avec Marcos Serrano, vingt-quatre ans, huitième de ce même Giro, investi par les Kelme, premiers au classement par équipes et encore maîtres de celui de la montagne avec « Chepe » Gonzales.

Leader en Espagne

A l'origine fabricant de chaussures de sport, Kelme a étendu, ces dernières années, son activité au vêtement de sport en général, pour devenir le géant du genre en Espagne. Déjà implantée en Colombie et aux Etats-Unis, Kelme regarde, en effet, désormais vers la Russie, après avoir équipé les athlètes de la CEI pour les Jeux Olympiques de Barcelone (1992). Installée à Elche, dans la région d'Alicante (ce qui explique le soutien apporté par la Costa Blanca à l'équipe Kelme, à hauteur de 7 millions de francs pour un budget global de 20 millions de francs), l'entreprise Kelme est dirigée par les frères Quiles. « Pepe » s'occupe du cyclisme et Diego, du football, Kelme étant le fournisseur du champion national, le Real de Madrid. Une vitrine convoitée par Nike et Adidas.

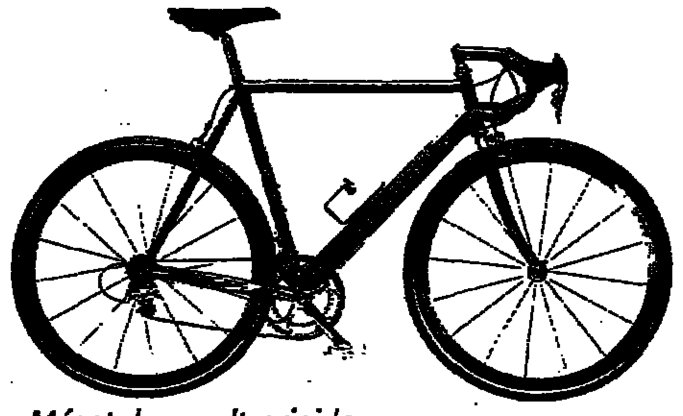
LES ESPOIRS D'ESCARTIN

De ces hommes, seul Chepe Gonzales participe au Tour. Les autres *« ont bien le temps »*, explique Alvaro Pino qui n'hésite, toutefois, pas à déclarer que *« le mois de juillet ne s'est jamais présenté aussi favorablement pour Kelme »*. L'affaire faillit pourtant tourner rapidement au vinaigre. Dimanche 6 juillet, sept des neuf coureurs de l'équipe étaient victimes de la chute de Forges-les-Eaux. Mais, *« depuis, plus rien »*, rayonne Pino, en dépit de l'abandon de l'expérimenté Arsenio Gonzales, trente-sept ans, arrivé de l'armada Mapei, à l'intersaison. Le directeur sportif veut y voir un signe.

Dimanche 13 juillet, Alvaro Pino disait également sa satisfaction de « passer » les Pyrénées avant le premier contre-la-montre, vendredi 18 juillet, à Saint-Etienne. Pour la première fois, son leader, Fernando Escartin, *« partirait sur la même ligne »* que les Riis, Olano et consorts, ces dossards en « 1 » qui savent aussi enrouler du braquet. Huitième du Tour en 1996 (à 10 min 26 s de Riis), septième en 1995, alors qu'il était encore l'équipier de Tony Rominger chez Mapei, « Cavalin », comme on le surnomme en Espagne à cause de son profil chevalin, semble, en effet, à vingt-neuf ans, capable de rivaliser avec les meilleurs. C'est du moins l'avis de quelques spécialistes, dont « Perico » Delgado, qui place Escartin *« parmi les cinq premiers à Paris »*. *« Notre tactique ne va pas changer pour autant*, prévenait Alvaro Pino, *au pied des cols. Kelme, c'est la montagne grandeur nature, les longs raids solitaires, la combativité, le courage, l'épopée ! »* Et la sympathie.

Nicolas Guillon

TECHNIQUE



« Mégatubes » ultrarigides

LES COUREURS professionnels étant de plus en plus puissants, ils imposent à leurs machines des efforts susceptibles d'en déformer le cadre. Le principal souci des constructeurs est donc de produire des bicyclettes à la fois légères et suffisamment rigides pour restituer l'énergie encaissée. Résultat : l'acier a presque disparu du peloton, remplacé par l'aluminium, le carbone ou le titane qui assurent un notable gain de poids. La rigidité, elle, est désormais assurée par un tube diagonal (celui qui relie la boîte de pédalier à la douille de direction) surdimensionné, autrement appelé « mégatube ». Les Italiens Bianchi (Roslotto-ZG Mobili), Pinarello (Telekom), Coppi (Polti, MG Technogym), les Français Gitane (Française des Jeux) et Peugeot (Festina, Big Mat-Auber 93), ou l'Américain Cannondale (Saeco) s'y sont mis également. Parfois de manière spectaculaire comme Bianchi avec son « mégastiff » et Cannondale avec son tube type batte de base-ball, plus large à la base qu'au sommet. *M. Da.*

★ La bicyclette présentée ici est le modèle Bianchi utilisé par l'équipe Roslotto-ZG Mobili. Elle est équipée d'une fourche Time en carbone et d'un groupe Campagnolo Record neuf vitesses. Son prix avoisine les30 000 francs.

TÉLÉVISION

Messieurs, un peu de tenue !

CÉDRIC VASSEUR a porté pendant quelques jours un superbe maillot jaune qu'il exhibait avec un gentil sourire sur le podium du Tour de France. Seulement voilà, les caméras de Jean-Maurice Ooghe et Jean-Marc L'Hénoret nous ont offert ses accolades officielles en plan large. Nous n'en avons rien raté. Ni le sourire, ni la casquette de l'annonceur, ni le bouquet, ni le Lion en peluche, ni les bisous. Rien de rien, même pas les claquettes que le champion fourbu passait aux pieds pour l'occasion. Des claquettes...

On s'épuise à longueur d'articles à décrire les efforts surhumains des géants de la route, à leur fournir, clefs en mains, une légende mitonnée aux petits oignons et voici que le premier d'entre eux se transforme, sous les yeux de millions de téléspectateurs, en vacancier de base, en traîne-savates des plages, en touriste ordinaire.

On le sait bien, que le port de ces machins en plastique tranquillisent les pinceaux de l'athlète, grâce aux petits picots qui en garnissent l'intérieur ; que les chaussures de vélo compriment tellement les arpions que les cyclistes ne rêvent que de les envoyer balader une fois la ligne passée ; que la claquette colle une grande claque aux mauvaises petites odeurs.

Pourtant l'Allemand Erik Zabel (Telekom) qui, en tant que maillot vert du Tour de France, suit notre héros sur le podium, débarque, lui, équipé de ses rudes souliers de routier-sprinteur. Ensuite, le roi Cipollini (Saeco) lui-même, arbitre des élégances et des arrivées tumultueuses, va chercher ses récompenses en baskets, en baskets branchées, tout comme Laurent Brochard (Festina).

Enfin, imagine-t-on cinq minutes Jean-Claude Killy percevoir ses trois médailles olympiques de Grenoble en charentaises ? Croit-on sincèrement que Martina Navratilova aurait accepté de recevoir son trophée annuel à Wimbledon des mains de la duchesse de Kent en mules à pompons ? Et le roi Pelé, vous le voyez brandissant la Coupe du monde en espadrilles ?

Comment fait-on, alors ? Faut-il lancer une pétition contre le port de la claquette en public ? Faut-il ranimer – car il existait naguère – le trophée quotidien du coureur le plus élégant ? Ou bien faut-il demander aux techniciens du service public de cadrer plus haut la séquence du podium ? Hou là, gare ! Cette réforme de l'image pourrait bien nous priver, aussi, des gambettes des hôtesses en satin. Et là, on n'est plus d'accord.

Michel Dalloni

Quand les « coursiers » faisaient « rougir le treize »

Le cyclisme évolue, et commence à oublier son jargon et l'art du surnom

PAU
de notre envoyé spécial

« Pour jaspiner, il faut être deux, et avoir, comme qui dirait, une relance » : certains soirs, en fin d'étape, l'ancien coureur et directeur sportif Raphaël Geminiani, soixante-treize ans, tient table ouverte. Au menu, accompagnant un pastis ou un verre de rosé : des mots. Mais pas n'importe lesquels. Les mots que « Gem » offre à ses invités sont précieux comme la mémoire. La mémoire d'un sport qui a donné naissance à un des argots les plus gouleyants, les plus fruités, les plus imagés qui soient. Au risque, parfois, de décourager le néophyte, qui se balade dans cette langue comme un énarque à Rungis.

« Tout part, explique Geminiani, *de la Cipale ou du Vel' d'Hiv. Là, les pistards, les « six-day men », les coureurs de six jours, dont beaucoup étaient de vrais titis parisiens, ont créé cet étrange langage, auquel le Tour de France donna ensuite ses lettres de noblesse. »* Même s'il lui arrive, pour les besoins de la cause, de créer *ex nihilo* certaines expressions particulièrement chatoyantes, Geminiani est aussi un puriste. *« De la littérature »*, jette-t-il, avec un rien de mépris, quand on parle devant lui de *« la sorcière aux dents vertes »*, expression pourtant consacrée jadis pour désigner la malchance accablant les coureurs qui crevaient. Pédalant *« à s'en faire péter les varices »*, *« faisant rougir le treize »*, le pignon de treize dents de la roue arrière, le *« coursier »* en forme va *« mettre le nez à la fenêtre »* – tenter une échappée – et, *« s'il a en a encore sous la pédale »*, *« mettra tout à droite »* – c'est-à-dire le plus grand braquet, grâce au plus petit pignon, le plus à droite – et pourra *« affurer »* (gagner). Sur le podium, il sera embrassé par une *« tout Campa »*: Tout Campa ? Dans son *Dictionnaire international du cyclisme*, Claude Sudres précise que René Fallet, un autre poète du vélo, désignait ainsi une fille à qui il ne manquait rien, car, à l'époque, les équipements les plus sophistiqués des bicyclettes étaient fournis par la marque italienne Campagnolo.

Loin derrière, les victimes des coups de buis – certains coureurs renforçaient leur cadre en y glissant un morceau de buis, bois particulièrement dur – continuent à *« coller au goudron »*, à *« faire du bec de selle »* (position avancée qui dénote l'homme en perdition), en dépit de la *« rétropoussette »* d'un camarade compatissant. Pas de pitié, en revanche, pour celui qui court *« en ratagasse »*, en profitant du travail des autres. Celui qui, *« le guidon dans le cul »*, *« suçant la roue »*, *« montera sur le dos »* du coureur placé devant lui.

S'il est vraiment trop mal, le coureur en détresse pourra toujours *« becqueter de l'aile »*, c'est à dire s'appuyer sur l'aile de la voiture de son directeur sportif et tenter de recoller au peloton. Pratique rigoureusement interdite. Comme sont interdites toutes les « topettes », fioles contenant d'étranges substances préparées par des soigneurs peu scrupuleux. Le spécialiste détectera vite qu'un coureur a *« chargé la mule »*, *« salé la soupe »* ou *« allumé les phares »* du fait de ses yeux dilatés. Ou – plus récent – qu'il est *« un des meilleurs clients des Chargeurs réunis »*.

« GRAND FUSIL »

Quel coureur n'avait pas son surnom ? Geminiani, le premier, que Louison Bobet lui même avait appelé *« le Grand Fusil »*. *« Dans le Tour 1955,* explique-t-il, *Louison était encore plus inquiet que d'habitude. Tous les soirs, alors que moi je voulais un peu me détendre, il nous embêtait avec l'étape du lendemain. Pour le rassurer, je lui disais : « Ne t'en fais pas, dès le départ, je vais flinguer tout cela », ou : « Je vais mettre un bon coup de fusil dans le peloton, et on y verra plus clair. » Dans la montée du Ventoux, je fais ce que j'avais promis, je donne une bonne accélération, Gaul et Kubler passent par la fenêtre. Le soir, Bobet, me dit : « Ah ! sacré grand fusil ! »* Les surnoms des coureurs cyclistes rempliraient un bestiaire. De « l'Aigle de Tolède » (Federico Bahamontes), à « la Perruche » (Jacques Marinelli, pour son maillot bigarré de régional dans le Tour), en passant par « le Blaireau » (pour l'agressivité de Bernard Hinault), « la Puce du Cantal » (Lucien Bergaud), ou « le Taureau de Nay » (Raymond Mastrotto).

Charly Gaul fut « l'Ange de la montagne » ; Lucien Faucheux, « le Pape de la Cipale » ; Gabriel Poulain, « l'ange Gabriel ». Rick Van Looy fut « l'Empereur d'Herentals » (du nom de sa ville en Belgique), René Vietto seulement « le roi René ». « Maître Jacques » (Jacques Anquetil), lui, aurait préféré rester dans l'histoire comme « le Viking » tant il était certain de descendre des combattants nordiques. « Jaja » (Laurent Jalabert), « Lucho » (Luc Leblanc) : les surnoms, aujourd'hui, sont moins imaginatifs. Sauf en Italie, où Claudio Chiappuci est *« il Diavolo »*, Mario Cipollini, *« il Magnifico »* et Marco Pantani est devenu *« il Pirato »* après avoir été *« l'Elefantino »*.

Dans certains courses régionales, l'on met encore un point d'honneur à parler la langue du vélo, mais celle-ci se perd un peu. Comme dans la musique, la techno triomphe. Là où son ancien aurait décrété *« avoir des socquettes en titane »*, le nouveau annoncera doctement qu'il a *« couru à 160 pulses »*, qu'il a *« su gérer son avance »* et qu'il a *« toujours des bonnes sensations »*.

José-Alain Fralon

EN PELOTON

■ **Evgueni Berzine** (Batik-Del Monte) a été opéré pour une fracture de la clavicule droite, dimanche 13 juillet à Lucques, en Italie. Le Russe avait été victime d'une chute vendredi 11 juillet, peu avant l'arrivée de la sixième étape à Marennes. Il s'est fait poser dans l'épaule une plaque tenue par cinq vis.

■ **L'équipe Telekom**, qui était jusqu'à maintenant suivie de près par un groupe de journalistes sportifs allemands, a vu débarquer ces derniers jours d'autres représentants de la presse germanique. Mais sans joie. *« Ce sont des journalistes de la presse de boulevard,* dit-on dans l'entourage de l'équipe. *Et ils ne sont là que pour monter en épingle une éventuelle rivalité entre Jan Ullrich et Bjarne Riis. »*

■ **Le Néerlandais Jeroen Blijlevens** (TVM), déclaré vainqueur de la sixième étape, vendredi 11 juillet à Marennes, après le déclassement de l'Allemand Erik Zabel (Telekom), a eu droit à une cérémonie protocolaire samedi matin, avant le départ vers Bordeaux. L'ambiance et les bises en moins.

■ **Laurent Roux** (TVM) traîne toujours des séquelles de sa chute – au milieu de beaucoup d'autres coureurs – dans l'étape de Plumelec. Il souffre encore du tendon d'Achille, ce qui l'inquiétait un peu avant d'aborder la première étape de montagne, dans les Pyrénées.

■ **Bernard Hinault**, auquel on demandait, dimanche 13 juillet, pourquoi toutes les arrivées (sauf une) depuis le début du Tour de France s'étaient terminées au sprint, n'a pas été tendre avec les coureurs : *« C'est de leur faute... Ils n'avaient qu'à attaquer. Il vaut mieux abandonner le Tour après avoir gagné une étape que finir à Paris dans l'anonymat, sans avoir rien tenté. »*

■ **Le Français Gilles Talmant** (Big Mat-Auber 93), victime d'une fracture ouverte de l'avant-bras gauche lors de la première étape, Rouen-Forges-les-Eaux, devra être opéré de nouveau. *« Tout va bien, il est rentré chez lui,* a expliqué Stéphane Javalet, son directeur sportif, *mais sa fracture est plus compliquée qu'on le croyait. Il devra en effet, d'ici une quinzaine de jours, subir une nouvelle intervention pour une greffe osseuse. »* Autant dire que sa saison est terminée.

■ **Luc Leblanc** (Polti) pointait à plus de trois minutes de ses adversaires les mieux placés avant le premier col du Tour de France. Mais l'ancien champion du monde, toujours candidat au podium, gardait confiance, lundi 14 juillet, avant l'étape de Val-Louron, qui, prévoit-il, *« réservera des surprises »*. *« Je ne dis pas que je vais tout casser,* a-t-il lancé, *mais je vais essayer de reprendre du temps. Même s'il pleut. Ce sera pareil pour tout le monde. Au Tour d'Italie, nous avons eu des étapes pluvieuses et je suis toujours resté aux avant-postes, même dans les descentes. »*



Greg LeMond a rajouté deux roues à sa passion de la course

L'ancien vainqueur du Tour de France pilote pour le compte de l'écurie d'un centre de formation

L'Américain Greg LeMond, trois fois vainqueur du Tour de France, s'était retiré de la compétition cycliste en 1994, victime d'une maladie musculaire rare. A trente-six ans, il a entrepris une nouvelle carrière de pilote automobile. Les 12 et 13 juillet il a disputé sur le circuit de Saers Point les épreuves de la Triple Crown Pro-Series, pour l'écurie Russell. C'était sa sixième course « professionnelle » sur quatre roues.

MINNEAPOLIS
de notre envoyé spécial

Il n'a pas pris une ride. Et pas le moindre gramme, jure-t-il en se levant de sa chaise pour faire admirer un ventre aussi plat que les routes des Flandres. Il parle toujours de vélo avec plaisir et envie, souvent au passé, mais aussi, parfois, en promenant ses regards vers le lointain, vers un avenir réel mais encore imprécis. Tout à l'heure, en fin de journée, il enfilera un cuissard et il ira rouler, une heure ou deux, sur les routes étroites qui se faufilent dans la campagne, sa campagne, à un jet de pierre des premiers immeubles de Minneapolis. Il le fera, dit-il, *« pour la forme, par simple entretien physique »*. Mais sûrement, aussi, par vieille habitude.



AUTOMOBILE

Il est toujours le même, donc. Et pourtant Greg LeMond ne fait plus profession de coureur cycliste. Il a quitté le métier, par contrainte plus que par choix, un soir de l'automne 1994. Les médecins venaient de découvrir dans ses muscles les traces d'un mal étrange, une forme rare de myopathie, héréditaire, semble-t-il. *« J'avais encore l'envie,* avoue-t-il dans un soupir. *Mais je ne pouvais plus continuer. Mon corps n'en avait plus la force. Si j'avais eu un emploi de bureau, je n'aurais peut-être jamais découvert la présence de ce mal. Mais en vélo ce n'était plus possible. »*

Depuis, son existence de pré-retraité du cyclisme a pris un virage qu'il n'avait jamais pensé possible, même dans ses humeurs les plus fantaisistes.

Greg LeMond, trente-six ans, trois fois vainqueur du Tour de France, a rajouté deux roues à sa passion du sport, de la vitesse et de la compétition. Il se présente aujourd'hui, dans un sourire presque gêné, comme *« coureur automobile professionnel »*. Un statut qu'il prononce avec peine et une certaine réticence, comme s'il avait encore du mal à se prendre lui-même au sérieux. Puis il marque une pause, le temps de laisser l'effet de surprise s'échapper sans bruit de la pièce. Et il précise : *« Mais je débute à peine. Il s'agit de ma première saison. Et je n'ai participé jusque-là qu'à une demi-douzaine de courses. »*. Il est engagé en formule Ford 2000, l'équivalent américain de la formule Renault.

Le récit de sa singulière reconversion sportive l'amuse encore, au moins autant qu'il semble amuser Kathy, son épouse et la mère de ses trois enfants. *« Par le passé, je crois n'avoir jamais vu Greg ouvrir un capot pour voir ce qui pouvait bien se trouver dessous »*, plaisante-t-elle. Lui-même l'avoue sans honte : *« Je ne connaissais rien aux voitures. Absolument rien. Zéro. Et je n'avais même jamais eu l'idée de m'offrir un modèle de sport. Avec les limitations de vitesse américaines, cela m'avait toujours paru sans intérêt. »* Détail sans surprise : l'idée n'est pas venue de lui. Fin 1995, un ami lui propose de l'accompagner pour un stage de trois jours dans une école de pilotage, en Californie. Greg LeMond accepte. *« Par jeu, simplement pour changer d'air et passer un bon moment »*, raconte-t-il aujourd'hui. L'exercice l'amuse. Puis le hasard l'accroche plus solidement à cette improbable destinée. Quelques mois plus tard, il est invité par l'école, comme tous les stagiaires de l'année, à une compétition de fin de saison. Au soir de la course, le jury lui attribue gentiment la troisième place. *« Pas seulement pour mes performances,* avoue-t-il. *Je crois qu'ils ont aussi tenu compte de mon manque d'expérience. »* Troisième, Greg LeMond se voit offrir un nouveau week-end de formation.

PAR SURPRISE

La suite le prend souvent par surprise. En juillet dernier, il débourse 30 000 francs pour louer une monoplace et se risquer à une première expérience de la vraie compétition, une course professionnelle dans les rues de Minneapolis. Résultat : une douzième place. *« J'aurais pu en rester là,* explique-t-il. *Mais une équipe du coin m'a contacté pour me proposer un volant pendant une saison complète. Les gars se sont engagés à payer toutes mes dépenses. Alors, bien sûr, j'ai marché. »* Il l'a fait par envie d'un nouveau défi, par opportunité de découvrir un monde encore inconnu et par simple jeu. Mais, plus encore, Greg LeMond a saisi au vol la chance qui lui était offerte de combler un vide de son existence. Ecarté des routes du Tour de France à un âge, trente-trois ans, où il aurait pu en être encore le maître, il n'a jamais laissé l'ennui et les regrets se glisser dans son quotidien.

Il a investi dans une chaîne de restaurants, vendu à un constructeur mieux établi sa ligne de vélos et de vêtements de cyclisme et honoré avec soin tous ses engagements publicitaires. *« J'étais occupé,* assure-t-il. *Parfois même trop occupé, au goût de ma femme et de mes enfants. »* Sans doute. Mais il lui manquait l'essentiel, ce besoin de compétition qu'il avait transporté avec lui, en toutes occasions, pendant sa carrière de cycliste.

Aujourd'hui, ses impressions de pilote automobile sont encore trop fraîches pour qu'il ose s'engager sur l'avenir. Il veut bien jurer sur la Bible que les deux sports se connaissent plus de points communs qu'il n'y paraît au premier regard. Et il avance sa connaissance de la tactique de course et son goût du risque comme autant d'atouts dans son jeu. *« J'ai sûrement un peu de talent, mais il est encore trop tôt pour savoir si je possède celui qu'il faut pour atteindre le sommet,* dit-il. *J'en suis seulement au début. Tout est donc possible. A ma première année chez les pros, en cyclisme, je ne pouvais pas imaginer que je remporterai un jour le Tour de France. »* Il l'a gagné trois fois, mais il ne fera pas mieux. Un regret que le bruit des moteurs et l'odeur de l'essence l'aident, aujourd'hui, à écarter de ses pensées.

Alain Mercier

Au Grand Prix de Silverstone, Villeneuve profite des malheurs de Michael Schumacher

LA VICTOIRE pour Jacques Villeneuve, les trois marches du podium occupées par ses représentants : Renault a fêté royalement ses vingt ans de présence en formule 1 en dévorant le gâteau tout seul. L'écurie Williams-Renault a pourtant craint le pire, c'est-à-dire une nouvelle victoire de Michael Schumacher, lorsqu'un banal écrou récalcitrant a retenu le pilote canadien dans son stand, au vingt-troisième tour, pendant une éternité : trente-trois secondes.

Ayant choisi d'effectuer trois arrêts, les deux hommes en tête regagnent leur stand à un tour d'intervalle. L'Allemand repart au bout de 7 secondes ; le Canadien reste collé au bitume, alors que les techniciens s'agitent autour de sa roue avant gauche. Comptez trente-trois et Jacques Villeneuve rejoint la piste de transe en neuvième position, à vingt-huit secondes de Michael Schumacher. La victoire semble alors aussi envisageable qu'une place dans les points pour Damon Hill, qui est pour mémoire le champion du monde en titre. Les deux vont pourtant se produire. Damon Hill finira sixième.

Autre surprise, Jean Alesi (Benetton-Renault) se retrouve deuxième au trente-troisième tour : le pilote français a profité des arrêts successifs au stand des deux McLaren, qui avaient opté pour un seul ravitaillement à la mi-course. Sans souci et loin devant, Michael Schumacher se frotterait les mains si elles n'étaient pas occupées par le volant. Elles vont pourtant lui servir pour se prendre la tête. Au trente-sixième tour, la roue arrière gauche de sa voiture fume ; un tour plus tard, malgré un nouvel arrêt, la Ferrari roule comme sur le périphérique à 18 heures et rejoint le garage, pour une histoire de roulement de roue.

La course est relancée et indécise, puisque sept pilotes se tiennent en dix secondes. Chez Williams-Renault, on allume timidement les bougies du gâteau et les cierges, n'osant croire à un retournement favorable. Il ne reste plus que Mika Hakkinen entre Jacques Villeneuve et la première marche du podium. A dix tours de l'arrivée, le Finlandais mène le bal mécanique d'une maigre seconde après avoir été ralenti par la Prost-Honda de Truli, qui s'illustre ainsi pour la seule fois du week-end.

Mika Hakkinen, lui, veut confirmer les bonnes performances de la McLaren-Mercedes depuis les qualifications. La pôle-position lui avait échappé de très peu, au profit des deux Williams ; la victoire paraît cette fois à portée de roues. Le circuit de Silverstone rend les dépassements presque impossibles, d'autant plus que les deux voitures se valent. Il y a d'ailleurs de quoi s'interroger sur l'avenir de la formule 1 : le spectacle va-t-il se résumer aux ravitaillements dans les stands, aux abandons et aux sorties de piste, à force d'adoucir le tracé des circuits ? Réponse : au cinquante-deuxième tour, Jacques Villeneuve prend la tête de la course à la suite d'un incident mécanique à bord de la voiture de Mika Hakkinen.

Dès lors, le champagne de la gagne a trouvé preneur. Jacques Villeneuve remporte sa quatrième course de la saison, la centième victoire de Williams en Grand Prix. Jean Alesi et son coéquipier Alexander Wurtz se hissent à ses côtés sur le podium.

Piotr Smolar

Tennis : finale France-Pays-Bas en Coupe de la Fédération

L'ÉQUIPE DE FRANCE FÉMININE DE TENNIS s'est qualifiée en finale de la Coupe de la Fédération, le pendant féminin de la Coupe Davis, dimanche 13 juillet, pour la première fois dans l'histoire. Sur la terre battue niçoise, les « filles » de Yannick Noah ont arraché la victoire à la Belgique (3-2). Le double, opposant la paire Alexandra Fusai-Nathalie Tauziat à Els Callens et Dominique Van Roost, a permis de départager les deux équipes à égalité à l'issue des matches de simple. Les Françaises l'ont emporté sur le score de 3-6, 6-2, 7-5. Auteur du premier point grâce à une victoire sur Sabine Appelmans, 17e mondiale (6-7, 6-3, 6-1), Alexandra Fusai, la débutante, a insufflé, samedi 12 juillet, une précieuse confiance à ses coéquipières. Après une défaite inattendue contre Dominique Van Roost, 33e joueuse mondiale, Sandrine Testud (20e) a réagi pour apporter le second point à la France en dominant Appelmans (6-2, 6-4), dimanche.

Les Françaises rencontreront les Pays-Bas à La Haye les 4 et 5 octobre. Les Néerlandaises se sont imposées de justesse (3-2), dimanche, face aux Tchèques qui étaient pourtant emmenées par le numéro deux mondial Jana Novotna. Par ailleurs, la Suisse, avec Martina Hingis, numéro un mondial, a accédé, dimanche, au groupe mondial pour la première fois de son histoire en battant l'Argentine (5-0).

■ **CYCLISME : Fabiana Luperini s'est imposée pour la troisième fois** consécutive dans le Tour d'Italie féminin, dimanche 13 juillet, à l'issue de la douzième et dernière étape jugée à Trieste. Grande favorite de l'épreuve au départ, le 2 juillet, l'Italienne a affiché une nette supériorité tout au long de la course. Elle a justifié son surnom de « Pantanina » (pour le grimpeur italien Marco Pantani) en creusant l'écart dans la longue et difficile montée vers Agordo (9e étape), alors qu'elle était en jaune depuis la 5e étape. – (*AFP.*)

■ **ATHLÉTISME : la Fédération internationale d'athlétisme** amateur (IAAF) devait annoncer, lundi 14 juillet, sa décision d'inviter les champions du monde en titre à participer aux sixièmes championnats du monde organisés à Athènes du 1er au 10 août. Les athlètes non retenus lors des épreuves qualificatives organisées par leur fédération nationale pourraient ainsi s'aligner en Grèce. Cet amendement au règlement proposé par le président italien de l'IAAF, Primo Nebiolo, devait être approuvé par les vingt-sept membres du conseil. Il profiterait notamment aux stars comme Michael Johnson, héros des Jeux olympiques d'Atlanta (1996) sur 200 et 400 m, Dan O'Brien (décathlon), Gwen Torrence (100 m) et Gail Devers (100 m haies), blessés au moment des impitoyables sélections américaines.

RÉSULTATS

AUTOMOBILISME

Grand Prix de Grande-Bretagne
1. J. Villeneuve (Can., Williams-Renault) ; 2. J. Alesi (Fra., Benetton-Renault), à 10 s 205 ; 3. A. Wurz (Aut., Benetton-Renault), à 11 s 296 ; 4. D. Coulthard (GB, McLaren-Mercedes), à 31 s 229 ; 5. R. Schumacher (All., Jordan-Peugeot), à 31 s 880 ; 6. D. Hill (GB, Arrows-Yamaha), à 1 min 13 s 552.

Championnat du monde des pilotes : 1. M. Schumacher (All.), 47 pts ; 2. J. Villeneuve (Can.), 43 ; 3. J. Alesi (Fra.), 21 ; 4. H. Frentzen (All.), 19 ; 5. E. Irvine (Irl.), 18 ; 6. O. Panis (Fra.), 15.

Championnat du monde des constructeurs : 1. Ferrari, 65 pts ; 2. Williams-Renault, 62 ; 3. Benetton-Renault, 35 ; 4. McLaren-Mercedes, 24 ; 5. Prost-Mugen Honda, 16.

FOOTBALL

Coupe Intertoto
Quatrième journée

● Groupe 2

Casino Graz (Aut.)-Hrvatski Dragovoljav (Cro.)	1-3
Ebbw Vale (PdG)-Bastia (Fra.)	1-2

Exempt : Silkeborg (Dan.).
Classement : 1. Bastia, 9 pts ; 2. Hrvatski Dragovoljav, 6 ; 3. Casino Graz, 4 ; 4. Silkeborg, 3 ; 5. Ebbw Vale, 1.

● Groupe 3

Lausanne (Sui.)-Ards FC (IdN)	6-0
Auxerre (Fra.)-Antwerp (Bel.)	5-0

Exempt : Nea Salamina (Chy.).
Classement : 1. Lausanne, 7 pts ; 2. Auxerre, 7 ; 3. Antwerp, 6 ; 4. Nea Salamina, 3 ; 5. Ards FC, 0.

● Groupe 9

Odra Wodzislaw (Pol.)-Zilina (Slovq.)	0-0
Lyon (Fra.)-Austria Vienne (Aut.)	2-0

Exempt : Rapid Bucarest (Rou.).
Classement : 1. Lyon, 9 pts ; 2. Rapid Bucarest, 7 ; 3. Zilina, 4 ; 4. Austria Vienne, 1 ; 5. Odra Wodzislaw, 1.

● Groupe 10

Spartak Varna (Bul.)-Montpellier (Fra.)	1-1
Groningen (P-B)-Gloria Bistrita (Rou.)	4-1

Exempt : Cukaricki (You.).
Classement : 1. Groningen, 9 pts ; 2. Montpellier, 7 ; 3. Cukaricki, 3 ; 4. Gloria Bistrita, 3 ; 5. Spartak Varna, 1.

TENNIS

Tournoi masculin de Gstaad
Finale : F. Mantilla (Esp., n° 6) b. J. Albert Viloca (Esp.), 6-1, 6-4, 6-4.

VOILE

Tour de France
Classement général : 1. *Groupe Onet-RFO*, 287, 75 pts ; 2. *Brut-de-Fabergé-Saint-Quentin-en-Yvelines*, 268,50 ; 3. *CSC-Sun-Microsystems*, 267 ; 4. *Baume-et-Mercier-EDC-Mauguio-Carnon*, 255,75.

■ **LOTO :** les résultats des tirages n° 56 effectués samedi 12 juillet ont donné les résultats suivants :
● **Premier tirage :** 1, 8, 12, 15, 21, 23 ; *numéro complémentaire*, 31. Les rapports sont, pour six bons numéros, de 1 942 665 F ; pour cinq bons numéros et le complémentaire, de 33 985 F ; pour cinq bons numéros, de 3 185 F ; pour quatre bons numéros, de 83 F ; pour trois bons numéros, de 11 F.
● **second tirage :** 9, 24, 34, 36, 44, 47 ; numéro complémentaire, 10. Les rapports sont, pour six bons numéros, de 15 882 000 F ; pour cinq bons numéros et le complémentaire, de 145 875 F ; pour cinq bons numéros, de 9 955 F ; pour quatre bons numéros, de 184 F ; pour trois bons numéros, de 17 F.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97147

♦ *SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).*

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
I											
II									■		
III							■				
IV								■			
V		■									
VI			■					■			
VII					■					■	
VIII				■							
IX									■		
X			■			■					
XI							■				

HORIZONTALEMENT

I. Prépare le monde de demain. – II. Mis de force au régime. Points de croix. – III. Envoies au tapis. Réserve d'alcool. – IV. Coups de gueule du sanglier. Vient d'avoir. – V. Un petit bain dans le petit bain. – VI. Résultats d'entreprise. Dans la banlieue d'Helsinki. Une fois de plus. – VII. Homme d'Eglise. Moyen d'évasion, au moins dans les dessins animés. – VIII. Personnel. Se mit à agir sans raison. – IX. Posent problèmes aux règles et aux chevilles. Démonstratif. – X. Point de départ. Points. Un côté des choses. – XI. C'est du racolage. Possessif.

VERTICALEMENT

1. Porte la bonne parole. – 2. Se dilate en cas d'explosion. Le bon client du *Monde*. – 3. Suppriment. Unité informatique. – 4. Pincée à la taille. Se lança. – 5. Ont déjà eu une certaine expérience. Un coup bien ajusté. – 6. Deux ou trois pièces pour dames. – 7. Fêté début janvier. Assure à l'automobile une meilleure pénétration. – 8. Un beau tas de charbon. Rafiées par les gagnants. – 9. Porter comme un Père Noël. Curie. – 10. Attaque les nerfs. On le donne pour accord. – 11. *Une répétition* qui n'a rien de théâtrale.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97146

HORIZONTALEMENT

I. Pluviomètre. – II. Lavette. Ret. – III. Aï. Tétanisé. – IV. Ite. Mot-à-mot. – V. Sept. Pelé. – VI. Aréopage. Ur. – VII. Nipponnes. – VIII. CEI. Léo. Api. – IX. Nui (uni). Noble. – X. Enesco. Iran. – XI. Ressemblant.

VERTICALEMENT

1. Plaisancier. – 2. Laiterie. Ne. – 3. UV. Epépinés. – 4. Vêt. Top. Uss. – 5. Item. Police. – 6. Ottomane. OM. – 7. Méat. Gnon. – 8. Napée. Oïl. – 9. Trime. Sabra. – 10. Résolu. Plan. – 11. Etêteraient.

AFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME N° 26

La roulette sans boule

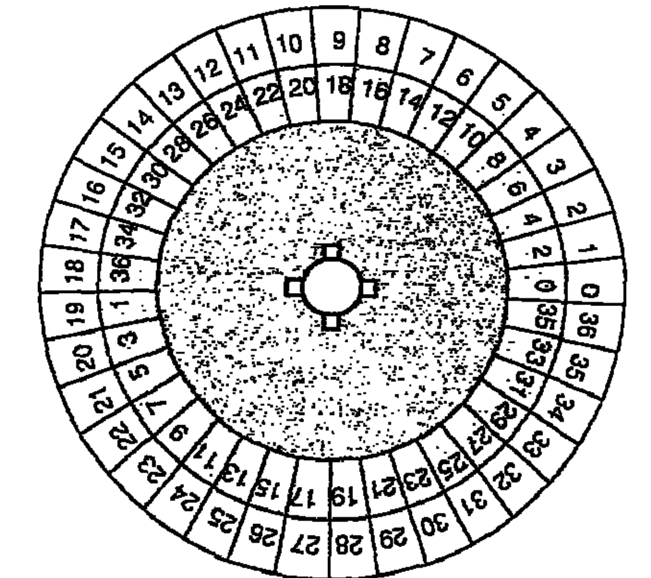
DANS ce casino, on peut jouer à une roulette inhabituelle. La base fixe contient trente-sept alvéoles blanches numérotées de 0 à 36, disposées en cercle dans cet ordre. Le cylindre, quant à lui, contient 37 alvéoles grises, numérotées de 2 en 2, comme le montre le dessin (35 est suivi par 0, 36 par 1).

Les joueurs misent sur des numéros, puis le croupier lance le cylindre qui tourne jusqu'à s'immobiliser. Des crans imposent qu'il ne s'arrête que lorsque ses alvéoles sont en regard des alvéoles fixes. Un numéro est réputé sortir lorsqu'il figure sur deux alvéoles en regard.

Quelle est la probabilité qu'aucun numéro ne sorte lors d'un lancer ?

Que plus d'un numéro sorte ?

Solution dans ***Le Monde*** **du 22 juillet.**



Elisabeth Busser et Gilles Cohen
© POLE 1997

SOLUTION DU PROBLÈME N° 25 paru dans Le Monde du 8 juillet

La réponse, vous vous y attendiez, est 11111111111111 (quatorze fois le chiffre 1).

Pourquoi ? La reconnaissance d'un *« produit remarquable »* permet la première étape, le reste vient seul :

$$5\,555\,556^2 - 4\,444\,445^2$$
$$= (5\,555\,556 - 4\,444\,445) \times (5\,555\,556 + 4\,444\,445)$$
$$= 1111111 \times 10000001$$
$$= 1111111 \times (10000000 + 1) = 1111111 \times 10000000 + 1111111$$
$$= 11111110000000 + 1111111$$

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037
Imprimerie du Monde, 12, rue M. Gunsbourg, 94852 Ivry cedex



Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : Dominique Alduy
Vice-président : Gérard Morax
Directeur général : Stéphane Corre
21 *bis*, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26
PRINTED IN FRANCE

L'été continue

LES PRESSIONS restent relativement hautes sur la France, mais un front peu actif traverse mardi les régions les plus au nord. De l'instabilité pourra remonter d'Espagne vers les Pyrénées. Les températures, bien qu'en baisse par rapport aux jours derniers, restent à des valeurs de saison.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. – Il y aura beaucoup de nuages sur ces régions, avec un peu de bruine sur les côtes de la Manche. Quelques éclaircies pourront se développer sur le sud de la Bretagne et les pays de Loire. Les températures s'étageront entre 19 et 24 degrés.

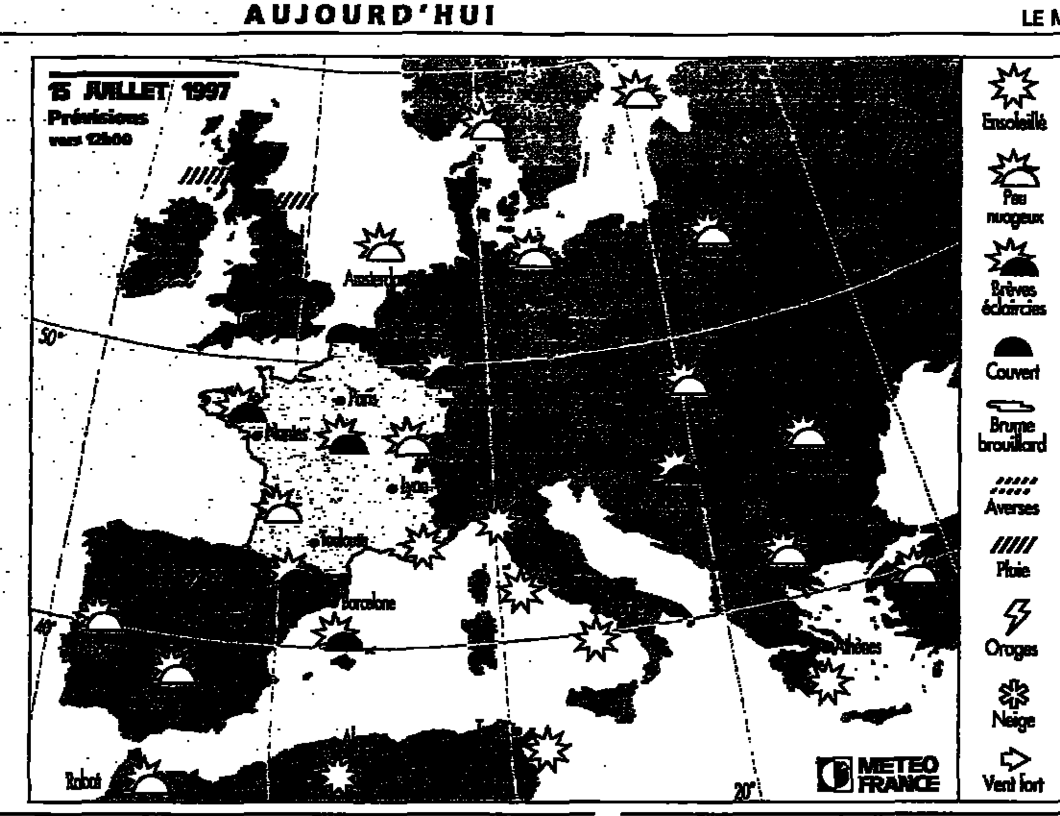
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Le début de matinée sera assez ensoleillé mais très vite les nuages arriveront par l'ouest. Ils gagneront jusqu'aux Ardennes en fin de journée. Il pourra y avoir un peu de bruine sur les côtes de la Manche. Le thermomètre indiquera 20 à 25 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – Le temps sera à l'amélioration avec encore quelques pluies résiduelles en début de matinée sur les Vosges et le Jura. Les éclaircies deviendront assez belles mais les nuages reviendront sur la Champagne en fin de journée. Les températures iront de 23 à 26 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – Après un début de matinée brumeux, la journée sera bien ensoleillée. Sur les Pyrénées, le temps deviendra lourd et des orages isolés éclateront. Le mercure atteindra 25 à 28 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Le temps s'améliore bien et le soleil brillera largement. Quelques cumulus se développeront sur les Alpes l'après-midi. Les températures seront estivales avec 25 à 28 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Le beau temps domine avec un soleil généreux. Le vent de nord en vallée du Rhône sera modéré. Il fera de 27 à 31 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **FRANCE.** Air France et Proteus Airlines ont conclu un accord de franchise portant sur la desserte Chambéry-Paris. A partir du 1er septembre, ces vols, assurés par Proteus Airlines sous numéro de vol Air France, bénéficieront du service proposé sur les lignes régionales domestiques d'Air France et des avantages du programme de fidélisation de la compagnie nationale.

■ **ETATS-UNIS.** United Airlines, première compagnie aérienne américaine, a pris livraison du premier des 28 Airbus A319 commandés pour remplacer les anciens Boeing 737-200. – *(AFP.)*

■ **MONDE.** Le Guide des déplacements professionnels publié par le Moci analyse les coûts et conditions de séjour dans 100 capitales, et donne les adresses des agences de voyages, compagnies aériennes, aéroports et offices de tourisme. Commande (100 F) par fax au 01-40-73-31-46.

PRÉVISIONS POUR LE 15 JUILLET 1997
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

Ville		Ville		Ville		Ville		Ville		Ville	
				PAPEETE	22/28 S	KIEV	14/19 P	VENISE	19/24 P	LE CAIRE	23/33 S
				POINTE-A-PIT.	25/32 S	LISBONNE	20/23 N	VIENNE	16/23 P	MARRAKECH	18/24 N
				ST-DENIS-RÉ.	19/24 S	LIVERPOOL	13/20 P	**AMÉRIQUES**		NAIROBI	12/19 N
				EUROPE		LONDRES	14/23 C	BRASILIA	12/26 S	PRETORIA	3/19 S
				AMSTERDAM	12/21 S	LUXEMBOURG	13/23 S	BUENOS AIR.	4/13 S	RABAT	18/24 N
FRANCE métropole		NANCY	14/24 S	ATHENES	23/30 S	MADRID	17/31 P	CARACAS	25/29 N	TUNIS	27/40 S
AJACCIO	18/27 S	NANTES	13/24 S	BARCELONE	22/28 N	MILAN	21/29 S	CHICAGO	20/28 S	**ASIE-OCÉANIE**	
BIARRITZ	17/24 N	NICE	19/26 S	BELFAST	14/18 P	MOSCOU	11/17 P	LIMA	18/25 N	BANGKOK	28/34 C
BORDEAUX	15/26 N	PARIS	13/24 S	BELGRADE	15/26 N	MUNICH	14/19 P	LOS ANGELES	18/25 S	BOMBAY	27/30 P
BOURGES	13/25 S	PAU	15/24 N	BERLIN	16/25 S	NAPLES	21/30 S	MEXICO	14/22 P	DJAKARTA	24/30 C
BREST	13/20 C	PERPIGNAN	20/28 S	BERNE	15/22 N	OSLO	15/21 N	MONTREAL	22/27 P	DUBAI	29/36 S
CAEN	15/20 N	RENNES	12/24 N	BRUXELLES	13/22 S	PALMA DE M.	22/31 S	NEW YORK	26/34 S	HANOI	27/31 P
CHERBOURG	12/20 N	ST-ETIENNE	14/26 N	BUCAREST	12/26 N	PRAGUE	14/22 P	SAN FRANCIS.	12/18 C	HONGKONG	27/28 P
CLERMONT-F.	14/26 N	STRASBOURG	15/24 N	BUDAPEST	16/25 S	ROME	17/28 S	SANTIAGO/CHI	-2/13 S	JERUSALEM	22/31 S
DIJON	14/25 S	TOULOUSE	17/27 N	COPENHAGUE	14/21 S	SEVILLE	19/25 S	TORONTO	21/27 N	NEW DEHLI	28/34 P
GRENOBLE	16/28 S	TOURS	12/24 S	DUBLIN	13/19 P	SOFIA	11/23 S	WASHINGTON	26/38 S	PEKIN	27/36 S
LILLE	13/22 S	**FRANCE outre-mer**		FRANCFORT	15/23 P	ST-PETERSB.	12/18 N	**AFRIQUE**		SEOUL	23/30 P
LIMOGES	13/23 N	CAYENNE	23/31 C	GENEVE	16/24 C	STOCKHOLM	13/22 N	ALGER	23/36 S	SINGAPOUR	27/32 C
LYON	17/27 S	FORT-DE-FR.	26/30 N	HELSINKI	10/20 N	TENERIFE	15/21 S	DAKAR	25/29 N	SYDNEY	9/16 C
MARSEILLE	20/29 S	NOUMEA	18/22 S	ISTANBUL	19/24 N	VARSOVIE	13/19 S	KINSHASA	16/31 S	TOKYO	23/31 N

Situation le 14 juillet à 0 heure TU

Prévisions pour le 16 juillet à 0 heure TU

METEO FRANCE

COMMUNICATION

A Montpellier, la vie s'organise sans « Midi libre »

Le quotidien régional est absent des kiosques depuis trois semaines

MONTPELLIER
de notre envoyé spécial

On ne se bouscule pas dans la boutique d'Arlette Thérond. *« Ils poussent la porte, ils voient que c'est le petit, alors ils repartent »*, explique la marchande de journaux de Saint-Martin-de-Londres. Le « petit », c'est l'édition de douze pages que la direction de *Midi libre* fait imprimer quelque part à l'étranger en lieu et place du quotidien absent des kiosques depuis le 24 juin (*le Monde* du 4 juillet). La commerçante montre la pile de ces journaux à 2 francs, restée quasiment intacte en début d'après-midi. Il est vrai que ce *Midi libre* de fortune manque de l'essentiel pour les habitués : l'information locale.

A Saint-Martin comme dans les autres communes de l'arrière-pays, une partie de la population a perdu ses repères. *« Les gens ne savent plus où ils en sont »*, résume cet ancien ouvrier agricole. L'absence prolongée de nouvelles du voisinage semble créer une situation de manque intolérable aux plus âgés, qui l'expriment d'un bref cri du cœur : *« Je ne peux pas vivre sans mon journal. »*

Certains « accros » ne désarment pas, comme à Castelnau-le-Lez, dans la périphérie de Montpellier, où le journal de substitution a davantage de succès, malgré sa diffusion tardive. Une poignée d'irréductibles fait le siège de la maison de la presse. *« Ils arrivent en même temps que moi, vers 6 h 15*, explique le patron, Jean-Marie Molines. *Hier, l'un d'eux est resté jusqu'à l'arrivée du camion à 10 h 15. »* Tous les clients ne prennent pas leur mal en patience. *« Maintenant, on se fait engueuler »*, constate M. Molines.

La non-parution du quotidien local perturbe la vie des communes. Comment annoncer les fêtes votives ou les courses de taureaux ? Faute de publication des avis de décès dans le journal, *« les églises sont vides pour les enterrements »*, assure Jean-Pierre Grand, maire (RPR) de Castelnau. Pour la même raison, les fleuristes estiment à 40 % leur perte de chiffre d'affaires. Les chantiers prennent du retard : *« Nos avis d'adjudication n'ont pas encore pu paraître*, explique Marguerite Mathieu, maire de Fraisse-sur-Agout, petite commune de 250 habitants aux confins du Tarn. *Or, dans nos pays de montagne, il ne faut pas attendre la fin de l'été pour entreprendre les travaux. »* Toutes ces petites misères au quotidien ont incité le sénateur de l'Hérault Gérard Delfau, maire (PS) de Saint-André-de-Sangonis, à attirer par une question écrite l'attention du ministre de la communication sur le *« rôle social que n'assume plus le journal »*.

Le patronat local redoute les gênes apportées à la vie économique. Privé de son support publicitaire privilégié, le tissu des PME se trouverait fragilisé, mais personne ne s'avance à chiffrer le préjudice. *« Le téléphone sonne moins dans nos agences »*, constate simplement Jacques Dandine, responsable du Syndicat national des promoteurs immobiliers. Au nom des constructeurs de maisons individuelles, Jean-Claude Novet est plus précis : *« On a 50 % de contacts commerciaux en moins. »* Les patrons d'écoles privées se disent gênés pour leur recrutement au lendemain du bac. Et le commerce, petit ou grand, en cette période de soldes ? *« Curieusement nous n'en sommes pas morts*, sourit Jean-Louis Marc, sous-directeur des Galeries Lafayette. *Nous avons réorienté notre communication, en particulier vers les radios comme NRJ. Notre chiffre est même supérieur aux autres années. »*

L'absence de *Midi libre* est moins traumatisante en ville, où l'on s'organise sans lui. Le Printemps des comédiens a fait salles combles, de même que la Fête du cinéma. Certains s'installent déjà dans de nouvelles habitudes de lecture. Le taux de pénétration du quotidien, il est vrai, n'excède pas 25 % à Montpellier. *« Les trois quarts des gens vivent très bien sans* Midi libre, *dont le monopole n'existe plus »*, affirme Pierre Serre, directeur de l'hebdomadaire *La Gazette de Montpellier*. Il cite France 3 et le décrochage de M 6, Radio-France Hérault et le décrochage de Sud-Radio ou encore la presse gratuite et associative parmi les multiples façons de se tenir informé. *« Une seule conférence de presse a été annulée depuis le début du conflit »*, avance-t-il pour preuve que la vie des institutions continue malgré le forfait de l'une d'entre elles.

Outre *La Gazette*, qui n'a pas augmenté son tirage *« par déontologie »*, mais qui est désormais introuvable dès le lendemain de sa sortie, le principal bénéficiaire du conflit de *Midi libre* est *La Marseillaise*. Le journal communiste, qui vient de changer de formule (*le Monde* du samedi 12 juillet), utilise toute la puissance de ses rotatives pour tirer 15 000 exemplaires supplémentaires sur l'Hérault, et sort de sa confidentialité à Montpellier : 2 200 exemplaires vendus contre moins de 150 habituellement. Une aubaine saisie par Sylvain Jambon, responsable de l'édition départementale, pour *« améliorer la qualité du journal en accélérant des réformes qui ne devaient être mises en place que progressivement »*. Les quotidiens nationaux enregistrent quant à eux des hausses de ventes de plus de 40 %.

Ces transferts ne suffisent pas à combler le manque à gagner des dépositaires et diffuseurs, qui sont, avec les transporteurs, les porteurs et aussi les correspondants locaux, parmi les plus pénalisés par ce conflit qui n'en finit pas. En moyenne, *Midi libre* représente 30 % du chiffre d'affaires des diffuseurs, sans compter les ventes induites d'autres produits comme la confiserie, les jeux de la Française des jeux, voire le PMU. *« Je perds davantage que 350 exemplaires à 4,80 francs*, explique Jean-Marie Molines. Midi libre *est une locomotive pour mon commerce. »* Une de ses collègues, dans le nouveau quartier d'Antigone, se lamente : *« Dire que pour la première fois depuis huit ans, nous avions décidé de partir en vacances. quel coup dur ! »*

La grève est d'autant moins populaire que la direction de *Midi libre* a rendu publiques, par le biais de lettres et de tableaux distribués chez les marchands de journaux, les rémunérations des ouvriers grévistes, accréditant l'idée que le conflit reposerait essentiellement sur une revendication salariale de nantis. Personne ne sait à quoi correspond la qualification d'un *« conducteur de machine »*, mais les *« salaires mensuels moyen sur douze mois » ainsi révélés animent les conversations* sous les arbres de la place du Marché, à Saint-Martin-de-Londres. Chacun les compare avec sa petite pension et s'indigne. Il faut dire qu'exprimées en anciens francs les sommes claquent comme des salaires de footballeurs professionnels.

Jean-Jacques Bozonnet

Manifestation et comité d'entreprise

Un comité central d'entreprise doit se réunir à *Midi libre*, mardi 15 juillet à 15 heures. A l'ordre du jour figure notamment *« l'évolution des structures juridiques de l'entreprise »*. Le même jour, une manifestation est organisée à Montpellier, à l'initiative des chambres de commerce et d'industrie régionale et locale, ainsi que de l'Union patronale de Montpellier, afin de protester contre les désordres apportés à l'économie locale par la non-parution du quotidien.

SCIENCES

Débloqué, le robot Sojourner reprend l'exploration de Mars

ET C'EST REPARTI ! Le petit robot à roulettes Sojourner, bloqué contre le rocher « Yogi » après être entré en collision avec lui à la suite d'une fausse manœuvre, a été débloqué, samedi 12 juillet, a annoncé un scientifique de la mission. Après un excès de vitesse – 1 centimètre par seconde –, Sojourner s'était retrouvé coincé, jeudi 10 juillet, et il avait été impossible de le dégager plus tôt en raison de problèmes de communication. Les hommes de la NASA, basés au Jet Propulsion Laboratory (JPL) de Pasadena, avaient en effet allumé le récepteur de Pathfinder, l'élément fixe de la sonde... onze minutes après l'envoi des ordres qui lui étaient adressés. Plusieurs heures ont ensuite été nécessaires pour rétablir les communications entre la Terre et Mars.

Richard Cook, le directeur de la mission, a minimisé la portée de ce contretemps de deux jours, expliquant que le robot – dont la mission ne devait durer, à l'origine, qu'une semaine – peut encore se déplacer dans la vallée d'Arès pendant plusieurs mois, tant que son panneau solaire lui prêtera vie. Dans ces conditions, consacrer quatre ou cinq jours à un seul rocher *« entre largement dans les capacités de Sojourner »*, a ajouté Richard Cook. Dimanche, le robot est resté immobile tandis que les ingénieurs de la NASA reprogrammaient l'ordinateur de la sonde, afin d'éviter que le problème de transmission ne se reproduise.

Après « Yogi », qui était au menu des explorations à partir de lundi, Sojourner compte s'intéresser à une pierre distante d'une dizaine de mètres baptisée « Scoubidou », qui intrigue les scientifiques à cause de sa teinte blanchâtre, inhabituelle sur la fameuse planète rouge.

« BILL LA BERNACHE »

Le robot à six roues, doté de trois caméras et d'un spectromètre pour étudier la composition chimique du sol et des roches, a déjà pris de nombreuses photographies et analysé la poussière rougeâtre recouvrant la surface de Mars, ainsi qu'une pierre, surnommée *« Barnacle Bill »*, ou, en français, « Bill la Bernache ». L'analyse de ce rocher a révélé qu'il était en grande partie composé de quartz – identique en cela à bien des rochers terrestres –, ce qui laisse supposer que la planète a enregistré une activité volcanique beaucoup plus longue que l'on ne pensait depuis sa formation, il y a 4,5 milliards d'années. En effet, la présence de quartz ne peut s'expliquer que par la liquéfaction de la roche à plusieurs reprises.

Au cours de sa première semaine de présence et de travail sur le sol martien, Pathfinder a déjà envoyé beaucoup d'informations – et quelque 3 000 photographies – qui ont confirmé ou approfondi celles qu'avaient transmises, il y a vingt et un ans, les deux sondes américaines Viking. Les images prises sur Mars ont permis de supposer que d'énormes quantités d'eau avaient coulé il y a des milliards d'années dans la plaine d'Ares Vallis. Les clichés montrent en effet des pierres rondes, d'autres disposées dans une configuration typique des lits de torrent, des petits graviers à moitié enterrés dans le sol, caractéristiques d'un dépôt de particules en suspension dans l'eau, autant de signes pouvant permettre de conclure que des flots se sont déversés à plusieurs reprises dans ce site.

Dans les jours qui viennent, Mars Pathfinder va poursuivre son étude de l'atmosphère et ses observations météorologiques (pression, taux d'humidité, température). Elle continuera à prendre des photographies des roches et des différents reliefs – collines, bords de cratères d'impact – que lui livre son horizon. Peut-être fixera-t-elle aussi sur la pellicule la première image de la Terre vue d'une autre planète. La Terre, point bleuâtre dans la nuit martienne. – *(AFP, AP, Reuter.)*

Le Cabby, future voiture collective des centres-villes

UN JEU D'ENFANT. Un simple *joystick* de jeux vidéo se subtitue au volant et aux pédales pour manœuvrer le prototype Cabby. Bientôt, de tels engins pourraient peupler les centres-villes interdits aux automobiles à moteur thermique. Ils seront publics, c'est-à-dire à la disposition des usagers qui les loueront, et écologiques, dotés d'un moteur électrique.

Près de cinq ans de travail et vingt chercheurs de l'Inria (Institut national de recherche en informatique et en automatique) ont été nécessaires pour mettre au point ce nouveau véhicule. Le projet est issu d'une association entre l'Inria et Avenir Public, département d'Avenir France, filiale du groupe Havas Media Communication, avec la collaboration de l'Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité (Inrets), d'EDF et de la RATP. Cabby a été conçu à partir d'un modèle construit par l'entreprise Andruet pour arpenter les terrains de golf. Pas plus long qu'un vélo, il peut embarquer deux ou quatre personnes (dans sa version rallongée de 20 centimètres) et dispose de deux ou quatre roues motrices. Toutes les commandes de conduite sont concentrées dans le mini-manche. Ses quatre positions (avant, arrière, gauche et droite) donnent les directions, tandis que son actionnement déclenche progressivement les moteurs électriques ou les freins si l'on passe en marche arrière.

Dire que ce type de manœuvre ne pose aucun problème serait excessif. Il faut s'habituer à prendre des virages serrés et des demi-tours, surtout lorsqu'on est un adulte non rompu aux jeux vidéo. Michel Parent, chargé de recherche à l'Inria et responsable du projet Cabby, assure qu'un système de retour d'effort doit être intégré à la manette pour mieux sentir les réactions du véhicule, dont la vitesse de pointe ne dépasse pas les 20 km/h. EDF a développé des bornes de recharge par induction. Il suffit de positionner le véhicule à la verticale de ces bornes pour que leurs batteries se rechargent automatiquement. Dans les zones couvertes, des places de parking spéciales seront aménagées là où les Cabby devront être garés après leur utilisation. A bord, une caméra assure les rôles de surveillance et d'assistance au pilotage à distance, car l'Inria a prévu que certains déplacements pourront s'effectuer par télécommande à partir du poste de commande central. De même, l'Institut travaille sur la conduite automatique avec, en particulier, un mode « train », où les véhicules se suivent grâce à des capteurs de distance. Raffinement suprême, les Cabby sont tous équipés d'un terminal multimédia fournissant des plans de trajet et des informations municipales et commerciales. Grâce au réseau hertzien Ethernet, les Cabby accèdent également à Internet.

Le tout revient entre 50 000 et 150 000 francs par véhicule suivant leur degré d'équipement. Avec le système de gestion centralisé (2 à 5 millions de francs), l'Inria estime le coût d'une flotte de 100 véhicules à 10 millions de francs et quinze emplois directs. *« Soit un investissement inférieur de deux ordres de grandeur à celui d'un tramway »*, précise Michel Parent. Les expérimentations du système Cabby ne devraient commencer qu'en 1999.

Michel Alberganti

L'ÉTÉ FESTIVAL

Les Russes sont nombreux, cet été, au Festival d'Avignon. L'invasion est pacifique et ne semble pas provoquer l' ire des syndicats de théâtre français, quand la venue en France d'orchestres et de solistes des pays de l'Est s'accompagne de contrôles administratifs tatillons : les festivals qui les invitent sont dénoncés par les syndicats de musiciens français, qui ne font pas mystère de leur activisme. Dans le même temps, le Festival de jazz de Montreux, en Suisse, rend hommage à Charles Aznavour. Arménien d'origine, notre crooner national a ainsi eu la surprise heureuse de voir ses chansons reprises par quelques stars étrangères et un orchestre luxueux. Ces « standards » appartiennent dorénavant au monde entier. La musique n'adoucissant pas les mœurs, Catherine Trautmann aura essuyé sa première bronca en tant que ministre de la culture en arrivant dans le Théâtre antique d'Orange, tandis que le groupe de rap IAM aura dû calmer quelques jeunes venus troubler leur concert aux Francofolies de La Rochelle.



LA PHOTOGRAPHIE DE GÉRARD RONDEAU

Doublé

Les étudiants de l'Ecole des beaux-arts de Paris exposent. Peinture en hommage à Géricault ainsi qu'à France Terre d'asile.

Ni Parlement ni Eglise, la scène russe change de peau

Avignon/Théâtre. Kama Guinkas et Anatoli Vassiliev appellent Dostoïevski et la Bible à l'aide pour combler un vide spirituel

K. I. DU CRIME, de Daniil Guink. Mise en scène : Kama Guinkas. Avec Oksana Missina et Oleg Ralev. Usine Volponi, jusqu'au 22 juillet, à 19 heures.
LES LAMENTATIONS DE JÉRÉMIE. Mise en scène : Anatoli Vassiliev. Eglise des Célestins, jusqu'au 16 juillet, à minuit. Tél. : 04-90-14-14-14.

A cinq mille mètres des murs d'Avignon, l'usine Volponi : les murs écorchés d'une ancienne imprimerie, vide de ses hommes et de ses machines. Au croisement de deux corridors, sous des gaines de tuyaux qui pendent, une trentaine de spectateurs sont assis sur des chaises de fer. Silence.

Surgit en coup de vent une jeune femme, cheveux pas peignés retenus par une barrette, pieds bandés dans des godasses noires, vieux manteau bleu marine qu'elle tient serré contre elle. Elle se fige en une convulsion, s'enfuit aussi vite, réapparaît. C'est Katerina Ivanovna, la figure de *Crime et Châtiment* à laquelle Dostoïevski semble avoir été le plus attaché. Lorsqu'il la raconte, il revoit sa femme, Marie Dmitrievna : *« Elle était mince, grande, élancée... Elle était comme absente, n'entendait pas, ne voyait pas... »*

Le jeune écrivain Daniil Guink (il n'a pas trente ans) a imaginé de faire parler Katerina Ivanovna seule à haute voix pendant le repas que, dans le roman de Dostoïevski, elle a tenu à donner en revenant du cimetière : son mari a été écrasé sous les sabots d'un cheval. *« Sa mort est un bonheur pour nous, une économie »*, s'écrie-t-elle. Dostoïevski disait que sa femme, Marie, avait *« une vitalité de chat »*.

C'est la grande actrice Oksana Myssina qui joue Katerina Ivanovna. Elle a quitté, une fois encore, les spectateurs, et, revenue, elle tremble, elle rit, elle raconte son premier bal, elle parle très vite dans le vide, ou elle prend un spectateur à témoin, entre quat'z'ieux, *mais sans le voir.* Dans sa fièvre à dire les brutalités de son mari qui, pour se payer de l'alcool, a tout vendu, les draps, les meubles, elle tombe par terre, se redresse, puis changement brusque : elle invite calmement le monde à venir prendre part au repas, retour du cimetière.

Nous passons dans une grande salle claire. Le metteur en scène, Kama Guinkas (il est le père de Daniil, l'auteur de la pièce), a fait peindre en blanc immaculé les murs, le plafond, le sol, d'un ancien atelier. *La lumière est blanche et* très forte. Nous pourrions être en plein soleil. Sans doute le père et le fils ont-ils pensé au mot de Dostoïevski sur Katerina Ivanovna : *« Les poitrinaires ont toujours plus mauvaise mine au grand jour du dehors que chez eux. »*

La longue table du banquet est là, couverte d'une nappe blanche sur quoi ne sont posés qu'une bouteille de vodka et une tranche de pain noir. Tout au fond, adossés au mur : les trois enfants tout jeunes de Katerina Ivanovna, Polenka, *l'aînée, son frère Kolia, et* la petite Lidotchka. Katerina va, vient, saute, danse, chante, crie, ne cesse de dire tout et rien, crâne devant les invités misérables ou imaginaires : *« la fierté des pauvres »*, dit Dostoïevski, qui continue d'hésiter à l'aveuglette entre cette Katerina Ivanovna et sa propre femme Macha : *« La phtisie, à une période avancée, trouble les facultés mentales... elle crachait le sang, était à moitié folle, avec des instants de calme.*

La saisie de tout ce qui colle à la pauvreté déclenche là, dans le spectateur, une sensation de choc. Autre chose que l'émotion du théâtre. Plutôt un accident, comme si notre conscience était brûlée, à la pointe de feu, par la vérité elle-même. Dostoïevski a dit que *« le malheur éclaire en plein la vérité »*, c'est cela qui nous est jeté ici, en particulier quand l'actrice Oksana Myssina arrache aux trois enfants leurs loques (Dostoïevski dit qu'elle était maniaque de la propreté, et qu'elle ne lavait et ne séchait les vêtements que la nuit, puisqu'il n'y en avait, dans la maison, aucun de rechange). *« Elle se jetait sur les enfants*, écrit Dostoïevski, *elle leur criait dessus, elle essayait de les faire chanter, danser, et comme ils ne comprenaient pas, elle se mettait à les battre. »* Elle finira par les déguiser en petits comédiens de rue. Lors d'une de ces tentatives, ses crachements de sang ne sont plus qu'une hémorragie, et elle meurt.

Dans l'adaptation des Guinkas père et fils, et l'interprétation d'Oksana Myssina, c'est en un éclair, en une brutalité et une vitesse qui confondent l'être et le néant, que des anonymes de l'Etat, aux premiers signes de l'agonie de Katerina Ivanovna, s'emparent des trois enfants, du violon de leur mère, de toute la mémoire de ces vies. Du ciel descendent les barres d'une fine échelle blanche. L'ombre de Katerina Ivanovna se relève, s'y accroche, s'y balance.

> La saisie de tout ce qui colle à la pauvreté déclenche là, dans le spectateur, une sensation de choc

Le titre est *K. I. du crime.* Les deux initiales de la mère. Ce ne peut être que l'un des moments forts de ce Festival d'Avignon 1997. C'est saisissant. Ce n'est pas de l'hyper-expressionnisme. Quelque chose comme un faisceau de particules de lumière vive qui précipiterait les réflexes. Comme si vivre était, seconde par seconde, un accident, qui ne compte plus. Ce sont des Russes qui jouent ça. Sentiment que de Dostoïevski aux anxiétés d'aujourd'hui est rétabli un courant, intrinsèque.

Anatoli Vassiliev, l'un des phares du théâtre russe, déjà venu à Avignon, *est là aussi, bien sûr.* Il présente, dans l'église des Célestins, qui garde son aspect hugolien de ruine fantôme, une mise en scène épurée de l'un des textes de la Bible, les cinq *Lamentations de Jérémie*, qui pleurent la ruine de Jérusalem. Elles sont ici chantées : l'ensemble de musique ancienne sacrée Sirine en a commandé la partition au musicien Vladimir Martinov. Pour chanter les vers éternels, *« Quoi ? Adonaï concasse mes dents avec des pierres, et m'enfouit dans la poussière... Regarde-les : assis ou debout, je ne suis que leur chanson... »*, Vladimir Martinov dit *« avoir pris pour éléments de base l'octophonie byzantine, le chant grégorien, les chants religieux de la Russie ancienne et des Balkans ».*

Anatoli Vassiliev, au cours des cinq chants de ces *Lamentations*, fait changer la couleur des robes des chanteurs, noires, blanches, bleues. Sous l'inclinaison d'une architecture blanche dans les ouvertures de quoi dansent des enfilades de flammes, il fait évoluer, en rangs, en carrés, en cercles, en diagonales, les chanteurs. L'inclinaison de l'angle des voix, sous les voûtes, change la couleur du son. *« Les mains des femmes matricides font cuire leurs enfants... Eloïm barricade les routes, tord les chemins... La langue du nourrisson, de soif, colle à son palais »*, chantent les robes noires ou bleues, et, comme des rappels ou des illusions d'espérance, des colombes blanches volent ou se posent, dans les hauteurs des arcs ou aux pieds des chanteurs.

Michel Cournot

Un surcroît de conscience

Les Russes sont en nombre au Festival d'Avignon. Il semble que leur théâtre tranche sur les *autres par un surcroît de prise* de conscience. Boris Eltsine préface une brochure que les troupes publient en cette occasion. Elles nous disent que jusqu'à l'effondrement de l'Union soviétique, le théâtre a vécu un *« égarement : il tenait lieu et du Parlement, réduit à un rôle décoratif, et de l'Eglise, à moitié étouffée. Des générations de metteurs en scène, d'acteurs, de spectateurs, sont alors allés au théâtre pour communier : le contact vivant et libre d'hommes entre eux y était possible. Le théâtre en était venu à croire qu'il pourrait changer la vie »*. Aujourd'hui, cet *« égarement »* n'est plus. *« Le théâtre exprime, dans sa langue à lui, et l'euphorie de la liberté, et un sentiment lancinant de défaite dû avant tout au vide spirituel dans quoi se retrouve le pays. »*

Une trop gentille soirée au cloître des Célestins

Avignon/Théâtre. Laurent Pelly met en scène des hymnes homériques dans une ambiance familiale

DES HÉROS ET DES DIEUX, hymnes homériques traduits par François Rosso. Mise en scène : Laurent Pelly. Avec Anne Lévy, Magali Magne, Fabienne Rocaboy, Claire Semet, Rémi Gibier, Réginald Huguenin, Sébastien Lebouc, Claude Lévêque, Patrick Zimmermann.
CLOÎTRE DES CÉLESTINS, les 15, 16, 17, 19, 20 et 21, à 22 heures. Tél. : 04-90-14-14-14. Durée : 1 h 45.

En septembre, Laurent Pelly mettra en scène un opéra pour la première fois, *Orphée aux enfers*, d'Offenbach, à Genève. Pour préparer ce travail, il s'est replongé dans la mythologie. Et il a découvert *Des héros et des dieux*, un recueil d'hymnes homériques (éd. Arléa), dont la lecture lui a donné envie de faire un spectacle pour enfants et adultes.

Longtemps, les hymnes ont été attribués à Homère, parce que les Anciens voulaient croire qu'ils étaient de lui. Les modernes hellénistes ont prouvé qu'il n'en est rien. Plusieurs auteurs anonymes, au cours des siècles, ont mis la main à la pâte, reprenant à leur compte les légendes connues de tous. Dans la Grèce antique, il y avait des festivals – déjà – où les meilleurs poètes étaient invités à célébrer les héros et les dieux. Il y avait aussi des aèdes qui allaient de village en village, plus modestement, attiser l'imagination avec leurs récits. C'est visiblement à eux que Laurent Pelly a pensé pour mettre en scène les hymnes homériques, dont il a voulu qu'ils se *donnent dans une ambiance fami*lière et familiale.

Il n'y a pas de plateau dans le cloître des Célestins, maquillé de façon à évoquer une maison à la campagne, une grande ferme, avec du foin, des bancs de bois, des chaises, une baignoire en plastique, des jouets d'enfants, des cageots, quelques moellons, un clapier, une grande table sous les arches et, plus étrange, un vieux lit de fer posté dans un coin, face à une antique télévision. Deux grands arbres habitent la cour. A l'étage, du linge sèche.

C'est un jour de fête. Hommes et femmes ont mis les habits du dimanche. Costumes noirs et chemises blanches, robes légères et talons. Tous ont l'air gai, sauf un – le boudeur de service –, qui n'a qu'une envie : s'affaler sur le lit pour regarder la télévision. Entre eux, les rôles ne sont pas définis. On ne sait pas s'ils sont maris et femmes, frères et sœurs. Mais il ne fait aucun doute qu'ils constituent une famille – des adultes de tous âges réunis pour une journée particulière. Que fait une famille nombreuse quand elle se rassemble ? Elle raconte des histoires de famille. Ainsi font les neuf comédiens dans le cloître des Célestins.

TROIS HYMNES

Comme les aèdes antiques, ils n'ont besoin de rien pour faire revivre les héros et les dieux. Il leur suffit d'être là, avec le désir de partager des histoires faites pour être dites, en s'aidant, à l'occasion, des moyens du bord. La foudre de Jupiter fracasse le ciel ? quelques feux d'artifice bricolés éclatent. Un oiseau s'envole ? Les hommes l'imitent en frappant des mains sur leurs cuisses. Des vaches « gambadent » – puisqu'elles gambadent, dans les hymnes homériques ? Les femmes agitent des cloches, les hommes remuent leurs bouches. Il faut une musique céleste ? Des ustensiles de cuisine feront l'affaire.

Laurent Pelly privilégie trois hymnes – à Déméter, Aphrodite et Hermès –, qui comptent parmi les plus longs et les plus narratifs du recueil. C'est un plaisir de les entendre, parce qu'ils célèbrent les dieux en toute liberté, d'une manière enfantine. Aux Célestins, on est aux antipodes de la Cour d'honneur où le dieu des chrétiens, des juifs et des musulmans génère la peur liée à la morale. Les dieux des Hymnes homériques sont d'abord les héros d'aventures, à qui les *hommes* lanceraient des prières très gaies. Il y a un côté « haut les cœurs » dans ces récits, qui transmettent avant tout un désir de vie.

Le plus réussi des trois est sans doute l'hymne à Déméter, pour lequel les comédiens tendent un immense drap blanc rafistolé, entre les deux arbres de la cour. Derrière, ils se livrent à un jeu d'ombres chinoises plaisantes, qui réjouissent les enfants. Ces derniers sont peu nombreux dans le public, et c'est dommage. Car, quoi qu'en dise Laurent Pelly – pour qui la distinction entre théâtre pour adultes et pour enfants n'a qu'un sens relatif –, sa création d'Avignon n'est pas « tous publics ». Elle est gentille comme une histoire qu'on raconte aux petits le soir, pour qu'ils fassent de beaux rêves. Sans plus.

Brigitte Salino



À L'AFFICHE

Un air de famille
La mère s'appelle Elisabeth Baillon et invente des ancres brodées. Agnès, la fille, sculpte d'horribles petites cochonnes à la tête de Bécassine qu'elle assied sur des chaises trop grandes. Jambettes qui pendouillent dans le vide, seins découverts et paupières sans cils. A la limite du supportable, mais le modelé a de la force. Cette *Femme libérée* est à découvrir sur le plateau du Larzac, au-dessus de Millau.
Brouzes du Larzac, 12490 Aveyron. Tous les jours de 15 heures à 19 heures. Tél. : 05-65-62-35-20.

Wim Vandekeybus à Barcelone
Au Mercat de les Flors, Wim Vandekeybus, un des plus doués de la génération flamande, crée en première mondiale *7 for a Secret Never Be Told* dans le cadre du Festival d'Estiu. Le chorégraphe n'est pas de tout repos : parfait pour des vacances mouvementées et heureuses.
Festival d'Estiu, Mercat de les Flors, les 23, 24, 26 et 27 juillet, à 22 heures.

Le Hip-Hop Opéra d'Accrorap
Le hip-hop bouge, version comédie musicale et version opéra. DJ, soprano et violoncelle pour une danse en plein mouvement. La compagnie Accrorap prend les devants : pas « culturel » le hip-hop ? C'est ce qu'on va voir ! Démonstration en avant-première à Châteauvallon.
Festival de Châteauvallon, le 24 juillet, Amphithéâtre, 22 heures. Tél. : 04-94-22-74-00.

ET SUR INTERNET
★ Le journal des Festivals, nos photographies et reportages : www.lemonde.fr/festivals

« L'enroué vers l'or »

Charles Aznavour a fêté ses cinquante ans de chansons à Montreux

CARTE blanche à Aznavour en plein 29e Festival de jazz de Montreux (Suisse), samedi 12 juillet, dans l'auditorium Stravinsky : l'affaire démarre sur les chapeaux de roue. A l'ancienne ! Ouverture de grand orchestre, dans le style des music-halls d'avant ou comme à Las Vegas. Ça claque et ça sonne. Tous pupitres occupés par de sérieux clients, le WDR Big Band de Cologne. Le risque est minime. Globalement, ils sont rougeauds et déplumés comme les musiciens que dessine Sempé. Dès qu'ils jouent, ça ne blague plus.

Entre alors Claude Nobs. Il a troqué son emploi d'apprenti boulanger (dans la boutique de son père) pour celui de permanent de l'office de tourisme ; de celui-ci – coup de génie – il fit une annexe à sa névrose (grand amateur de jazz) ; et de fil en aiguille, au cours de ses « trente glorieuses » personnelles, il change sa manie en passion dont Montreux est le théâtre.

Montreux fut sa scène primitive. La Suisse lui est aujourd'hui redevable de son festival. Par deux fois, très honnêtement, il a essayé d'évincer le terme de *jazz* dans son intitulé. Ça n'a pas pas marché. Moins il y a de jazz au programme, plus on tient au mot. Claude Nobs annonce chaque spectacle et change de tenue à chaque annonce. Pour Charles Aznavour, smoking et papillon noir. Il a une citation très curieuse dont on se demande dans quel lac il est allé la pêcher : *« Et maintenant, comme disait Charlie Parker, assez de mots, place à la musique ! »* Il est des soirs où Montreux se prend pour Montreux. Ce sont les meilleurs : en 1996, Charles Trenet ; cette année, Aznavour. Sitôt l'intro en fanfare, entre le petit Charles qui plaisante sur sa taille, en raison de l'emplacement du micro. Lequel doit être, on imagine, placé trop haut par contrat. Il rappelle qu'on l'appelait *« l'enroué vers l'or »*. De toute façon, le public, plus âgé que d'habitude, lui est acquis. Certains sont ses contemporains (soixante-treize ans très enviables), d'autres ont visiblement passé le certif' avec Jeanne Calment.

On a essayé d'évincer le terme de « jazz » dans l'intitulé du festival. Ça n'a pas marché. Moins il y en a, plus on tient au mot

Première chanson : *Après l'amour*. Elle eût sa petite heure de scandale, mais enfin, aujourd'hui, comme il dit… Toujours ces histoires de chairs repues et de corps alanguis *« au sein des draps froissés »*. Entre Charles Dumont, Baudelaire et Delacroix (le *Lit défait* que l'on peut voir dans sa maison, place de Furstenberg, à Paris). Musicalement, vocalement, scéniquement, la barre est très haut. Parce que vont se succéder, sous la houlette de George Duke et de sa rythmique californienne, quelques jeunes gens plus ou moins solides, sous le regard du maître. Trois chansons chacun, en français, en anglais ou en espéranto. Dans un style de karaoké pro, ou avec de vrais bonheurs, on a droit, sur fond imaginaire des interprétations de l'enroué très roué, à de superbes prestations de Rachelle Ferrell, agaçante de savoir-faire et finalement fondante de faire-savoir (très belle déclaration d'amour, à la coda de *Toi et moi*, avec acrobaties de glotte et mimiques idoines) ; Patti Austin, le double de volume de George Duke, imposante, cabotine, importante ; Manu Dibango (voix de caverne, nonchalance ajustée), Mino Cinelu (au four et au moulin, percussionniste attelé à *La Bohème* et aux *Deux Guitares*) ; Lambert Wilson (chantant *La Mamma* et *Sa jeunesse* sans chichis, à fond dans la chanson) ; plus Effel Jones (la fille de Quincy, belle et timide) ; David Soul et Jonathan Butler qui n'aime rien tant que d'être en scène. Ajoutez la « Montreux Touch », la part de bœuf sans laquelle il n'est pas de pot-au-feu lémanien. Bobby McFerrin qui passait par là en *guest-star* de luxe, le tout plutôt réussi dans le genre. Aznavour revient pour une version soufflante de *Emmenez-moi*. C'est lui le patron. C'est clair.

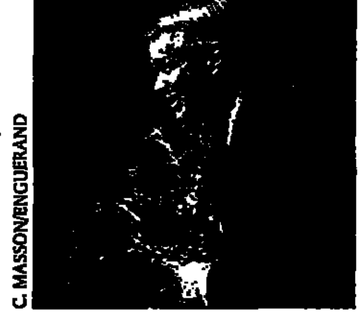
Francis Marmande

HORS CHAMP

■ L'Italienne **Giovanna Calvenzi** sera la directrice artistique des Rencontres internationales de la photographie d'Arles 1998 (RIP). Elle vient de dévoiler les grandes lignes de son programme. Centré sur *« la représentation de l'homme »*, il s'articulera autour de trois thèmes : *« Les sources de la modernité photographique, les rapports entre l'imagerie professionnelle et la recherche artistique, une nouvelle représentation des relations humaines. »* Giovanna Calvenzi a été responsable de la photographie dans plusieurs journaux et magazines italiens et pour de nombreuses expositions. Le délégué général des rencontres, **Bernard Millet**, qui réfléchit à une modification des structures de ce festival, sera pour sa part en charge des RIP de l'an 2000 avec un programme axé sur le voyage en Méditerranée.

■ **Luciano Pavarotti, Placido Domingo et José Carreras** font de *« la variété »* et non de *« la musique sérieuse »*. Les droits à verser passent donc de 138 000 francs à 5 millions de francs, a estimé l'Office allemand des brevets. Cette instance avait été saisie par la Société des droits d'auteurs (GEMA) à la suite des concerts donnés par les trois **ténors** en 1996 au stade olympique de Munich et au stade de Düsseldorf. Ils avaient rassemblé 126 000 spectateurs, payant jusqu'à 2 500 francs la place. L'office des brevets n'a pas suivi l'argumentation de l'organisateur qui plaidait l'apport créatif des trois ténors à *Sole Mio* : pour un concert de *« musique sérieuse, la priorité doit être donnée à l'écoute et au plaisir de la musique. Le caractère spectaculaire et l'importance de ces concerts sont contraires à leur classement dans la catégorie de purs concerts de musique sérieuse »*.

■ **Dietrich Fischer Dieskau** (*notre photographie*) est le lauréat 1997 du Grand Prix annuel de l'Association de la presse musicale internationale. Le baryton allemand a été couronné *« en reconnaissance de son incomparable travail musicologique au service des lieder de Schubert et du lied allemand en général »*.


C. MASSON/ENGUERAND

L'association a renouvelé son bureau en confiant un nouveau mandat de président, pour trois ans, au Suisse **Antoine Livio**, producteur à la Radio suisse romande et à France-Musique.

■ **Yves Bigot**, directeur général de **Mercury France** depuis trois ans, quitte ce poste. **Yann-Philippe Blanc** le remplace. Agé de quarante-deux ans, Yves Bigot est président du Fonds d'action et d'intervention rock (FAIR) et de l'association des Victoires de la musique. Yann-Philippe Blanc, trente-trois ans, a fait l'essentiel de sa carrière chez Mercury.

Angelin Preljocaj en guerre

Avignon/Danse. « Paysage après la bataille » charrie la mort et le sexe, le pire et le meilleur

PAYSAGE APRÈS LA BATAILLE, d'Angelin Preljocaj. Georges Charbonnier (montage sonore), Goran Vejvoda (musique originale), Jacques Châtelet (lumières), Adrien Chalgard (costumes). Cour du lycée Saint-Joseph, jusqu'au 19 juillet, à 22 heures. Tél. : 04-90-14-14-14.

Le décor de *Paysage après la bataille* (des cabines en bois couvertes de poil rose fluorescent) est-il affreux ou agressif ? Une voix s'élève. Celle de Marcel Duchamp. D'entrée de jeu, elle pose la question de l'œuvre d'art et du goût. *« Que le goût soit bon ou mauvais n'a aucune importance, car il est toujours bon pour les uns et mauvais pour les autres »*, dit le peintre. Les vingt-deux danseurs de la compagnie Preljocaj s'enlacent sur le slow *Ti Amo*, d'Umberto Tozzi. Sentimentalisme et toc. On craint le pire. Mais ça déraille : les filles trop fortement serrées, étouffent, se débattent, chutent. On entend le bruit du tourne-disque qui continue sa course dans le vide. Mais où est Joseph Conrad ? Le romancier et marin est censé, à l'égal de Duchamp, avoir inspiré le chorégraphe. Dans *Paysage après la bataille*, c'est sa morale qui est présente. *« Face au vent, toujours face au vent, c'est le seul moyen de s'en tirer. Vous n'êtes encore qu'un jeune marin. Sachez toujours faire face. C'est déjà beaucoup. Et gardez la tête froide. »* Conseil donné à un mousse dans *Typhon*. Preljocaj, lui, n'est plus un jeune chorégraphe. Il a quarante ans passés, une compagnie depuis 1983, installée aujourd'hui à Aix-en-Provence, et une vingtaine de pièces derrière lui. Il n'en veut pas moins laisser déferler sa danse comme au premier jour. Lui faire front. Advienne que pourra.

NI LOI NI CODE

Un raz-de-marée, qui charrie morts, charniers, règlements de compte entre survivants. Habitué à répondre aux commandes de grands ballets classiques – ceux de l'Opéra de Paris ou du New York City –, le chorégraphe aime les risques quand il crée pour sa compagnie. *« Je voulais brouiller tous mes codes, toutes les pistes »*, explique-t-il. La danse tient par la logique de son rythme, l'improbable du mouvement, la qualité de danseurs capables de tout. Qui pourrait autrement, sans ridicule, inventer une scène où des danseurs se tirent dessus à bout portant, comme des mômes ?

L'Albanie, pays natal de la famille Preljocaj, n'a pas fini de souffrir dans la création du chorégraphe. Furia de sang, de sexe. Poésie et Grand Guignol. La représentation du meurtre arrive à s'imposer parce que la guerre est au cœur de la pensée de Preljocaj. Il travaille sur les clichés, trouvant des similitudes entre les poses des corps dans les charniers et celles des soldats fixés dans la pierre des monuments aux morts. Il développe une esthétique de la mort et de sa jouissance. Rien de très convenable, dans cette façon de montrer sans prendre parti. Cynisme ou désespoir ?

Le chorégraphe sait qu'il sera attaqué, qu'il est attaquable. Mais, comme à la guerre, il s'expose. C'est aussi son idée de la danse. Sans loi, sans code : tout est permis. Du plus dépouillé au plus kitsch. Il arrive que la pièce s'éparpille, ralentisse trop, se répète. Il arrive aussi des moments de danse à ravir. Ainsi cette ronde d'hommes, côté jardin. Trois interprètes sont assis, chacun sur une chaise. Au centre de ce triangle, trois autres sont debout torse nu ; ils se tiennent par les mains, bras tendus, corps tendus, objets désirables, s'offrant aux regards et au silence, avant de se mettre sur les genoux de ceux qui sont assis. Corps collés, frôlés, empoignés, et toujours cette ronde, masculine, qui revient, qui provoque. Les hommes dansent encore en Albanie. Beauté aussi des danses des grands singes noirs. Et de leur descendance : des humains en costume d'Adam. Passage au ralenti d'une femme-singe aux arabesques érotiques. Duos d'amour et de dévoration dans la gueule des ours blancs. Ces animaux disent, eux aussi, l'humanité et l'inhumanité. La dramaturgie de *Paysage après la bataille* se voudrait celle d'une comédie musicale contemporaine – le terme de tragédie musicale conviendrait mieux –, suite de séquences hachées par la désolation des guerres d'ethnies de cette fin de siècle. C'est ambitieux. Mais ce n'est pas le chef-d'œuvre de Preljocaj. Au final, les danseurs, vêtus de bure, traversent l'espace à pas lents. Après la guerre, le monastère ? Les cabines pelucheuses du décor prennent dans la pénombre des airs de confessionnaux.

Dominique Frétard

Réunion de famille pour les Marseillais d'IAM

La Rochelle/Rap. Le groupe d'Akhenaton a convié ses disciples aux Francofolies et a montré son incomparable maîtrise du hip-hop, malgré la tension consécutive à quelques bagarres

IAM et le Hip-Hop marseillais. Francofolies de La Rochelle, esplanade Saint-Jean-d'Acre. Le 12 juillet.

Depuis longtemps Jean-Louis Foulquier, ordonnateur des Francofolies, a rodé le principe qui guide la plupart des concerts organisés sur la scène principale du festival, esplanade Saint-Jean-d'Acre. Pour une performance unique, le programmateur demande à la vedette de la soirée d'inviter les artistes de son choix. Samedi 12 juillet, il avait suggéré à IAM, groupe star du hip hop marseillais, de composer son plateau. Peu de genres semblent aussi adaptés que le rap à ce concept. Des cours d'école aux parking des cités, le hip-hop est un art qui s'élabore en communauté. Le groupe s'élargit à une bande – on dit un *posse* – qui avec le temps se transforme souvent en collectif artistique.

En presque dix ans de service, IAM a agrandi sa famille et suscité bien des vocations. L'ingéniosité de ses rimes, sa façon de défendre l'identité multiraciale de la cité phocéenne en ont fait un modèle. Professeurs, parrains, mentors… pour beaucoup, les membres d'IAM sont surtout des potes. Coincé dans les bouchons, le car des vedettes du jour arrive avec deux heures de retard. Leurs camarades ont commencé les balances sans eux. Escortés par plusieurs caméras de télévision, Jo, Akhenaton, Kheops, Imhotep et Malek arrivent enfin. La smala marseillaise les noie de galéjades. On chambre autant qu'on s'embrasse. Pour Sat, un des chanteurs de la Fonky Family, valeur montante du rap de la Canebière, *« IAM a été le premier groupe à représenter nos conditions de vie dans cette ville. Leur réussite a inspiré tout le monde. On a pour eux beaucoup d'amitié et de respect. »*

« C'est avec un stylo et sa bouche qu'il faut être dangereux »

Habillée de sweat-shirts blancs, l'écurie Côté Obscur déboule à vingt sur scène, entamant – très symboliquement – le show par *L'Ecole du micro d'argent*. Les baffles résonnent d'une grosse envie de fête. Dans le public, certains confondent malheureusement danse et boxe thaï. Une bande de durs provoque des bagarres. On stoppe le concert, Jo et Akhenaton apostrophent les fauteurs de trouble. *« Vous vous êtes affirmés en tant que mâles ? C'est avec un stylo et sa bouche qu'il faut être dangereux, pas avec autre chose. »* Le spectacle restera sous l'emprise de cette tension. IAM et ses invités – la Fonky Family, le 3e Œil, Def, Karim, FAF la Rage – multiplient les échanges et les combinaisons. Akhenaton officie en Monsieur Loyal. C'est un tour de force que d'ordonner en un concert cette cascade de rimes, pour la plupart inconnues des dix mille spectateurs. La qualité du son ne cache pas les imperfections. Il y a beaucoup d'urgence dans les textes des uns et des autres. La volonté de rendre compte, de *« représenter »*, de résister pour *« Toulon, Vitrolles, Marignane »*. Mais on n'échappe pas à une certaine monotonie, à l'influence parfois pesante des aînés. De vrais talents aussi se singularisent. Le grain de folie de Le Rat Luciano de la Fonky Family ; la voix profonde de FAF la Rage, le frère de Jo ; l'incroyable vivacité de Boss du 3e Œil, feu follet noir à casquette bleue.

IAM reste maître du jeu. Son univers, tour à tour mystique, introspectif, grave et drôle (en solo, Akhenaton nous gratifie de son nouveau single, *J'ai pas de face*, une satire des boys bands) n'a pas d'équivalent. Le tranchant de Jo, l'aura d'Akhenaton, les ambiances noires distillées par Imhotep sont d'imparables atouts. A l'image d'une version épique de *L'Empire du côté obscur*, chacun de leurs titres est porté en triomphe. Ce qui laisse bien augurer d'une tournée qui débutera en novembre. Déçu pourtant, Akhenaton se déclare *« usé par les bastons et les bombes lacrymos »*. En rappel, les Phocéens reprennent en chœur *Le Squad* et *Bad Boys de Marseille*. Perturbés par d'autres mauvais garçons.

Stéphane Davet

Les périlleuses vocalises de Kathleen Cassello

Orange/Opéra. Ovation méritée aux interprètes de « Lucia Di Lammermoor », de Donizetti

LUCIA DI LAMMERMOOR, de Donizetti. Avec Kathleen Cassello (Lucia), Martine Mahé (Alisa), Francisco Araiza (Edgardo), Marc Barrard (Enrico), Giacomo Persia (Raimondo), Sergei Kunaev (Arturo), Jean-Pierre Furlan (Normanno), Chœurs du Théâtre des Arts de Rouen et de l'Opéra d'Avignon, Ensemble vocal des Chorégies d'Orange, Orchestre philharmonique de Radio-France, Louis Langrée (direction). Robert Fortune (mise en scène). Roberto Platé (décors). Claude Massou, Bruno Fatalot (costumes). Jacques Rouveyrollis (lumières). Théâtre antique, d'Orange, le 15 juillet, à 21 h 45. Tél. : 04-90-34-24-24.

Une tache blanche dans un océan de noirceur : telle apparaît *Lucia di Lammermoor* dans la vision de Robert Fortune et Roberto Platé. Ce drame romantique, emprunté à Walter Scott, a inspiré à Donizetti en 1835 son chef-d'œuvre tragique. Jeune noble écossaise, Lucia aime Edgardo, le chef du clan adverse. Son frère Enrico veut lui faire épouser un autre homme. L'amour bafoué la mènera au meurtre, à la folie et à la mort. Son amant se tue devant son corps. Rideau.

Pour *Lucia*, le rideau est fait de lumières qui glissent le long du vaste mur romain. Cette belle idée est déclinée pendant tout l'opéra : elle transforme, par une série de projections lumineuses, la paroi de pierre blonde en une suite d'immenses toiles peintes, qui dessinent les décors des tableaux successifs comme des paysages fantastiques. Pour raconter l'histoire, il suffit alors de pousser sur le plateau un praticable qui portera une fontaine, une table, des tombes. Noirs, les costumes d'Enrico et de ses hommes de main. Rouges ou violettes, les écharpes qui rallient les camps. Blanche, la robe de Lucia. La mise en scène, qui évoque les reconstitutions « historicisantes » du XIXe siècle, sait aussi respecter la musique : le sextuor du deuxième acte place les six protagonistes face à l'hémicycle, en plein éclairage, comme pour un concert.

DOUCE DÉRAISON

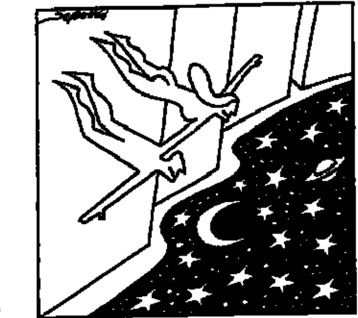
Ce sont les prestations vocales que l'on attend d'abord dans *Lucia di Lammermoor*. Hormis la basse Giacomo Prestia (Raimondo), les hommes manquent d'éclat. La voix de Francisco Araiza (Edgardo) parvient comme assourdie, presque usée, mais cette faiblesse le sert dans son dernier air, chanté avec beaucoup de musicalité. Kathleen Cassello bouleverse par sa simplicité dans la « Scène de la folie ». Sa déraison est plus douce que violente, Lucia (re)devient une petite fille apeurée, en proie aux soubresauts d'un esprit égaré. Souvent prétexte à roucoulades belcantistes, les périlleuses vocalises sont ici au cœur de l'interprétation. Les graves sont profonds, les aigus un peu tirés, parfois métalliques, peu importe. Maria Callas, qui incarna le personnage de façon inégalée (cinq disques en témoignent), n'était pas parfaite, elle non plus.

Chez Donizetti, l'orchestre est surtout là, pense-t-on, pour exalter le chant. Louis Langrée pousse plus loin sa direction. Bien suivi par l'Orchestre philharmonique de Radio France dont les solistes brillent particulièrement, il gomme toute vulgarité, découvre des couleurs inattendues, équilibre la fosse et la scène où les chœurs sonnent juste. Le 12 juillet, jour de la première, le public a fait une ovation méritée aux interprètes. Les sifflets, eux, avaient « salué » l'arrivée de Catherine Trautmann, ministre de la culture, et d'Elisabeth Guigou, garde des sceaux. Mais les femmes politiques ont le cuir plus dur et le souffle moins court que certaines spectatrices du Théâtre antique. Alors que, dans la chaleur de l'été provençal, les évanouissements se multipliaient dans les gradins, elles ont tenu jusqu'au bout.

Pierre Moulinier

Un combat pour l'art moderne

Le Musée de Lyon rend hommage à René Deroudille



RENÉ DEROUDILLE était pharmacien : on lui doit le « sirop béchique Deroudille ». Qui ne fut pas inutile pour calmer la toux de ses concitoyens, losqu'ils lurent, en février 1984, dans *Galerie des Arts*, un article intitulé « A Lyon, les imbéciles font la loi... ». Car Deroudille était aussi, et surtout, critique d'art. Et il ne mâchait pas ses mots. Il a soutenu Roger Planchon, à ses débuts au Théâtre de la Comédie. A travers ses collaborations aux revues *Cimaise*, *I 4 Soli*, ou *Art d'aujourd'hui*, il a accompagné et défendu l'abstraction d'après-guerre, qu'il a aussi, et non sans succès, diffusé en province. En 1984, à soixante-treize ans, il prend fait et cause pour la Biennale de la danse organisée à la Croix-Rousse. Jusqu'à sa mort, en 1992, il ferraille en faveur de la toute jeune Biennale d'art contemporain de Lyon. Le Musée des beaux-arts de Lyon lui doit un des fleurons de sa collection, le *Paysage blond*, un Dubuffet de 1952, qu'il réussit, de haute lutte, à imposer à la commission d'acquisition dès 1956. Il rend aujourd'hui un hommage bien mérité à cet homme que l'art de son temps passionnait plus que la pharmacopée.

★ **Musée des beaux-arts de Lyon, 20, place des Terreaux, 69 Lyon. Jusqu'au 17 août. 25 F. Tél. : 04-72-10-17-40. Catalogue, 248 p., Seuil, 150 F.**

UNE SOIRÉE À PARIS

Georges Pludermacher
Le pianiste Pludermacher, ancien compagnon de route de la création contemporaine des années 70, joue Rachmaninov... Il y en a quelques-uns qui vont mordre leur *Petit Livre rouge.*
Chopin : *Sonate pour piano op. 58, Polonaise op. 44.* Rachmaninov : *Moments musicaux.*
Orangerie du parc de Bagatelle, domaine de Bagatelle, Paris 16e. Mº Pont-de-Neuilly. 18 h 30, le 14. Tél. : 01-45-00-22-19. 150 F.

Dominique Merlet
Merlet s'est longuement penché sur la pédale du piano, sur son utilisation, les possibilités de coloration qu'elle permet. Il a scruté les partitions, et dans Chopin s'est aperçu que de nombreux pianistes faisaient tout à l'envers.
Chopin : *Scherzos, Ballade, Nocturne, Mazurka.* Debussy : *Préludes, livre II.*
Schola Cantorum, 269, rue Saint-Jacques, Paris 5e. Mº Port-Royal, Luxembourg. 20 h 30, le 15. Tél. : 01-43-54-56-74. De 70 F à 120 F.

« Salut Léo ! »
Des chanteurs amis et admirateurs évoquent Léo Ferré – mort le 14 juillet 1993 – en piochant avec ferveur et enthousiasme dans son vaste répertoire. Avec la participation de Guy Béart, Clara Finster, Paco Ibanez, Claude Piéplu, Sapho, Mouron, Bernard Haillant, Louis Capart, Luis Rego, Marie-Josée Vilar, Joan-Pau Verdier, Eddy Schaff, Josette Kalifa, Lulu Borgia.
Trianon, 80, boulevard Rochechouard, Paris 18e. Mº Anvers. 20 h 30, le 14. Tél. : 01-48-05-34-08. 120 F et 150 F.

Rétrospective Ingmar Bergman
Le cycle consacré au cinéaste suédois se poursuit au cinéma Saint-André-des-Arts jusqu'au 29 juillet. Cette semaine : *La Flûte enchantée* (le 14), *Une leçon d'amour* (le 15), *L'Œil du diable* (le 16), *La Prison* (le 17), *Une passion* (le 18), *Les Fraises sauvages* (le 19), *Scènes de la vie conjugale* (le 20).
Saint-André-des-Arts, 30, rue Saint-André-des-Arts, Paris 6e. Mº Saint-Michel. Tél. : 01-43-26-48-18.

MUSIQUE

Une sélection de concerts classique, jazz, rock, chanson et musique du monde à Paris et en Ile-de-France

CLASSIQUE

MARDI 15 JUILLET

Pelléas et Mélisande
de Debussy. Luc Berthomieu, Dominique Ploteau (Pelléas), Régine Blanes, Angélique Greuter, Anne Lapalus (Mélisande), Frédéric Guieu, Claude Massoz, Alain Zürcher (Golaud), Philippe Degaëtz, Olivier Peyrebrune (Arkel), Gaëlle Caro, Patricia Palamara (Geneviève), Lucie Bouroche, Marie-Charlotte Laborne (Yniold), Akémi Souchay-Okumura (piano), Pascale Jeandroz (direction), Elisabeth Navratil (mise en scène).
Théâtre du Tambour-Royal, 94, rue du Faubourg-du-Temple, Paris 11e. Mº Goncourt, Belleville. 19 h 30, le 15. Tél. : 01-48-06-72-34. 130 F.

Rigoletto
de Verdi. Juan Pons (Rigoletto), Ruth Ann Swenson (Gilda), Frank Lopardo (le duc de Mantoue), Miguel Angel Zapater (Sparafucile), Graciela Araya (Madeleine), Pavlo Hunka (Monterone), Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris, James Conlon (direction), Jérôme Savary (mise en scène).
Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris 11e. Mº Bastille. 19 h 30, le 15. Tél. : 01-44-73-13-00. De 60 F à 610 F.

Stagiaires de l'Académie de musique du XXe siècle
Manoury : *Le Livre des claviers, pièce II.* Holliger : *Trio.* Stockhausen : *Adieu.* Donatoni : *Almari.*
Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mº Porte-de-Pantin. 20 heures, le 15. Tél. : 01-44-84-44-84. Entrée libre.

Nadine Palmier, Joël Rigal (pianoforte)
Schubert : *Œuvres pour piano à quatre mains.*
Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 1, rue Saint-Julien-le-Pauvre, Paris 5e. Mº Saint-Michel. 20 h 30, les 15 et 17. Tél. : 01-43-29-09-09. De 120 F à 150 F.

MERCREDI 16 JUILLET

Stagiaires de l'Académie de musique du XXe siècle
Jolivet : *Sonatine.* Amy : *Relaise.* Dusapin : *Stanze.* Schoeller : *Lamento.* Kagel : *Atem.* Durand : *Trio à cordes.*
Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mº Porte-de-Pantin. 20 heures, le 16. Tél. : 01-44-84-44-84. Entrée libre.

JEUDI 17 JUILLET

Stagiaires de l'Académie de musique du XXe siècle
Goubaïdoulina : *Etudes.* Nunes : *Versus III.* Crumb : *Black Angels.*
Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mº Porte-de-Pantin. 20 heures, le 17. Tél. : 01-44-84-44-84. Entrée libre.

VENDREDI 18 JUILLET

Stagiaires de l'Académie de musique du XXe siècle
Boulez : *Livre pour quatuor.* Lindberg : *Ablauf.* Carter : *Quintet.*
Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mº Porte-de-Pantin. 20 heures, le 18. Tél. : 01-44-84-44-84. Entrée libre.

SAMEDI 19 JUILLET

Trio des Archets
Œuvres de Mozart, Schubert et Beethoven.
Théâtre de l'île Saint-Louis, 39, quai d'Anjou, Paris 4e. Mº Pont-Marie. 16 h 30, le 19 ; 20 heures, le 20. Tél. : 01-46-33-48-65. 80 F.

Stagiaires de l'Académie de musique du XXe siècle
Birtwistle : *Secret Theatre.* Berio : *Chemin IV.* Benjamin : *Three Inventions.* George Benjamin (direction).
Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mº Porte-de-Pantin. 20 heures, le 19. Tél. : 01-44-84-44-84. 75 F.

Chœur de la Capella du musée du Kremlin de Moscou
Mozart : *Requiem.* Schubert : *Symphonie nº 5.* Chœurs liturgiques orthodoxes russes. Chœur du Festival, North Carolina School of the Arts Festival Orchestra, Guennady Dmitryak, Serge Zehnacker (direction).
Eglise Saint-Louis-en-l'Ile, 19, rue Saint-Louis-en-l'Ile, Paris 4e. Mº Pont-Marie. 20 h 45, le 19 ; 17 heures, le 20. Tél. : 01-44-62-70-90. Location Fnac, Virgin. De 90 F à 150 F.

Passeo Alceo (piano)
Œuvres de Beethoven, Schumann et Liszt.
Eglise Saint-Merri, 76, rue de la Verrerie, Paris 4e. Mº Hôtel-de-Ville. 21 heures, le 19. Tél. : 01-42-71-93-93. Entrée libre.

Judicaël Perroy (guitare)
Œuvres de Bach, Paganini, Villa-Lobos et Albeniz.
Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 1, rue Saint-Julien-le-Pauvre, Paris 5e. Mº Saint-Michel. 21 heures, le 19. Tél. : 01-42-50-96-18. De 90 F à 130 F.

Lorenzo Cipriani (clavecin)
Œuvres de Froberger, Frescobaldi, Mozart et Bach.
Notre-Dame-de-la-Compassion, place du Général-Koenig, Paris 17e. Mº Porte-Maillot. 21 h 15, le 19. Tél. : 01-45-74-83-31. 30 F.

Quatuor Ysae
Schubert : *Quintette à cordes D 956.* Brahms : *Quatuor à cordes op. 51 nº 1.* Jean-Guihen Queyras (violoncelle).
Sceaux (92). Orangerie, parc de Sceaux. Mº Bourg-la-Reine. 17 h 30, le 19. Tél. : 01-46-60-07-79. De 100 F à 140 F.

DIMANCHE 20 JUILLET

Duo Levy-Ben Attar
Œuvres pour guitare et violoncelle de Schubert et Matiegka.
Maison de l'Europe, 35, rue des Francs-Bourgeois, Paris 4e. Mº Saint-Paul. 16 h 30, le 20. Tél. : 01-42-07-22-07. 70 F.

Stagiaires de l'Académie de musique du XXe siècle
Ligeti : *Melodien.* Murail : *Serendib.* Berg : *Concerto de chambre.* David Robertson (direction).
Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mº Porte-de-Pantin. 16 h 30, le 20. Tél. : 01-44-84-44-84. 75 F.

Nathalie Stutzmann (contralto), Inger Sodergren (piano).
Schubert : *Lieder.* Brahms : *Lieder, Rapsodies op. 79.*
Sceaux (92). Orangerie, parc de Sceaux. Mº Bourg-la-Reine. 17 h 30, le 20. Tél. : 01-46-60-07-79. De 100 F à 140 F.

JAZZ

Ludovic de Preissac Quartet
Le Bilboquet, 13, rue Saint-Benoît, Paris 6e. Mº Saint-Germain-des-Prés. 22 h 30, du 14 au 19. Tél. : 01-45-48-81-84. 120 F.

Kenny Garrett Quartet
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10e. Mº Château-d'Eau. 20 h 30, le 15. Tél. : 01-45-23-51-41. Location Fnac, Virgin. De 110 F à 130 F.

Carl Schlosser Trio
Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 h 30, les 15 et 16. Tél. : 01-42-36-01-36. De 50 F à 80 F.

Benny Bailey Quartet
Petit Journal Saint-Michel, 71, boulevard Saint-Michel, Paris 5e. Mº Luxembourg. 20 h 30, les 16 et 17. Tél. : 01-43-26-28-59. De 95 F à 260 F.

Paquito D'Rivera and the United Nation Orchestra
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10e. Mº Château-d'Eau. 21 heures, le 16. Tél. : 01-45-23-51-41. Location Fnac, Virgin. De 110 F à 130 F.

Antonio Hart Quartet
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 heures, les 16 et 17. Tél. : 01-40-26-46-60. Location Fnac, Virgin. 78 F.

Sangoma Everett Quartet
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 heures, les 16 et 17. Tél. : 01-42-33-22-88. Location Fnac. 80 F.

James Carter Quartet
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10e. Mº Château-d'Eau. 21 heures, le 17. Tél. : 01-45-23-51-41. Location Fnac, Virgin. De 110 F à 130 F.

Harlem Nocturne
Caveau de la Huchette, 5, rue de la Huchette, Paris 3e. Mº Saint-Michel. 21 h 30, les 17, 18, 19, 20, 21 et 22. Tél. : 01-43-26-65-05. De 60 F à 70 F.

Alain Labib Quartet
Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 h 30, les 17, 18 et 19. Tél. : 01-42-36-01-36. De 50 F à 80 F.

Ray Barretto New World Spirit
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10e. Mº Château-d'Eau. 21 heures, le 18. Tél. : 01-45-23-51-41. Location Fnac, Virgin. De 110 F à 130 F.

Ricky Ford Quartet
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 heures, les 18 et 19. Tél. : 01-40-26-46-60.

Sonny Fortune Quartet
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 heures, les 18 et 19. Tél. : 01-42-33-22-88. Location Fnac. 80 F.

Fabrice Eulry Sextet
Alliance Jazz Club, 7, rue Saint-Benoît, Paris 6e. Mº Saint-Germain-des-Prés. 22 h 30, les 18, 19, 22 et 23. Tél. : 01-42-60-23-02. De 80 F à 120 F.

Antonio Hart Quartet
Parc floral de Paris (bois de Vincennes), bois de Vincennes, Paris 12e. Mº Château-de-Vincennes. 16 heures, le 19. Entrée libre.

Larry Carlton, Larry Kimpel, Moyes Lucas
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10e. Mº Château-d'Eau. 21 heures, le 19. Tél. : 01-45-23-51-41. Location Fnac, Virgin. De 110 F à 130 F.

ROCK

Roadhouse Blues & Jazz Festival
Durant cinq jours, deux scènes de Disney Village (Rock'n Roll America et la scène centrale) balanceront aux accents « roots » des guitares slide et bottleneck, aux timbres rauques et voix profondes, aux sons jazzy des saxophones et pianos. Tous les concerts de ce festival sont gratuits, excepté celui de Jimmy Cliff le 19 juillet (150 F).
Avec Taj Mahal & the Phantom Blues Band (22 h 30, le 15), Larry Carlton (20 h 30, le 16), Ras Smaila (22 h 30, le 16), Thierry Lang (20 h 30, le 17), Lee Ritenour (22 h 30, le 17), Patrick Verbeke (22 h 30, le 17), Brian Lee (20 h 30, le 18), Jimmy Cliff (20 h 30, le 19), Keb'Mo' (22 h 30, le 18), Shake on Shake (20 h 30, le 19), The Radiators (22 heures, le 19).
Chessy (77). Disney-village (Disneyland-Paris). Accès autoroute A4, sortie 14 ou RER A, Marne-la-Vallée/Chessy. Tél. : 01-60-30-20-20.

CHANSON

Cook the Linaar
Ailleurs, 13, rue Beausire, Paris 4e. Mº Bastille. 21 h 30, les 17, 18, 19 et 20. Tél. : 01-44-59-82-82. De 30 F à 80 F.

Bernard Lyautey
Tourtour, 20, rue Quincampoix, Paris 4e. Mº Châtelet. 15 heures, les 19 et 26, jusqu'au 30 août. Tél. : 01-48-87-82-48. 70 F.

MUSIQUE DU MONDE

Sabor a Son
La Coupole, 102, boulevard du Montparnasse, Paris 14e. Mº Vavin. 21 h 30, le 15, jusqu'au 29. Tél. : 01-43-20-14-20. 90 F.

Misaal
Guinguette Pirate, quai de la Gare, Paris 13e. Mº Quai-de-la-Gare. 21 heures, le 17. Tél. : 01-47-97-22-22. 30 F.

Tito Puente
Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11e. Mº Voltaire. 21 heures, le 17. Tél. : 01-47-00-55-22. 150 F.

Tazenco
La Java, 105, rue du Faubourg-du-Temple, Paris 11e. Mº République. 21 h 30, les 17 et 18. Tél. : 01-42-02-20-52. De 80 F à 100 F.

Alphonse Soumah
Guinguette Pirate, quai de la Gare, Paris 13e. Mº Quai-de-la-Gare. 21 heures, le 18. Tél. : 01-47-97-22-22. 30 F.

Cubanismo
Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18e. Mº Anvers. 23 heures, le 18. Tél. : 01-44-92-45-45. 100 F.

Mambomania
La Java, 105, rue du Faubourg-du-Temple, Paris 11e. Mº République. 22 h 30, les 19 et 26. Tél. : 01-42-02-20-52. 100 F.

Gumbezarte, Salamat
Parc de la Villette, Paris 19e. Mº Porte-de-la-Villette. 17 h 30, le 20. Entrée libre.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

BATMAN & ROBIN
Film américain de Joel Schumacher, avec Arnold Schwarzenegger, George Clooney, Chris O'Donnell, Uma Thurman, Alicia Silverstone, Michael Gough (2 h 05).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Bretagne, dolby, 6e (01-39-17-10-00) (+) ; UGC Danton, dolby, 6e ; Gaumont Marignan, dolby, 8e (+) ; UGC Normandie, dolby, 8e ; UGC Opéra, dolby, 9e ; La Bastille, dolby, 11e (01-43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13e (01-45-80-77-00) (+) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (+) ; Gaumont Kinopanorama, dolby, 15e (+) ; Majestic Passy, dolby, 16e (01-42-24-46-24) (+) ; UGC Maillot, 17e ; Pathé Wepler, dolby, 18e (+) ; 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19e (+).

BOX OF MOONLIGHT
Film américain de Tom Di Cillo, avec John Turturro, Sam Rockwell, Catherine Keener, Lisa Blount, Annie Corley, Alexander Goodwin (1 h 47).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (01-40-39-99-40) (+) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (01-47-70-33-88) (+) ; Espace Saint-Michel, dolby, 5e (01-44-07-20-49) ; La Pagode, 7e (+) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (01-43-59-19-08) (+) ; La Bastille, dolby, 11e (01-43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13e (01-45-80-77-00) (+) ; Miramar, dolby, 14e (01-39-17-10-00) (+).

DAAYRA
Film indien d'Amol Palekar, avec Nimal Pandey, Sonali Kulkarni, Nina Kulkarni, Hyder Ali, Faiyyaz, Nandu Madhav (1 h 47).
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3e (+) ; 14-Juillet Odéon, 6e (+) ; 14-Juillet-sur-Seine, 19e (+).

LES DEUX ORPHELINES VAMPIRES
Film français de Jean Rollin, avec Isabelle Teboul, Tina Aumont, Alexandra Pic, Brigitte Lahaie (1 h 30).
Brady, 10e (01-47-70-08-86).

LE FAN
Film américain de Tony Scott, avec Robert De Niro, Wesley Snipes, Ellen Barkin, John Leguizamo, Benicio Del Toro, Patti d'Arbanville-Quinn (1 h 50).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Gaumont Opéra I, dolby, 2e (01-43-12-91-40) (+) ; UGC Odéon, dolby, 6e ; UGC Champs-Elysées, dolby, 8e ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13e (01-47-07-55-88) (+) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (+).

LES GARÇONS WITMAN
Film franco-hongrois de Janos Szasz, avec Alpar Fogarasi, Szabolcs Gergely, Maia Morgenstern, Peter Andorai, Lajos Kovacs (1 h 33).
VO : Studio des Ursulines, 5e (01-43-26-19-09) ; L'Entrepôt, 14e (01-45-43-41-63).

HARRIET LA PETITE ESPIONNE
Film américain de Bronwen Hughes, avec Michelle Trachtenberg, Rosie O'Donnell, Vanessa Lee Chester, Gregory Smith, J. Smith Cameron, Robert Joy (1 h 42).
VF : Paramount Opéra, dolby, 9e (01-47-42-56-31) (+).

MAUVAIS GENRE
Film français de Laurent Bénégui, avec Jacques Gamblin, Elina Löwensohn, Monica Bellucci, Michel Aumont, Christiane Cohendy (1 h 30).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (+) ; UGC Rotonde, dolby, 6e ; Elysées Lincoln, dolby, 8e (01-43-59-36-14) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (01-43-59-19-08) (+) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (01-43-87-35-43) (+) ; UGC Opéra, dolby, 9e ; Majestic Bastille, 11e (01-47-00-02-48) (+) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13e (01-45-80-77-00) (+) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (01-43-27-84-50) (+) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (+) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (+) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (01-48-28-42-27) (+) ; Majestic Passy, 16e (01-42-24-46-24) (+) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (+) ; 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19e (+).

MORDBURO
Film français de Lionel Kopp, avec Ornella Muti, Philippe Clévenot, Patrick Catalifo, Maurice Benichou, Dominique Pinon (1 h 40).
Sept Parnassiens, dolby, 14e (01-43-20-32-20).

LE PRIX À PAYER (*)
Film américain de F. Gary Gray, avec Jada Pinkett, Queen Latifah, Vivica A. Fox, Kimberly Elise, John C. McGinley, Blair Underwood (1 h 57).
VO : UGC Forum Orient Express, dolby, 1er.
VF : Rex, 2e (01-39-17-10-00) ; Elysées Lincoln, dolby, 8e (01-43-59-36-14) ; Paramount Opéra, dolby, 9e (01-47-42-56-31) (+) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (01-47-07-55-88) (+) ; Miramar, dolby, 14e (01-39-17-10-00) (+) ; Mistral, dolby, 14e (01-39-17-10-00) (+) ; Le Gambetta, dolby, 20e (01-46-36-10-96) (+).

LE SILENCE DE RAK
Film français de Christophe Loizillon, avec François Cluzet, Elina Löwensohn, Jacky Berroyer, Roland Amstutz, Marcel Bozonnet, Pierre Baillot (1 h 30).
14-Juillet Beaubourg, 3e (+) ; 14-Juillet Hautefeuille, 6e (+) ; Elysées Lincoln, 8e (01-43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (01-43-20-32-20) ; Le Cinéma des cinéastes, 17e (01-53-42-40-20) (+).

(*) Film interdit aux moins de 12 ans.
(+) Réservation au 01-40-30-20-10.

PARIS, QUARTIER D'ÉTÉ

Du 14 juillet au 15 août, cette 8e édition conquiert les jardins, places et squares de la ville avec plus de deux cents représentations. Evénements inédits, théâtre, musique, danse ou cirque par des artistes du monde entier.
Paris, Quartier d'été, 22, rue Chauchat, Paris 9e. Tél. : 01-44-83-64-40. Réservations FNAC, tél. : 01-49-87-50-50 ou 3615 FNAC.

LES ÉTOILES DU NIL
Avec l'ensemble de musique arabe de l'Opéra du Caire, dirigé par Salah Ghobachi, Hani Shaker, Aïcha Redouane, l'ensemble Al Adwar, Hussein Al Bechari, Sharkiat-Gouzour, Sheikh Ahmad Barrayn, Ali Hassan Kuban, Hakim...
Samedi 19 juillet, de 21 h 30 à l'aube. Cour Napoléon du Louvre. Entrée libre.

LA PARADE DES QUARTIERS D'ÉTÉ
Sur le thème « XXe Siècle : modes et modes de vie », cet événement, orchestré par Jean-Claude Penchenat et le Théâtre du Campagnol, donne la parole au public et associe des compagnies professionnelles (théâtre, théâtre de rue, danse, marionnettes) à des groupes d'amateurs de Paris et de la banlieue.
Samedi 26 juillet à 18 heures. Jardin des Tuileries. Entrée libre.

DANSE AU PALAIS ROYAL
Tous les spectacles ont lieu à 22 heures. Cour d'Orléans. De 80 F à 100 F.
L'Académie du ballet royal khmer (Cambodge)
Du mardi 15 au vendredi 18 juillet à 22 heures.
Red Notes Cie Andy Degroat (France), Tangos !
Du dimanche 20 au mercredi 23 juillet.
Twyla Tharp Dance Company (Etats-Unis), Tharp !
Du samedi 26 au mardi 29 juillet.
Cloud Gate Dance Theatre (Taïwan), Songs of the Wanderers.
Du vendredi 1er au lundi 4 août.
La Cuadra de Séville (Espagne), Carmen
Du jeudi 7 au dimanche 10 août.

MUSIQUES DU MONDE
Chaque fin d'après-midi, les grands et les petits jardins de la capitale s'ouvrent aux musiques d'ailleurs. Au total, plus de soixante concerts sont proposés.
Toto la Momposina, la grande prêtresse de la musique colombienne.
Antonio Rivas, accordéon et Vallenatos colombiens.
Ebony Steelband, les nouveaux lauréats du concours du carnaval de Notting Hill (Londres).
Kan'nida, percussions et chants de la Guadeloupe.
Derviches tourneurs de Damas, musiques et rituels de Syrie.
Kek Lang, une famille tsigane de Hongrie.
King's Singers, six Anglais au répertoire des plus variés : des madrigaux du XIe siècle aux Beach Boys.
Justin Vali, la diversité des musiques malgaches.
Occidentale de Fanfare, la tradition gasconne et bretonne revue et corrigée.
IF/MBDT, Danse hip hop (France).
Reverend T and US Mass Gospel, ensemble de gospel américain.
Payou Rabalat', world music gitane.
Piazza Georges-Pompidou, jardins des Tuileries, du Luxembourg, des Plantes, parc de Belleville, arènes de Montmartre, parc de Choisy, place des Fêtes... Du 15 juillet au 10 août à 22 heures. Entrée libre.

CONCERTS-PROMENADES
Orchestre national de France
Tchaïkovski : *Symphonie nº 3, Concerto pour violon, Ouverture 1812.* Pascal Verrot (direction), Olivier Charlier (violon).
Dimanche 27 juillet à 20 heures. Parc André-Citroën. Entrée libre. (Sous réserve.)
King's Singers
Ensemble vocal, de la Renaissance française aux chansons populaires.
Jeudi 17 juillet à 20 heures. Cour d'honneur de la Sorbonne. 50 F.
Orchestre baroque de l'Union européenne
Œuvres de Vivaldi, Telemann, J. S. Bach, Quantz, Heinichen et Rameau. Roy Goodman (direction).
Jeudi 31 juillet à 20 heures. Cour d'honneur de la Sorbonne. 50 F.
Concerts d'orgue
Les romantiques français. Gunther Kaunzinger, Jean Guillou, Olivier Latry, Maurice Clerc (organistes).
Lundi 21, samedi 26, lundi 28 juillet et vendredi 1er août à 21 heures. Eglise Saint-Eustache. 50 F.

JAZZ À L'HÔTEL D'ALBRET
Avec Dave Holland Quintet, Tous Dehors, Eric Watson Trio, Aldo Romano, Trio Yves Rousseau, Frank Tortillier et Pascal Vignon, Jack DeJohnette Group et un hommage à François Jeanneau.
Du 28 juillet au 3 août à 21 heures. 100 F et 120 F.

PARIS SUR PAROLE
Contes en banques
Après les salons des grands hôtels, les petits musées de la Ville de Paris et les lieux de culte, quelques établissements bancaires ouvrent leurs portes à des conteurs-comédiens dont le répertoire s'inspire de l'esprit des lieux.
CIC Paris, Banque de France, BNP, SNVB, Banque Transatlantique... Du 21 juillet au 2 août. 50 F.

FOOTSBARN THEATRE
Ne touchez pas à Molière
Troupe de comédiens ambulants, née il y a vingt-cinq ans dans un village de Cornouailles.
Les 23 et 24 juillet, parc de Choisy ; les 25 et 26, parc de Belleville ; les 28 et 29, collège des Irlandais ; les 30 et 31, square Réjane ; les 2 et 3 août, quai de Seine. Spectacle à 21 h 30. 70 F et 90 F.

ACHILLE TONIC
Du 16 juillet au 14 août à 20 h 30, relâche lundi. Chapiteau, 43, quai d'Austerlitz, Paris 13e. 70 F et 90 F.

THÉÂTRE VOLLARD
Lepervenche
Jouée par une quarantaine d'acteurs, cette pièce retrace les étapes du mouvement syndical qui s'est institué à la Réunion de 1937 à 1947 pour mettre l'outre-mer à égalité avec la métropole.
Du 15 juillet au 4 septembre à 20 h 30, relâche dimanche et lundi. Cour Sernam, 69, rue Molière, 94 Ivry. RER C, Mairie-d'Ivry.

ITALIENNE AVEC ORCHESTRE, DE JEAN-FRANÇOIS SIVADIER
Portrait féroce des relations grinçantes entre le chef d'orchestre, le metteur en scène et la diva au cours d'une répétition de *La Traviata.*
Théâtre musical de Paris-Châtelet. Du 16 juillet au 4 août à 21 heures, matinée samedi, dimanche à 18 heures, relâche mardi. 70 F et 90 F.

HAUTNAH, DE FÉLIX RUCKERT
Un danseur seul interprète pour un spectacteur unique un solo, dans un espace limité qui les met face à face.
Du 18 au 28 juillet à 22 heures, relâche mardi. Centre Georges-Pompidou, grande salle, premier sous-sol. 60 F.

LE CIRQUE GOSH
Mad (e) in Paradise
Ils viennent de Berlin et prennent un malin plaisir à détourner les archétypes du cirque et du music-hall. Ils présentent leur nouvelle création, l'histoire d'un voyage au paradis...
Du 18 juillet au 10 août à 20 heures, relâche lundi et mardi. Le Trianon, Paris 18e.

COMPAGNIE FORAINE
Revue/Inaugurale
Acrobates, trapézistes, clowns, dresseurs ont travaillé avec les plasticiens les plus marquants du moment.
Les 1er et 2 août à 21 heures, matinée le 3 à 18 heures. Chapiteau à l'angle de la rue du Château-des-Rentiers et de la rue Marcel-Duchamp, Paris 13e. 70 F et 90 F.

PARIS - LES CATHÉDRALES INCONNUES
Exposition de Julian Rosefeldt et Piero Steinle
Deux architectes allemands, passionnés de grands espaces, proposent une visite des sites urbains et industriels les plus grandioses de Paris et ses alentours.
Du 15 juillet au 31 août, de 11 heures à 21 heures. Espace Les Blancs-Manteaux, Paris 4e. 25 F et 35 F.

LUNDI 14 JUILLET

TF 1

20.45

LE GRAND SOMMEIL ■
Film de Michael Winner, avec Robert Mitchum, James Stewart (1978, 105 min). 107004
Nouvelle adaptation, en couleur et en décors rétro, du roman de Raymond Chandler.

22.30

BANDOLERO ■
Film d'Andrew McLaglen, avec James Stewart, Dean Martin (1968, 130 min). 1838240
A la suite d'un hold-up catastrophique, un hors-la-loi et sa bande sont condamnés à être pendus.

0.40 F1 magazine. Grand Prix de Grande-Bretagne (35 min). 9834115

1.15 et 2.00, 3.00, 4.05, 4.45 TF1 nuit. 1.30 Cas de divorce. Série. Guérin contre Guérin. 2.10 et 3.10, 4.15, 5.10 Histoires naturelles. Documentaire. 5.00 Musique (10 min).

France 2

20.55

JEUX SANS FRONTIÈRES
Divertissement présenté par Olivier Minne et Jean Riffel (100 min). 7133085
C'est Lyon qui représente les couleurs de la France dans cette troisième manche de l'édition 97 de "Jeux sans Frontières".

22.35

MORT À L'ÉTAGE
Téléfilm de Philippe Venault, avec Didier Bezace, Anne Roussel (90 min). 741808

0.05 Journal, Météo.
0.20 Lutte féminine. Championnat du monde, à Clermont-Ferrand.
1.10 Les Routiers. Série.

2.00 Clip Siva Pacifica. 2.05 Tour de France. (rediff.). 3.05 Bête de scène. Court métrage. 3.25 Dialogue au sommet. Court métrage. 3.35 24 heures d'info. 3.45 Météo. 3.50 Urti. Documentaire. L'art dans les capitales : Budapest la jeune. 4.25 L'Ecran devant soi. Documentaire (60 min).

France 3

20.55

LE VIAGER ■ ■
Film de Pierre Tchernia, avec Michel Serrault (1971, 100 min). 7120511
Au début des années 30, un expert-comptable achète en viager la maison d'un homme déjà âgé et en mauvaise santé.

22.35 Journal, Météo.

23.05

L'HOMME AUX SEMELLES DE VENT
Arthur Rimbaud
Téléfilm de Marc Rivière. [2/2] (80 min). 3042846
Parti rejoindre, en compagnie de Jules Borelli, le roi Ménélick, Arthur Rimbaud doit, une fois arrivé dans le nouveau camp, rendre des comptes à ses employés.

0.25 Les Brûlures de l'Histoire. Documentaire de Christophe Muel. Les secrets du Jour J. 1.35 La Grande Aventure de James Onedin. Feuilleton. Bon vent (55 min).

Arte

20.45

SYMPHONIE DU PRINTEMPS ■
Film de Peter Schamoni, avec Nastassja Kinski, Herbert Grönemeyer (1982, 105 min). 464801
Robert Schumann, élève de Friedrich Wieck, tombe amoureux de Clara, la fille de celui-ci. Il l'épouse malgré l'opposition du père. Cet amour est la source d'inspiration du compositeur. Version française.

22.30

▶ JACQUOT DE NANTES ■ ■ ■
Film d'Agnès Varda, avec Philippe Maron, Edouard Joubeaud (1991, N. et couleur, 115 min). 2800801
Ce film est un acte d'amour. Tendre et pudique comme le temps du bonheur.

0.25 Court circuit. Vive le 14 juillet, court métrage français de Didier Rouget (1995, 5 min). Bête de scène, court métrage de Bernard Nissile (1994, 18 min). 77198
0.50 Moments furtifs ■ Film d'Imogen Kimmel, avec Fritz Bachschmidt (1988, v.o., rediff., 80 min). 8700198
2.10 Pourvu qu'elle pleure. Court métrage (rediff., 30 min). 4119467

M 6

20.45

LES TROIS MOUSQUETAIRES
LES FERRETS DE LA REINE
Première époque.
Film de Bernard Borderie, avec Gérard Barray, Georges Descrières (1961, 115 min). 473559
La seconde époque sera diffusée jeudi à 20h45.

22.40

LA LÉGENDE VIVANTE DU ROCK'N'ROLL ■
Film de Jim McBride, avec Dennis Quaid (1989, 120 min). 4061337

0.40 Jazz 6. Magazine. Jazz à Vienne : Trio guitares - Al di Meola, John McLaughlin, Paco de Lucia (60 min). 7824370

1.40 Boulevard des clips (rediff.). 2.40 Fréquenstar. Magazine. Estelle Hallyday (rediff.). 3.30 Movida opus 6. Documentaire (rediff.). 4.20 Les Piégeurs. (rediff.) 4.50 Culture pub. Magazine. [2/2] (rediff., 25 min).

Canal +

20.35

CANADIAN BACON ■
Film de Michael Moore, avec Alan Alda, John Candy (1995, 90 min). 330153

22.05 Flash d'information.
22.10 La vie comme elle est... Court métrage (15 min). 8335040

22.25

TOTO LE HÉROS ■ ■ ■
Film de Jaco Van Dormael, avec Michel Bouquet (1990, 90 min). 6527801

23.55 Le Réveil. Court métrage (4 min). 3430085
0.00 Week-end en famille ■ ■ Film de Jodie Foster (1995, v.o., 100 min). 7397660
1.40 Les Grands Ducs. Film de Patrice Leconte (1996, ♦, 83 min). 4104221

Radio

France-Culture

20.30 L'Histoire en direct. 1947 - 1951 : Avignon, une utopie en actes.
21.30 Fiction.
22.40 Toit ouvrant.

0.05 Du jour au lendemain. 0.48 Les Cinglés du music-hall. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff).

France-Musique

21.00 Concert. 34e fête en Touraine. Donné le 22 juin, à la Grange de Meslay. Sonate pour violoncelle et piano op. 119, de Prokofiev ; Les Tableaux d'une exposition, de Moussorgski ; Œuvres de Prokofiev : Hüseyin Sermet, piano, Xavier Phillips, violoncelle.
22.30 Concert. 34e fête en Touraine.

0.00 Les Mots et les notes (rediff.). 2.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées. Schubertiade.

22.30 Les Soirées... (suite). Œuvres de Beethoven, Chostakovitch, Bach, R. Schumann. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

TV 5

20.00 Des trains pas comme les autres. L'Inde du Sud (France 2 du 3/7/97).
21.30 Les Belges du bout du monde. Invité : Pierre Valana.
22.00 Journal (France 2).
22.45 Francofolies de La Rochelle. Soirée d'ouverture.
0.00 Le Point. Magazine.

Planète

20.35 Little Big Woman. [2/2].
21.25 Pourquoi nous combattons. [5/7]. La bataille de Russie.
22.45 Charpak, le détecteur de particules.
23.15 Sur les traces de la nature. [2/13]. Les éléphants fantômes.
23.45 Histoires autour de la folie. [2/4].

Animaux

21.00 Animaux en danger.
21.30 Flipper le dauphin. Le lance-pierres.
22.00 Gorille en sursis.
23.00 Le Monde de la nature. Gran Paradiso.

Paris Première

21.00 Tartuffe. Pièce de Molière. Mise en scène de Jean Pignol. Enregistré en 1980. Avec Michel Galabru, Bernard Fresson (90 min). 7372530
22.30 Les Documents du JTS.

France Supervision

20.30 et 1.10 Coup de cœur. Invité : Alain Kremski.
21.00 La Traviata ■ ■ Film de Franco Zeffirelli (1982, 105 min). 18511153
22.45 Le Monde des spectacles.

Ciné Cinéfil

20.30 Les Aventures de Casanova ■ Film de Jean Boyer [1/2] (1947, N., 100 min). 9004694
22.10 Tarentula ■ Film de Jack Arnold (1955, N., v.o., 80 min). 73781801

Téva

20.55 Mon fils, ma haine. Téléfilm de Peter Levin (95 min). 508381085
23.00 Clair de lune. L'ex de David.

Ciné Cinémas

20.30 Le Dernier Métro ■ ■ ■ Film de François Truffaut (1980, 130 min). 89671088
22.40 Le crime était presque parfait ■ Film d'Alfred Hitchcock (1954, v.o., 105 min). 95522530

Festival

20.30 Chacun ses vacances. Film de Michael Anderson (1985, 90 min). 91675004
22.00 Une fille de glace et de feu. Téléfilm de Randy Bradshaw (105 min). 66821207

Série Club

20.45 Mandrin. Feuilleton [3/6].
21.45 et 1.30 François Gaillard ou la vie des autres. Cécile et Nicolas.
22.30 Alfred Hitchcock présente. Affaire de cœur.
23.00 Two. Rendez-vous à la morgue.

Voyage

20.30 Suivez le guide.
22.30 Lacs d'Europe. Le lac alpin de Saint-Moritz.

Canal Jimmy

20.25 A bout portant. Les Charlots.
21.20 New York Police Blues. Rien ne va plus.
22.10 Les Rescapés du futur ■ Film de Richard T. Heffron (1976, 110 min). 26316191

Disney Channel

19.05 Petite fleur.
19.35 L'Incorrigible Cory.
20.00 Tous sur orbite.
20.10 Les Trois Cheveux d'or du Roi Soleil. Téléfilm de Martin Topak (90 min). 3323086
21.40 Santo Bugito.
22.05 Thunder Alley.
22.30 Planète Disney.
23.30 Sylvie et compagnie. Nuit de Chine.
23.55 Thierry la Fronde. Feuilleton (25 min).

Eurosport

18.00 Speedworld. Magazine.
19.30 Athlétisme. En direct. Meeting de Salamanque (Espagne) (90 min). 286004
21.00 Boxe. Combat en dix reprises. Poids légers. John Molina - Elias Quiroz.
22.00 Cyclisme. Résumé.
0.00 Snooker. Ligue européenne 1997 (90 min).

Muzzik

20.00 June Anderson. L'amour du bel canto.
21.00 Cendrillon. Opéra en deux actes de Rossini enregistré au Festival d'opéra de Glyndebourne (155 min). 526440375
23.35 Jazz at the Smithsonian : Benny Carter. Concert (65 min). 502850375
0.40 Concerti armonici. Concert enregistré en l'église de Spitafields, à Londres (35 min). 509829283

Chaînes d'information

CNN

Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 21.00, 1.00 World News. 21.30 World Report. 22.00 World News Europe. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View. 1.30 Moneyline. 2.15 American Edition.

Euronews

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.45, 22.45 Economia. 19.20, 20.20, 21.20, 22.20 Analysis. 19.39, 20.09, 20.39, 21.09, 21.39, 22.09, 22.39, 23.09 Europa. 19.50, 20.50, 21.50, 22.50 Sport. 23.15, 0.15, 1.15 No Comment. 23.45 Odéon. 0.45 Visa. 1.45 Style.

LCI

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.16 et 23.16 Ruth Elkrief. 20.13 et 20.45 Le 18-21. 20.30 et 22.30 Le Grand Journal. 21.10 et 22.12 Le Journal du Monde. 21.17 et 22.19, 22.44 Journal de l'Economie. 21.26 Cinéma. 21.42 Talk culturel. 0.15 Le Débat.

LES CODES DU CSA
○ Accord parental souhaitable.
△ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
□ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

MARDI 15 JUILLET

TF 1

14.40 Hooker. Série. Des femmes disparaissent.
15.35 Côte Ouest. Feuilleton.
16.30 21 Jump Street. Série.
17.25 Extrême limite. Série.
17.55 Les Années fac. Série.
18.25 Ali Baba.
19.00 Mokshû Patamû.
19.50 et 20.40 Météo.
20.00 Journal, l'image du jour, Tiercé.

20.45

GARÇON ! ■ ■
Film de Claude Sautet, avec Yves Montand, Nicole Garcia (1983, 105 min). 898979
L'art de la description du décor social et des personnages exprimé par la mise en scène d'une manière éblouissante.

22.30 Les Films dans les salles.

22.35

DEUX HEURES MOINS LE QUART AVANT JÉSUS-CHRIST ■
Film de Jean Yanne, avec Coluche, Michel Serrault (1982, 105 min). 6035009

0.20 Les Sauveteurs de l'impossible. Série. Prisonnier de la roche.

1.15 et 1.55, 2.35, 3.35, 4.15, 4.55, 5.30 TF1 nuit. 1.30 Reportages. Documentaire. L'épopée du Puy du Fou, dir. Henri Chambon. 2.05 Cas de divorce. Série. Brion contre Brion. 2.45 et 3.45, 4.25, 5.10 Histoires naturelles. Documentaire. 5.05 Musique (5 min).

France 2

13.50 ▶ Tour de France. En direct (10e étape) : Luchon – Andorre-Arcalis (235 min). 20169115
17.45 Vélo club.
18.45 Les Z'amours. Jeu.
19.25 Qui est qui ? Jeu.
19.55 Au nom du sport.
20.00 Journal, Image du Tour, A Cheval, Météo.

20.55

VANILLE FRAISE ■ ■
Film de Gérard Oury, avec Pierre Arditi, Sabine Azema (1989, 100 min). 7100757
Comédie burlesque, fantaisie débridée, parfaitement interprétée et semée d'idées humanistes.

22.45

BRAS DE FER ■ ■
Film de Gérard Vergez, avec Bernard Giraudeau (1985, 105 min). 9214115
En 1943, un résistant français de Londres arrive à Paris, chargé d'une mission d'intox sur le faux lieu du débarquement allié.

0.30 Journal, Météo.
0.45 Escrime. Championnat du monde au Cap (Afrique du Sud).

1.35 Les Routiers. Série. Jour de chance. 2.05 Tour de France (rediff.), 3.05 Urti. Documentaire. Ghana : un jour dans la vie d'un enfant. 3.30 24 heures d'info. Magazine. 3.45 Météo. 3.50 Voltigeur du Mont-Blanc. Documentaire. 4.00 Jeux sans frontières (rediff., 90 min).

France 3

18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.50 Météo des plages.
18.55 Le 19-20 de l'information. 19.10 Journal.
20.00 Météo.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.

20.55

LA CARTE AUX TRÉSORS
Divertissement présenté par Sylvain Augier. Martinique Nord (130 min). 8582883
Retour en Martinique après un court passage dans l'Aveyron.

23.05 Journal, Météo.

23.40

LES NOUVEAUX AVENTURIERS
Documentaire. Mille mètres sous la jungle de Luc-Henri Fage (55 min). 628950

0.35 Passion d'une vie. Documentaire de Jean-Luc Miesch. L'art de Joël Robuchon (55 min). 7208448

1.30 Les Brûlures de l'Histoire. Documentaire. Nehru, ou la naissance d'une nation. Invité : M. Pouchepadas. 2.35 La Grande Aventure de James Onedin. Feuilleton. Le prétendant (55 min).

La Cinquième

18.25 Le Monde des animaux. Les réserves.

Arte

19.00 ▶ Le Tour du monde en 80 jours. Documentaire [2/14] (20 min). 78488
19.20 Bon appétit.
19.30 7 1/2.
20.00 Schizophrénie. La biochimie de la folie, documentaire (25 min). 22221
20.25 Documenta. Reportage.
20.30 8 1/2 Journal.

20.45

LA VIE EN FACE : LE QUARTIER DES PERSÉCUTÉS
Le Marais, quartier juif de Paris. Documentaire de Michael Trabitzsch (1993, 40 min). 9770912
Une jeune voyageuse qui a grandi à proximité de l'ancien ghetto juif de Vilnius, en Lituanie, découvre le quartier du Marais à Paris...

21.30

COMEDIA : LES MOTS QUI TUENT
Le théâtre d'Elfriede Jelinek. Soirée proposée par Jochen Wolf.

21.30 Elfriede Jelinek : Surtout pas de comédie ! Documentaire (1997, 25 min). 92028
21.55 Au pays. Les Nuées. Pièce d'Elfriede Jelinek, avec Marion Breckwoldt, Anne Weber, mise en scène de Jossi Wieler (1997, 80 min). 3238883
23.15 Une femme à abattre. Documentaire de Jochen Wolf (1997, 60 min). 7532573
0.15 Wien, Paris, Vienne. La métamorphose des mots, documentaire de Jochen Wolf (1997, 25 min). 78577
0.40 Les Panthères noires. Documentaire de Lee Lew-Lee (rediff., 125 min). 47197697

M 6

19.00 Relativity. Série. Réveillon d'enfer.
19.50 Tour de France à la voile.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 Notre Belle Famille. Mark fait du karaté.
20.30 La Météo des plages.
20.35 E = M 6 junior - remix. La bioluminescence.

20.50

LOÏS ET CLARK
LES NOUVELLES AVENTURES DE SUPERMAN
Série (150 min). 3089979
Je t'ai dans la peau. Toy Story. L'ultime aventure de Loïs et Clark.
Les trois derniers épisodes de la quatrième saison.

23.20

LE TRIANGLE DES BERMUDES
Téléfilm △ de William A. Graham, avec Fred McMurray (85 min). 3488776

0.45 Les Documents de Zone interdite - remix. Magazine. Et vogue le célibat (rediff.).

2.40 Culture pub. Magazine. [2/2] Spécial Festival international du film publicitaire de Cannes (rediff.). 3.10 Jazz 6. Magazine. 4.35 Coulisses. Magazine. Dee Dee Bridgewater (rediff.). 4.40 Les Piégeurs (rediff.). 5.05 Mister Biz - best of. Magazine (rediff., 25 min).

Canal +

16.00 Week-end en famille ■ ■ Film de Jodie Foster (1995, 100 min). 5684370
17.45 Le Dessin animé.
▶ En clair jusqu'à 20.35
18.40 Les Simpson.
19.05 Les Héros de Cap Canaveral. Série.
19.45 Flash d'information.
19.57 Le Zapping.
20.00 10 années formidables.

20.35

LES DEUX PAPAS ET LA MAMAN
Film de Smaïn et Longval, avec Smaïn, Arielle Dombasle (1996, 75 min). 886812

21.50 Flash d'information.
22.00 La vie comme elle est... Court métrage (10 min). 41405

22.10

JANE EYRE
Film de Franco Zeffirelli, avec William Hurt, Charlotte Gainsbourg (1995, v.o., 109 min). 7831221
Illustration empesée (mais les couleurs sont belles) du roman frénétique de Charlotte Brontë.

0.00 D'où viens-tu Johnny ? ■ Film de Noël Howard (1963, 95 min). 7363603
1.35 The Last Seduction ■ ■ Film de John Dahl (1993, v.o., 109 min). 4788581

Radio

France-Culture

20.30 Archipel Médecine. Les salles de gardes.
21.32 Grand Angle. (rediff.). Le théâtre du monde ou le travail de Christiane Vericel et d'Image Aiguë.
22.40 Nuits magnétiques.

0.05 Du jour au lendemain. Gil Jouanard (*C'est la vie*). 0.48 Les Cinglés du music-hall. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). George Orwell ; 2.26, Yves Ballu (Gaston Rebuffat) ; 3.55, Yvon le Maho ; 5.55, L'Amérique Latine.

France-Musique

19.36 Concert. 14e Festival Chopin. Donné le 5 juillet, à l'Orangerie de Bagatelle, François Kerdoncuff, piano.
21.00 Concert. Ouverture du Festival de Radio-France et Montpellier Languedoc-Roussillon. Donné en direct de l'Opera Berlioz-Le-Corum, par l'Orchestre philharmonique de Montpellier Languedoc-Roussillon et le Chœur de Radio-France, dir. Friedemann Layer : Passion selon Saint-Jean, pour solistes, chœur et orchestre BWV 245, de Bach ; Roland Wagenführer (L'Evangéliste), Matthias Hölle (Jésus), Deborah York (Une servante), Nathalie Stutzmann (Alto solo).

0.00 Les Mots et les Notes (rediff.). 2.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées. Concert enregistré le 21 février 1996, à la salle Gaveau, par Repin, violon, Berezovsky, piano.

22.35 Les Soirées... (suite). 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

TV 5

20.00 Les Gens de Mogador. Téléfilm de Robert Mazoyer [2/6]. Avec Marie-José Nat (100 min). 13457047
21.40 Télétourisme. Magazine.
22.00 Journal (France 2).
22.45 Strip Tease. Magazine.
23.45 Les Grandes Enigmes de la science (France 2 du 8/6/96).
0.45 Soir 3 (France 3).

Planète

20.35 Les Ailes de légende. Le CH-47.
21.25 L'Ame du gospel.
23.00 Le Documentariste ou le Roman d'enfance.
23.45 Little Big Woman. [2/2].
0.35 Pourquoi nous combattons. [5/7]. La bataille de Russie (80 min).

Animaux

20.30 Les Yeux de la découverte. Le cheval.
21.00 Animaux disparus au XXe siècle.
21.30 et 0.30 Le Magazine de Jack Hannah.
22.00 Le Monde de la nature. Snowdonia, royaume des corbeaux.
23.00 Le Paradoxe des empereurs.
23.30 Gull City.

Paris Première

20.00 et 23.55 20 h Paris Première. Magazine.
21.00 Clark Gable. De Donatella Baglivo. God Save the King.
22.00 Les Documents du JTS. Magazine.
22.30 L'assassin habite au 21 ■ ■ Film d'Henri-Georges Clouzot (1942, N., 85 min). 72592793

France Supervision

20.30 et 0.35 Coup de cœur. Invité : Alain Kremski.
20.45 CinéActu. Magazine.
21.00 Les Francofolies : Les Négresses Vertes. Concert enregistré en 1995 (60 min). 53987115
21.55 La Bohème ■ ■ Film de Luigi Comencini (1987, 100 min). 39088880
23.40 L'Enfant et les Sortilèges. Fantaisie lyrique en deux actes de Maurice Ravel (55 min).

Ciné Cinéfil

20.30 La Grande Maguet ■ Film de Roger Richebé (1947, N., 85 min). 27097592
21.55 Les Héros du dimanche ■ Film de Mario Camerini (1952, N., v.o., 90 min). 6595950

Ciné Cinémas

20.30 Un moment d'égarement ■ Film de Claude Berri (1977, 85 min). 27099950
21.55 Homicide ■ ■ Film de David Mamet (1991, v.o., 100 min). 28375405
23.35 Johnny le dangereux ■ Film d'Amy Heckerling (1984, 90 min). 8937979

Festival

20.30 L'Eté de Zora. Téléfilm de Marc Rivière, avec Etienne Chicot (90 min). 91642776
22.00 D'amour et d'eau salée. Téléfilm d'Edwin Baily, avec Eric Berger (90 min). 39242880
23.30 Le Club Festival. Magazine (45 min).

Série Club

20.15 Les Arpents verts. Give Me Land, Lots of Land.
20.45 L'Age de cristal. La loi de la peur.
21.35 François Gaillard ou la vie des autres. Madeleine.
22.30 Alfred Hitchcock présente. Quand les apparences tuent.
23.00 Mandrin. Feuilleton [3/6].
0.00 Lou Grant. Lobbying.
0.50 Winnetou ou le mescalero. Duel (50 min).

Canal Jimmy

20.00 Spin City. Coup de froid.
20.25 Chronique. Magazine.
20.30 Friends (3e saison). The One With a Chick and a Duck. The One With the Screamer (v.o.).
21.15 Automobiles. Mustang.
22.05 Portrait. Magazine.
22.10 Des agents très spéciaux. Les deux tigres.
23.00 Star Trek : la nouvelle génération. Sélection contre-nature (v.o.).
23.45 Vélo. Magazine.
0.15 L'Homme invisible. Prix littéraire.

Disney Channel

19.05 Petite fleur. Un bonheur n'arrive jamais seul.
19.35 L'Incorrigible Cory.
20.10 Allez France ! ■ Film de Robert Dhéry (1964, 90 min). 7628298
21.40 Honey West.
22.05 Richard Diamond.
22.30 Juste pour rire.
23.30 Sylvie et compagnie. Le monde à l'envers.

Téva

20.30 et 22.30 Téva interview.
20.55 Parole de femme. Téléfilm de Sandor Stern (95 min). 508358757
23.00 Clair de lune.
23.45 Jaipur (30 min).

Eurosport

20.00 Sports de force.
21.00 Boxe. Combats à Riesa (Allemagne).
22.00 Cyclisme. Résumé.
0.00 Equitation. Coupe des Nations (60 min).

Voyage

19.30 Un voyage, un train : Pakistan.
20.20 Deux jours en France.
20.35 Suivez le guide.
22.30 Lacs d'Europe. Le lac de Garde.
23.00 Chez Marcel. Jean-Marc Hérelier, journaliste.

Muzzik

20.00 et 2.00 L'Invité. Claude Barthélémy.
21.00 Lux Aeterna.
23.10 Les Caprices de Paganini nº 2. Concert enregistré à Reggio Emilia (Italie) (45 min). 500404592
23.55 Les Instantanés de la danse.
0.10 Best of Jazz 2. Concert enregistré au Festival de Jazz de Montreux en 1994 (65 min). 507678871
1.15 Le Requiem Victoria. Concert enregistré au festival de La Chaise-Dieu, en 1994 (45 min). 503618822

Chaînes d'information

CNN

Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 21.00, 1.00 World News. 21.30 World Report. 22.00 World News Europe. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View. 1.30 Moneyline. 2.15 American Edition.

Euronews

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15, 22.45 Economia. 19.20, 20.20, 21.20, 22.20 Analysis. 19.39, 20.09, 20.39, 21.09, 21.39, 22.09, 22.39, 23.09 Europa. 19.50, 20.50, 21.50, 22.50 Sport. 23.15, 0.15, 1.15 No Comment. 23.45 Ecologia. 0.45 Artissimo. 1.45 Visa.

LCI

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.16 et 23.16 Ruth Elkrief. 20.13 et 20.45 Le 18-21. 20.30 et 22.30 Le Grand Journal. 21.10 et 22.12 Le Journal du Monde. 21.17 et 22.19, 22.44 Journal de l'Economie. 21.26 Cinéma. 21.42 Talk culturel. 0.15 Le Débat.

Les films sur les chaînes européennes

RTL 9

20.30 Le Chevalier de Maupin. Film de Mauro Bolognini (1966, 100 min). Avec Catherine Spaak. *Aventures.* 22.10 Soleil vert. Film de Richard Fleischer (1973, 100 min). Avec Charlton Heston. *Science-fiction.* 0.20 Constance aux enfers. Film de François Villiers (1963, N., 90 min). Avec Michèle Morgan. *Drame.*

TMC

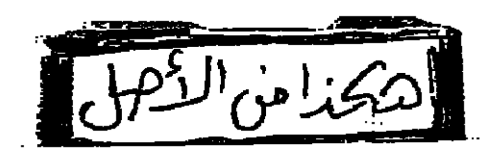
20.35 Le Colosse de Rhodes. Film de Sergio Leone (1960, 130 min). Avec Rory Calhoun. *Aventures.*

TSR

20.30 La Vie, l'Amour... les Vaches. Film de Ron Underwood (1990, 115 min). Avec Billy Crystal, Daniel Stern, Bruno Kirby. *Comédie.*

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble et du satellite sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.

Signification des symboles :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

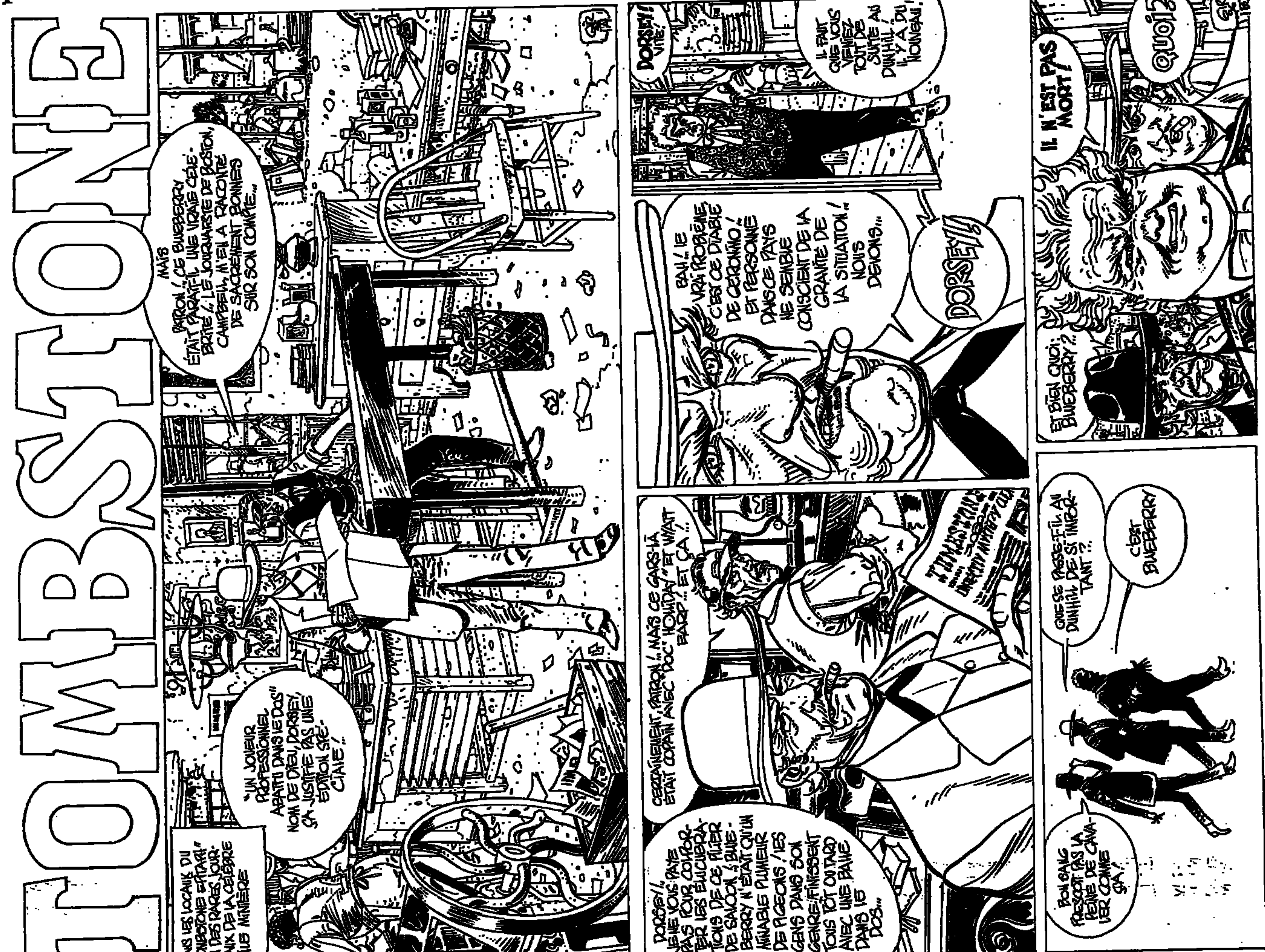


1er ÉPISODE

Blueberry « Ombres sur Tombstone »

par Giraud

● **Résumé de l'album précédent.** – Dans *Mister Blueberry*, le lieutenant est devenu joueur professionnel dans la ville minière de Tombstone. Un fermier, Boone, veut venger la mort de son fils aîné, dont l'ex-fédéral serait responsable. Lors d'une rixe dans un saloon où il joue au poker, Blueberry est touché de trois balles et laissé pour mort.





هكذا من الأصل





Jacques Chirac livre pour la première fois son analyse de la nouvelle cohabitation

« Equilibrer les excès et veiller à ce que rien d'essentiel ne soit atteint »

De ce bureau, sur fond de double drapeau national et européen, Jacques Chirac s'était adressé aux Français, lundi 21 avril, pour leur annoncer qu'il avait décidé de dissoudre l'Assemblée nationale et de convoquer des élections législatives anticipées. De ce même bureau, le chef de l'Etat devait, lundi 14 juillet, à 13 heures, saisir l'occasion de sa traditionnelle intervention télévisée pour donner publiquement, pour la première fois, son analyse de la défaite électorale subie par ses troupes, le 1er juin. Tout au long de ces dernières semaines, M. Chirac a reçu de nombreuses personnalités RPR et UDF, anciens ministres ou parlementaires battus. Si, devant ses interlocuteurs, le président de la République a montré peu de goût pour l'introspection et l'analyse rétroactive de ces élections législatives, il a toutefois justifié, auprès de certains d'entre eux, le choix de la dissolution, en expliquant qu'elle était, pour lui, la seule alternative à une crise sociale grave pressentie à la rentrée 1997. De ce bureau de l'Elysée, François Mitterrand avait aussi choisi de s'exprimer le 14 juillet 1986, à l'aube de la première cohabitation de la Vème République. Dans ce cadre solennel et comme ce fut le cas pour son prédécesseur, M. Chirac devrait profiter de cet entretien pour donner sa conception du rôle du chef de l'Etat en période de cohabitation, en approfondissant les thèmes évoqués dans son discours de Lille, le 7 juin. Dans ce qu'il est convenu d'appeler le « domaine réservé » du président – la politique étrangère et la défense –, l'Europe devait faire l'objet d'un long développement. Les sommets de Poitiers et d'Amsterdam ont déjà permis à M. Chirac d'insister sur la nécessité de réaliser l'union monétaire en temps et en heure. A une semaine jour pour jour de la publication de l'audit demandé par le gouvernement sur l'état des finances publiques, le chef de l'Etat devait être amené à intervenir à la fois sur le bilan économique du précédent gouvernement et sur les efforts à réaliser afin de répondre aux critères de Maastricht.

PRÉROGATIVES

Le chef de l'Etat, dont la cote de *popularité remonte régulièrement* dans les sondages depuis l'échec de la dissolution, entendait également intervenir sur un certain nombre de sujets de société, au nombre desquels figure bien sûr la réforme de la justice, la sécurité des citoyens – notamment la protection de l'intégrité des enfants. L'intervention du 14 juillet, expliquait-on dans son entourage, était destinée à installer M. Chirac dans le rôle particulier de *« garant »* que lui donne la cohabitation. *« Il est là pour équilibrer les excès et pour veiller à ce que rien d'essentiel ne soit atteint »*, ajoutait-on.

La fête nationale a, en tout cas, déjà donné à M. Chirac, l'opportunité d'utiliser une de ses prérogatives. Le *Journal officiel* du 13 juillet publie une longue liste de personnalités élevées par le président de la République dans l'ordre national de la Légion d'honneur. Parmi elles, quelques symboles : Geneviève Anthonioz-De Gaulle, présidente de ATD-Quart-monde, est la seule promue à la dignité de grand-croix. Le projet de loi contre l'exclusion, dont elle est l'inspiratrice, avait été la première victime de la dissolution. Cinq anciens ministres du gouvernement Juppé figurent également sur la liste du président de la République : Michel Barnier, Jean-Claude Gaudin, Alain Lamassoure, Jean-Pierre Raffarin et André Rossinot. Enfin, on distingue parmi les promus, une vingtaine de députés de l'ancienne majorité, victimes eux-aussi de la décision présidentielle.

Pascale Robert-Diard

Le chef de l'Etat se porte garant du budget des forces armées

S'ADRESSANT aux chefs militaires et aux chefs de corps des régiments qui devaient défiler à Paris, Jacques Chirac a voulu, dimanche 13 juillet, dans les jardins du ministère de la défense, confirmer les grandes lignes de la réforme des armées qu'il a engagée en février 1996 et assurer les forces armées qu'elles disposeraient des *« ressources nécessaires »* à leurs missions ainsi qu'à leur rénovation. C'est la deuxième fois que le chef de l'Etat se rend à la réception que le ministre de la défense organise la veille du 14 juillet : déjà, il l'avait fait en 1996 avec quelques jours d'avance sur le calendrier.

« En tant que chef des armées, a dit M. Chirac, *je veillerai à ce que nos forces continuent de disposer des ressources nécessaires tant à leur rénovation qu'au maintien de leurs capacités et de leur entraînement. L'armée est désormais lancée dans un effort de réflexion, d'imagination et de prospective sans précédent et dont le maître mot doit être plus que jamais le mouvement. »* Rappelant que la loi de programmation militaire 1997-2002, adoptée par le Parlement en 1996, *« fixe le cadre »* de la réforme en cours, le chef de l'Etat a ajouté : *« Nous allons, avec le gouvernement, dresser un bilan des objectifs atteints au terme de cette première année d'application et le ministre de la défense vous en communiquera les conclusions. »*

« Déjà, la professionnalisation de nos armées s'accélère. Avec près de huit mille postes créés cette année, le recrutement des engagés a doublé dans le respect des rigoureux critères de sélection qui doivent être ceux des soldats de métier. La mise en service de matériels modernes se poursuit », a estimé M. Chirac en citant la présence de chars de combat Leclerc sur les Champs-Elysées. *Le président de la République a énuméré*, devant le ministre de la défense, Alain Richard, les *« nouvelles réalités »* auxquelles les forces armées françaises *« doivent s'adapter aujourd'hui »*. *« Les missions désormais dévolues à nos forces armées intègrent, dans une proportion toujours plus importante, le maintien de la paix, l'interposition entre belligérants, la protection de nos ressortissants et de ceux des Etats qui nous le demandent »*, a-t-il commenté. *« Voilà pourquoi j'ai décidé la rénovation de notre outil de défense »*, a-t-il déclaré en faisant observer : *« Aujourd'hui, les choses sont bien engagées. »*

Enfin, M. Chirac a salué la mémoire de *« ceux qui sont tombés au service de la France »*. *« En un an,* a-t-il rappelé, *nous avons perdu en opérations dix-sept militaires, tandis que près de cent quatre-vingts de vos camarades étaient blessés. Je pense à leurs familles et à leurs proches que nous devons entourer de toute notre présence. »*

« C'est à vous qu'il revient, sur le terrain, de mettre en œuvre la réforme entreprise, de la mener à son terme », a-t-il conclu, ajoutant : *« Cette tâche, je le sais, vous aurez à cœur de vous en acquitter avec ce sens du devoir, cette haute idée de votre mission, cette volonté de servir qui sont depuis toujours l'honneur de nos armées. »*

Quarante chars Leclerc en vedette à Paris

Une quarantaine de chars Leclerc – vingt-sept du 501-503e régiment de chars de combat stationné à Mourmelon, en Champagne, et douze autres montés sur des porte-blindés à roues du 516e régiment du train, basé dans l'est de la France et en Allemagne – ont été les vedettes du défilé militaire du 14 juillet à Paris. C'est la première fois que l'armée de terre, qui a prévu de commander 406 exemplaires de ce char, présentait en public le Leclerc, que, pour leur part, les Emirats arabes unis ont acheté dans les mêmes quantités à son constructeur, le groupe GIAT Industries, pour 20,1 milliards de francs. Au total, quatre mille hommes des troupes à pied, survolés par près de soixante-dix avions et une vingtaine d'hélicoptères, ont défilé avant que, bousculant la tradition qui réservait le final aux sapeurs-pompiers de Paris, deux cent soixante-dix chevaux de la garde républicaine ne viennent clore la revue.

La « Love Parade » de Berlin a réuni un million de personnes

LE MUR n'est pas tombé pour rien. D'année en année, toujours plus immense, la « Love Parade » de Berlin célèbre l'été, comme pour exorciser les années noires, conjurer, dans la danse et les décibels, tout ce passé que la capitale allemande a incarné.

Rythmée par les flots de musique techno déversés depuis les sonos d'une quarantaine de plateformes roulantes qui emmènent la foule comme les pachydermes des armées Puniques, la plus grande *rave-party* du monde a, cette année encore, battu les records, rassemblant une foule estimée à près d'un million de personnes venues de toute l'Allemagne et de l'Europe entière. La gare de Berlin-Zoo, terminus, avant la chute du Mur, des trains de l'Europe libre, est transformé le temps d'un week-end en centre de ralliement pour tous ceux qui, pour rien au monde, ne voudraient rater ce grand rendez-vous.

Berlin n'a pas besoin de message, de slogans : la « Love Parade », la parade de l'amour se suffit à elle-même. La musique techno est devenue l'un des symboles d'une ville en plein changement. Les nouvelles constructions qui apparaissent, chaque jour, dans cet immense chantier qu'est aujourd'hui le cœur historique de la ville, pour redonner à Berlin des allures de capitale, n'ont pas encore étouffé le formidable espoir suscité par la chute du Mur. La ville souffre, ses caisses sont vides. Il a fallu réapprendre à vivre dans la normalité, s'ouvrir à de nouveaux venus qui viennent pour reconquérir l'espace, redonner à Berlin sa place de carrefour du centre de l'Europe.

AUCUN INCIDENT

Conçue au départ par dérision contre le Mur, la « Love Parade », née en 1989 de l'imagination d'un disc-jockey berlinois surnommé Dr. Motte n'a cessé de s'accaparer ce besoin de ne pas renoncer. Elle avait commencé sur le Kurfurstendamm, dans le Berlin-ouest des quartiers nantis. Elle avait lieu cette année sur l'Avenue du 17 juin, sur cet immense axe est-ouest qui part de l'ancien stade olympique, pour aboutir à l'emplacement de l'ancien château des rois de Prusse, en passant, à travers le parc du Tiergarten, par la colonne de la Victoire et la porte de Brandebourg. Cet axe historique avait été agrandi par Hitler pour en faire le trajet de parades de sinistre mémoire.

C'est là que les Berlinois s'agglutinèrent, le 9 novembre 1989, devant la Porte de Brandebourg, pour voir tomber le Mur. La foule de la « Love Parade » n'a pas besoin de slogan pour pressentir tout cela, pour piétiner l'histoire, tout à la joie d'être ensemble, dans la fête, dans la musique, dans les retrouvailles, jusqu'à l'épuisement. La police n'a eu aucun incident à signaler, malgré les menaces proférées, les jours précédents, par quelques mauvais plaisants se réclamant des groupuscules néo-nazis.

Quelques écologistes ont plaint les parterres du Tiergarten, souillés par des milliers de jeunes venus y trouver un hâvre pour ce qui leur restait de la nuit. Mais les édiles de la ville, qui ont tout fait pour que les choses se passent le mieux possible, ont compris que cette fête était pour le nouveau Berlin un symbole dont elle ne devait pas se passer. Jack Lang, l'ancien ministre français de la culture, aujourd'hui président de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, en était presque jaloux, qui suggérait que Paris, à son tour, se mette à l'heure de la « Love Parade ».

Henri de Bresson

Vingt ans de prison pour le Bosno-Serbe Dusan Tadic

LE SERBE DE BOSNIE, *Dusan Tadic, a été condamné* à vingt ans d'emprisonnement, lundi 14 juillet, à La Haye, par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPI), pour crimes contre l'humanité, traitements inhumains et violations des lois et coutumes de la guerre. *Il avait été jugé coupable, le 7 mai,* de participation à une campagne serbe de *« purification ethnique »* contre des Musulmans bosniaques au début de la guerre de Bosnie en 1992. Dusan Dusko Tadic est détenu depuis deux ans à la maison d'arrêt de Scheveningue, près de la capitale néerlandaise. – *(AFP.)*

Soixante-cinq personnes auraient été assassinées en Algérie

SOIXANTE-CINQ PERSONNES auraient, selon la presse, été tuées, en l'espace de trois jours, en Algérie, par des islamistes armés présumés. Dans la région de Kasr El Boukhari, département de Médéa, au sud d'Alger, rapportent les quotidiens *El Watan* et *El Khabar*, ce sont quarante-quatre personnes qui auraient été égorgées à la hache et au couteau dans la nuit du samedi 12 au dimanche 13 juillet. Trente-trois des victimes seraient originaires du hameau de Fetha, où vingt et une jeunes filles auraient été enlevées selon *El Khabar*.

La veille, toujours d'après la presse, sept voyageurs auraient été assassinés et onze autres blessés dans l'attaque d'un autobus par un *« groupe armé »* près de Dellys, sur le littoral-est d'Alger. A Bou Ismail, à une trentaine de kilomètres à l'ouest d'Alger, quatorze personnes d'une même famille ont été tuées dans la nuit de vendredi à samedi. Un membre de cette famille faisait partie du *« groupe armé »* qui a commis le massacre, affirment les journaux, qui donnent des versions différentes des circonstances de cet assassinat collectif. – *(AFP.)*

DEPÊCHES

■ **IRAN : le vice-président de la commission des affaires étrangères** du Parlement iranien, Mahmoud Doaï, a accusé, samedi 12 juillet, *« certaines factions socialistes françaises »* d'avoir invité l'écrivain britannique Salman Rushdie à l'Assemblée nationale pour *« détourner l'attention »* de l'affaire des affiches insultantes pour l'islam placardées à Hébron en Cisjordanie. – *(AFP.)*

■ **Quelque neuf mille experts russes de l'armement**, dont des centaines de savants et de techniciens supérieurs, travaillent actuellement pour l'Iran, a affirmé, dimanche 13 juillet, le quotidien israélien *Haaretz* citant un haut responsable sous couvert d'anonymat. Selon ce dernier, Moscou, sous l'impulsion du chef de la diplomatie Evgueni Primakov, a pris la décision stratégique d'essayer de redevenir une puissance importante au Proche-Orient. – *(AFP.)*

■ **ENTREPRISES : le chimiste britannique Imperial Chemical Industries** (ICI) vend plusieurs filiales de sa division produits chimiques industriels à l'américain DuPont pour un montant de 1,8 milliard de livres (18 milliards de francs). La transaction s'inscrit dans la stratégie de ICI de se désengager des produits chimiques à faible marge pour se positionner sur la chimie spécialisée et permettra de financer le rachat, annoncé le 7 mai, de plusieurs filiales d'Unilever.

Tirage du Monde daté dimanche 13-lundi 14 juillet 1997 : 550 094 exemplaires 1